



Bulletin du Forum Urbain Mondial

Compte rendu quotidien de la Troisième Session du Forum Urbain Mondial

Publié par l'Institut International du Développement Durable (IIDD)
en collaboration avec la Fondation Globe et ONU-HABITAT



iisd Reporting Services

EN LIGNE À [HTTP://WWW.IISD.CA/YMB/WUF3/](http://www.iisd.ca/YMB/WUF3/)
VOLUME 125, No. 1, LUNDI 19 JUIN 2006



TROISIEME FORUM URBAIN MONDIAL: 19-23 JUIN 2006

La troisième session du Forum Urbain Mondial (FUM3) s'ouvre aujourd'hui à Vancouver, au Canada, et s'y poursuivra jusqu'au vendredi 23 juin 2006. Tenu une fois tous les deux ans, le Forum examine l'urbanisation rapide et son impact sur les communautés, les villes, les économies et les politiques.

La FUM3 est organisée conjointement par le Programme des Nations Unies pour les Etablissements Humains (ONU-HABITAT) et le Gouvernement du Canada.

Cet événement de cinq jours mettrait en présence quelques 15.000 participants venus de plus de 150 pays, représentant gouvernements, agences des Nations Unies, organisations non gouvernementales, professionnels urbains, collectivités locales et communautés universitaires.

Se réunissant sous le thème général "Des Villes Durables – Passer des Idées à l'Action," la FUM3 s'articulera autour de trois sous-thèmes: Croissance urbaine et environnement; Partenariats et finances; et, Insertion et cohésion sociales. Les participants se réuniront en séances plénières, en séances de dialogue et en séances spéciales, ainsi que dans 13 tables rondes, dont une table ronde ministérielle. Quelques 160 séances de réseautage sont également programmées durant le Forum.

La FUM3 marque le 30^e anniversaire de la première Conférence des Nations Unies sur les Etablissements Humains, qui s'était tenue également à Vancouver et qui avait mené à la création d'ONU-HABITAT.

Bien que le FUM ne suive pas le règlement intérieur formel qui préside d'habitude les réunions officielles des Nations Unies, ses rapports et ses recommandations sont soumis par la Directrice Exécutive au Conseil d'Administration de l'ONU-HABITAT pour considération et action appropriée.

BREF HISTORIQUE DES QUESTIONS TOUCHANT AUX ETABLISSEMENTS HUMAINS

Résultant de la première Conférence des Nations Unies sur les Etablissements Humains qui a eu lieu à Vancouver, au Canada, du 31 mai au 11 juin 1976, la Déclaration de Vancouver sur les Etablissements Humains a officiellement établi le Centre des Nations Unies pour les Etablissements Humains, comme principale agence des Nations Unies, chargée par l'Assemblée Générale de l'ONU, de travailler à la promotion de villes durables des points de vue social et environnemental, dans un objectif consistant à fournir un logement convenable pour tous. Il est projeté que dans le courant des cinquante prochaines années, deux- tiers de la population mondiale vivront dans les villes.

Désigné par l'Assemblée Générale de l'ONU, organe consultatif, le Forum Urbain Mondial (FUM) est un pôle de réflexion conçu pour l'encouragement du débat et de la discussion autour des défis de l'urbanisation. Dans sa résolution 56/206 du 21 décembre 2001, l'Assemblée Générale de l'ONU a décidé que le FUM sera un "forum technique non législatif, dans lequel les experts peuvent procéder à des échanges de vues, les années où le Conseil d'Administration du Programme des Nations Unies pour les Etablissements ne se réunit pas." L'Assemblée Générale a également décidé, dans la même

Le *Bulletin du Forum Urbain Mondial* est une publication de L'Institut International du Développement Durable (IIDD) <info@iisd.ca>, éditeur du *Bulletin des Négociations de la Terre* <emb@iisd.org>. Ce numéro a été rédigé et édité par Xenya Cherny, Leonie Gordon, Sarah Stewart Johnson, William McPherson, Ph.D., Laurel A. Neme, Sabrina Shaw, Peter Wood et Kunbao Xia. Photographies: Leila Mead. Edition numérique: Bo-Alex Fredvik et Diego Noguera. Rédaction en Chef: Pia M. Kohler, Ph.D. <pia@iisd.org>. Directeur du Service Information de l'IIDD: Langston James "Kimo" Goree VI <kimo@iisd.org>. Le financement de la couverture de cette réunion est fourni par Globe Foundation of Canada. L'IIDD est joignable par courriel au 161 Portage Avenue East, 6e Etage, Winnipeg, Manitoba R3B 0Y4, Canada; tel: +1-204-958-7700; fax: +1-204-958-7710. Les opinions exprimées dans le *Bulletin* appartiennent à leurs auteurs et ne rendent pas compte forcément des points de vue de l'IIDD. Des extraits du *Bulletin* peuvent être utilisés dans d'autres publications moyennant citation appropriée. Des versions électroniques du *Bulletin* sont envoyées à nos listes de distribution de courriel (Formats HTML et PDF) et sont accessibles sur le site Linkages du serveur WWW du Service d'Information de l'IIDD à <http://www.iisd.ca/>. Pour tous renseignements concernant le *Bulletin*, y compris pour la sollicitation de services de couverture de vos événements, contacter le Directeur du Service d'Information de l'IIDD par courriel à <kimo@iisd.org>, par téléphone au: +1-646-536-7556 ou par voie postale au: 212 East 47th St. #21F, New York, NY 10017, USA. L'équipe de l'IIDD au Troisième Forum Urbain Mondial est joignable par courriel à <xenya@iisd.org>.

résolution, de transformer le Centre des Nations Unies pour les Etablissements Humains en Programme des Nations Unies pour les Etablissements Humains, ONU-HABITAT.

HABITAT II: La deuxième Conférence de Habitat s'est tenue du 3 au 14 juin 1996, à Istanbul, en Turquie. L'ordre du jour de Habitat et la Déclaration d'Istanbul sur les Etablissements Humains, adoptés par 171 gouvernements durant la Conférence, y ont affiché plus de 100 engagements et stratégies visant à traiter des questions de logement et des Etablissement Humains durables, mettant en exergue les thèmes du partenariat et de l'action locale. L'ordre du jour de Habitat établit le double objectif de réaliser un logement convenable pour tous et le développement durable des Etablissements Humains. Au terme d'un long débat, la Conférence a également réaffirmé l'engagement en faveur de la réalisation pleine et progressive du droit à un logement convenable.

ISTANBUL+5: La 25^e Session Extraordinaire de l'Assemblée Générale de l'ONU, consacrée au réexamen général et à l'évaluation des progrès accomplis dans la mise en application des résultats de Habitat II, s'est déroulée du 6 au 8 juin 2001 au siège des Nations Unies, à New York. A la session extraordinaire, l'Assemblée Générale a adopté la Déclaration sur les Villes et Autres Etablissements Humains dans le Nouveau Millénaire, qui consiste en: une déclaration politique réaffirmant la Déclaration d'Istanbul sur les Etablissements Humains et l'Ordre du jour de Habitat; une revue et une évaluation de la mise en application de l'Ordre du jour de Habitat; et des propositions de nouvelles mesures pour la réalisation des objectifs de logement convenable pour tous et du développement durable des Etablissements Humains.

FUM1: La première session du Forum Urbain Mondial s'est tenue du 29 avril au 3 mai 2002, à Nairobi, au Kenya. Le thème général était l'urbanisation. Les discussions ont été également axées sur: l'effet du VIH/SIDA sur les Etablissements Humains; la violence à l'encontre des femmes; les services et l'infrastructure de base, y compris la fourniture de l'eau et de l'assainissement; et la nécessité d'un régime foncier sûr.

SMDD: Le Plan of Mise en Œuvre de Johannesburg (PMŒJ), adopté au Sommet Mondial pour le Développement Durable, tenu à Johannesburg, en Afrique du Sud, du 26 août au 4 septembre 2002, appelle à la réalisation d'une amélioration importante des conditions de vie d'au moins 100 millions d'habitants des taudis, d'ici 2020. Il encourage également, la prise, à tous les niveaux, de mesures visant: à améliorer l'accès des pauvres des milieux urbains et ruraux, à la terre et à la propriété, à un logement convenable et aux services de base; à accroître les emplois décents, les crédits et les revenus; à supprimer les réglementations qui ne sont pas nécessaire et autres obstacles posés à la micro

entreprise et au secteur informel; et à soutenir les programmes de réhabilitation des taudis dans le cadre des plans de développement urbain.

19^e SESSION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION D'ONU-HABITAT: Réuni à Nairobi, au Kenya, du 5 au 9 mai 2003, cette session s'est focalisée sur le développement urbain

et sur les stratégies de logement favorisant les pauvres, et la dimension rurale du développement urbain durable. La session a procédé à l'examen des activités de ONU-HABITAT et à l'adoption de ses programme de travail et budget au titre de la biennale 2004-2005, de son plan à moyen terme au titre de la période 2006-2009 et de 18 résolutions couvrant des thèmes englobant le rôle et les droits des femmes dans le développement des Etablissements Humains

et la réhabilitation des taudis, l'eau et l'assainissement, et la décentralisation et le renforcement des collectivités locales.

FUM2: La deuxième session du Forum Urbain Mondial a eu lieu à Barcelone, en Espagne, du 13 au 17 septembre 2004. Les participants y ont procédé à la discussion des progrès accomplis dans la poursuite de l'Objectif 7 des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), consacré à la durabilité environnementale, y compris l'Objectif 10, portant sur l'eau et l'assainissement et l'Objectif 11, portant sur les taudis. Les participants ont également abordé les questions d'égalité des genres, de culture urbaine, de pauvreté, de sécurité, de préparation aux catastrophes et de reconstruction.

DEVELOPPEMENTS SURVENUS DEPUIS LE DEUXIEME FORUM URBAIN MONDIAL

CMAHDU-1: La Première Conférence Ministérielle Africaine sur l'Habitat et le Développement Urbain (CMAHDU) a eu lieu à Durban, en Afrique du Sud, du 31 janvier au 4 février 2005. Les ministres y ont adopté une déclaration appelant à l'établissement de la CMAHDU comme mécanisme consultatif sur la promotion du développement durable des Etablissements Humains en Afrique. Ils y ont également adopté le Cadre Amélioré de la Mise en Application et des Résultats Connexes pour des politiques et stratégies de développement urbain plus efficaces, assorti



La Directrice Exécutive de ONU-HABITAT, Anna Tibaijuka

d'une concentration particulière sur la pauvreté, en tant que thème transversal s'appliquant à l'eau, à l'assainissement et aux Etablissements Humains.

20^e SESSION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION D'ONU-HABITAT: Mettant en présence plus de 1000 participants, la session s'est déroulée du 4 au 8 avril 2005 à Nairobi, au Kenya. La session a procédé à l'examen des activités de l'ONU-HABITAT et à l'adoption de ses programme de travail et budget pour les exercices 2006-2007. Vingt-deux résolutions ont été adoptées, portant notamment sur: le post-conflit, l'évaluation des catastrophes naturelles et celles dues à l'Homme et la reconstruction; l'établissement de la CMAH DU; et le renforcement du Fonds pour la Valorisation des Taudis. La session n'a pas pu atteindre le consensus autour de la proposition de reformuler l'Objectif des OMD consacré à l'amélioration des conditions de vie des habitants des taudis, en passant d'un nombre spécifique à une proportion de la population mondiale.

CDD-13: A sa treizième session, tenue du 11 au 22 avril 2005 à New York, la Commission du Développement Durable (CDD) s'est concentrée sur les politiques et les options offertes pour l'accélération de l'application des engagements internationaux pris dans les domaines de l'eau, de l'assainissement et des Etablissements Humains. Deux points de contention ont émergé au sujet des Etablissements Humains: l'étendue de la décentralisation dans leur planification et leur gestion; et les implantations illicites. Le document issu de la CDD-13 appelle les gouvernements et les agences des Nations Unies à mobiliser les moyens d'exécution et à instaurer un environnement favorable au développement d'Etablissements Humains durables.

CONFERENCE INTERNATIONALE SUR LES QUESTIONS ENVIRONNEMENTALES DANS LES PETITS ETATS INSULAIRES EN DEVELOPPEMENT: Tenue du 14 au 19 août 2005 à Kingston, en Jamaïque, la conférence a traité des circonstances particulières des petits Etats insulaires en développement et du rôle des institutions universitaires.

PLATE FORME INTERNATIONALE SUR LE DEVELOPPEMENT URBAIN DURABLE: Cette plate-forme multipartite s'est réunie du 11 au 13 octobre 2005 à Genève, en Suisse dans l'objectif de présenter les solutions offertes dans les domaines de la technologie, de la gouvernance, de la société civile et des entreprises, issues de zones urbaines du monde entier.

HABITAT JAM: Organisé par l'ONU-HABITAT, ce débat mondial via l'Internet, consacré aux problèmes urbains a eu lieu du 1^{er} au 3 décembre 2005 et avait pour objectif d'apporter des idées du public aux dirigeants et aux experts qui se préparaient à la FUM3. Selon ONU-HABITAT, les habitants des taudis des pays pauvres ont été les plus actifs dans ce forum en ligne.

FORUM MONDIAL DE LA JEUNESSE: Le Forum s'est déroulé à Vancouver, au Canada, du 16 au 18 juin 2006, juste avant la FUM3. Plus de 400 délégués des jeunes de 46 pays ont été rassemblés pour un débat sur les sujets de préoccupation des jeunes des quatre coins de la planète, pour l'examen d'un certain nombre de projets dirigés par les jeunes et pour l'opportunité de rencontrer les hauts responsables des Nations Unies et les dirigeants canadiens prenant part aux travaux du Forum Urbain Mondial.

Les participants au Forum ont entendu des déclarations thèmes et des exposés présentés par Anna Tibaijuka, Directrice Exécutive de ONU-HABITAT; Joachim Chisano, Ambassadeur des Jeunes auprès des Nations Unies; Anantha Krishnan, chef du Département chargé des Partenaires et des Jeunes au sein de ONU-HABITAT; les Chanteurs de l'Association Sportive des Jeunes Mathares; Hassan Abdikadir et Kevina Power, Représentants des Jeunes au Forum Urbain Mondial; Ida Chong, Ministre du Développement Communautaire et des Questions Féminines de Colombie Britannique; et Charles Kelly, Commissaire Général de la FUM3.

Tout le long de la semaine, les participants se sont répartis en groupes "techniques" pour le traitement des sept principaux thèmes: Soins Sanitaires: En première ligne contre le VIH/SIDA et Autres Maladies; Environnement: Création de Communautés Saines et Durables; Les Jeunes, Leaders d'Aujourd'hui et de Demain: les Echelons Local, National et International; Sécurité et Non Violence: Les Jeunes, Bâtisseurs de la Paix; Genre: Equilibre et Equité; Questions autochtones: Redéfinition des OMD; et, Moyens de Vivre: Pour une Economie Durable.

L'objectif de ces discussions techniques consistait à partager les meilleures pratiques actuelles en matière de développement dirigé par les jeunes, et à produire le texte devant servir de



La représentante du Forum Mondial de la jeunesse, Christine Luza présentant des recommandations au nom de la cellule sur les questions autochtones



Le Troisième Forum Urbain Mondial se déroule à Vancouver, au Canada

plate-forme à la Déclaration du Forum Mondial de la Jeunesse, qui sera présenté officiellement aux participants à la FUM3, vendredi 23 juin. Les délégués des jeunes y ont également élaboré une stratégie visant à influencer les délibérations de des cinq prochains jours la FUM3, à travers des séances de discussions politiques, des séances communication médiatique et de réseautage et des modes d'expressions alternatives.

Le Forum Mondial de la Jeunesse a culminé dans une soirée de célébration agrémentée par une réception donnée au Centre de l'Amitié Aborigène, suivie par une Séance consacrée aux Interférences et une célébration de l'Avant-première du Forum Urbain Mondial.

EDITION 2006/7 DU RAPPORT SUR L'ETAT DES VILLES DE LA PLANETE

En conjonction avec la FUM3, ONU-HABITAT a émis *L'Édition 2006/7 du Rapport sur l'État des Villes de la Planète*, une nouvelle étude sur l'urbanisation. Le rapport montre que les habitants des taudis des pays en développement se trouvent dans des conditions du moins aussi mauvaises sinon pires que celles de leurs homologues ruraux. Le rapport fournit des données

concrètes montrant que le milliard de personnes habitant les taudis de la planète sont susceptibles de mourir plus tôt, de connaître davantage la faim et la maladie, d'atteindre un niveau d'éducation moindre et d'avoir moins de chances d'emplois que les résidents urbains qui n'habitent pas dans les taudis. L'étude présente, en outre, les évolutions enregistrées dans: la croissance des mégapoles; les dynamiques démographiques, y compris les nombres croissants d'habitants de taudis; l'accès aux services de base, tels que l'eau et l'assainissement; la sécurité des régimes fonciers et de la propriété; et, l'érosion environnementale.



A SUIVRE AUJOURD'HUI

La Séance de Réseautage "Ville Durable: un Partenariat Cino-suédois," programmée à l'origine pour jeudi 22 juin, aura lieu maintenant, lundi 19 juin, de 16:30 à 18:30, à Oceanview 7/8 du Pan Pacific Hotel.

L'Événement Satellite «Programme Régional relatif aux Logements Sociaux et aux Etablissements Humains: Examen du Plan d'Action Régional,» se déroulera en Salle MR18 de 16:30 à 18:30.

Division des Services d'Information de l'Institut International du Développement Durable (S.I. de l'IIDD)

Le S. I. de l'IIDD produira des comptes rendus quotidiens en anglais et en français, au Troisième Forum Urbain Mondial (WUF3), à partir du lundi 19 juin 2006.

Comme partie intégrante de notre vision des choses et en symbiose avec les efforts de la FUM3 visant à réduire sa trace écologique et à contribuer au développement économique et social, nous encourageons les participants à:

- 1) Souscrire à la version En Ligne de nos comptes rendus quotidiens pour les recevoir par courriel tous les matins avant 8:00; ou
- 2) Lire nos comptes rendus quotidiens sur le site web consacré à la conférence, à: <http://www.iisd.ca/yumb/wuf3/>

Cette approche permettra au S.T. de l'IIDD et à l'organisation de la FUM3 d'imprimer moins de documents qui se trouvent être disponibles gracieusement et d'accès libre et facile sur l'Internet.

Pour vous joindre à cette initiative, prière visiter: <http://www.iisd.ca/email/wufsub.htm>



iisd Reporting Services

Bulletin du Forum Urbain Mondial

Compte rendu quotidien de la Troisième Session du Forum Urbain Mondial

Publié par l'Institut International du Développement Durable (IIDD)
en collaboration avec la Fondation Globe et ONU-HABITAT

EN LIGNE À [HTTP://WWW.IISD.CA/YMB/WUF3/](http://www.iisd.ca/YMB/WUF3/)
VOLUME 125, No. 2, MARDI 20 JUIN 2006



LES FAITS MARQUANTS DU TROISIEME FORUM URBAIN MONDIAL:

LUNDI 19 JUIN 2006

Le Troisième Forum Urbain Mondial (FUM3) s'est ouvert aujourd'hui à Vancouver, au Canada par une cérémonie de bienvenue rehaussée de chants et de danses traditionnels, donnée au nom des Premières Nations du Canada. Le matin, les délégués ont entendu des déclarations liminaires et ont adopté l'ordre du jour et l'organisation des travaux de la FUM3. L'après-midi, les participants au Forum se sont réunis dans six tables rondes et dans de nombreuses séances de réseautage. *Note: En raison du grand nombre de séances en superposition, la couverture de l'IIDD a été concentrée sur les discussions des tables rondes.*



La FUM3 s'est ouverte par une cérémonie de bienvenue suivie par des déclarations des dignitaires et des principales parties prenantes

CÉRÉMONIE D'OUVERTURE ET PLÉNIÈRE

Cérémonie d'ouverture: Eric Falt, Directeur de la Division des Communications et Information du Public au sein du Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE) et Maître des Cérémonies, a souhaité la bienvenue à Vancouver aux participants, soulignant que la FUM3 marque le trentième anniversaire de la première Conférence des Nations Unies sur les Établissements Humains (Conférence de Habitat), tenue également dans cette ville.

Charles Kelly, Commissaire Général de la FUM3, a souligné que la FUM3 est un pas vers la réalisation des principes de durabilité et a exprimé l'espoir de voir à la fin du Forum, les participants repartir avec des idées "aptes à être traduites en action" de manière à pouvoir marquer une différence en faveur du développement urbain.

Sam Sullivan, Maire de Vancouver, a souhaité la bienvenue aux délégués et a remercié le Premier Ministre du Canada pour son action qui "place les villes en première ligne" et pour sa présence à la FUM3. Il a déclaré que la première Conférence de Habitat a changé la manière dont les décisions concernant le développement urbain étaient prises à Vancouver. Encourageant les délégués à travailler et à apprendre ensemble, il a mis en relief la nécessité d'embrasser des "éco-structures" urbaines écologiquement responsables, permettant de décroître les empreintes écologique laissées par les villes.

Gordon Campbell, Premier Ministre de Colombie Britannique, a mis en exergue le thème de la FUM3 consistant à traduire les idées en action permettant de relever les défis posés à la durabilité urbaine, ajoutant que les innovations et les nouvelles technologies donnent de l'espoir à la cause. Il a noté qu'à Vancouver, l'implication des citoyens a abouti à un accès

front de mer du public, à l'entretien des espaces verts urbains, à l'amélioration du transit public et à la réussite de l'intégration des espaces de bureaux et de vie dans le centre ville.

Inga Bjork-Klevby, Directrice Exécutive Adjointe de ONU-HABITAT, a livré de la part du Secrétaire Général de l'ONU, Kofi Annan, un message indiquant qu'au cours des trois dernières décennies, le monde est devenu plus urbanisé, plus congestionné, plus pollué et moins équitable. Il a souligné que la pauvreté et la privation ont atteint des proportions importantes, avec plus de la moitié des populations urbaines du monde en développement, vivant dans des taudis. Mettant en exergue les interconnexions entre opportunités et privations, le Secrétaire Général de l'ONU, Annan, a appelé à redoubler d'efforts pour rendre notre planète, plus juste, plus équitable et plus durable pour l'ensemble de ses habitants.

Déclarations liminaires: Anna Tibajuka, Directrice Exécutive de ONU-HABITAT, a souligné que compte tenu du fait que la population mondiale vit maintenant dans des zones urbaines, c'est la planification de villes durables qui va déterminer notre avenir. Tout en saluant les réussites enregistrées, par ailleurs, par le Plan d'Action de Habitat, elle a déclaré que l'échec rencontré dans la poursuite de la durabilité urbaine est dû au manque de soutien politique propre à la planification urbaine. Elle a souligné le rôle central du FUM dans l'engagement de la société civile dans le processus de ONU-HABITAT, encourageant les participants à partager les idées, et a indiqué qu'elle livrera le rapport de la FUM3 à la session de 2007 du Conseil d'Administration de ONU-HABITAT. Tibajuka a également demandé une minute de silence en mémoire de Jane Jacobs et de Rafic Hariri, champions du développement communautaire urbain durable.

Le *Bulletin du Forum Urbain Mondial* est une publication de l'Institut International du Développement Durable (IIDD) <info@iisd.ca>, éditeur du *Bulletin des Négociations de la Terre* © <enb@iisd.org>. Ce numéro a été rédigé et édité par Xenya Cherny, Leonie Gordon, Sarah Stewart Johnson, William McPherson, Ph.D., Laurel A. Neme, Ph.D., Sabrina Shaw, Peter Wood et Kunbao Xia. Photographies: Leila Mead. Édition numérique: Bo-Alex Fredvik et Diego Noguera. Rédaction en Chef: Pia M. Kohler, Ph.D. <pia@iisd.org>. Directeur du Service Information de l'IIDD: Langston James "Kimo" Goree VI <kimo@iisd.org>. Le financement de la couverture de cette réunion est fourni par Globe Foundation of Canada. L'IIDD est joignable par courriel au 161 Portage Avenue East, 6e Etage, Winnipeg, Manitoba R3B 0Y4, Canada; tel: +1-204-958-7700; fax: +1-204-958-7710. Les opinions exprimées dans le *Bulletin* appartiennent à leurs auteurs et ne rendent pas compte forcément des points de vue de l'IIDD. Des extraits du *Bulletin* peuvent être utilisés dans d'autres publications moyennant citation appropriée. Des versions électroniques du *Bulletin* sont envoyées à nos listes de distribution de courriel (Formats HTML et PDF) et sont accessibles sur le site Linkages du serveur WWW du Service d'Information de l'IIDD à <<http://www.iisd.ca/>>. Pour tous renseignements concernant le *Bulletin*, y compris pour la sollicitation de services de couverture de vos événements, contacter le Directeur du Service d'Information de l'IIDD par courriel à <kimo@iisd.org>, par téléphone au: +1-646-536-7556 ou par voie postale au: 212 East 47th St. #21F, New York, NY 10017, USA. L'équipe de l'IIDD au Troisième Forum Urbain Mondial est joignable par courriel à <xenya@iisd.org>.



Stephen Harper, Premier Ministre du Canada, a mis en exergue le concept de "Savoir-faire urbain éclairé"

Allocution Thème: Mettant en relief la vision de villes réussies, durables et sûres, Stephen Harper, Premier Ministre du Canada, a noté que l'urbanisation est un phénomène puissant qui est en train de prendre de l'envergure dans le monde en développement. Il a retracé les grandes lignes de l'histoire du Canada dans les domaines des établissements humains, de l'exploration et de l'urbanisation, et a signalé que les villes canadiennes sont classées parmi les meilleures du monde entier.

Le Premier Ministre Harper a également mis en exergue le concept de "savoir-faire urbain éclairé," avec un accent particulier placé sur: la réalisation d'un équilibre fiscal et juridique; le traitement du déficit de l'infrastructure; la garantie de la durabilité environnementale; l'endigement de la criminalité urbaine; la fourniture de logements abordables; l'évitement du terrorisme; et la promotion de la diversité culturelle.

Signalant que la majeure partie du croît démographique des 25 années à venir, aura lieu dans les villes du monde en développement, Noli de Castro, Vice-président des Philippines, a mis l'accent sur les connections entre la pauvreté urbaine et la lutte pour la démocratie, et a accordé une priorité à l'action concertée dans l'établissement de voies de développement compatibles avec les idéaux démocratiques. Il a souligné le rôle de la FUM3 dans le traitement de la réhabilitation des taudis, le financement des logements, l'égalité des genre et la réalisation des Objectifs du Millénaire en matière de Développement (MDGs).

Ali Mohamed Shein, Vice-président de Tanzanie, a présenté l'urbanisation durable en Afrique et dans les parties du monde en développement. Il a mis en exergue les progrès accomplis par la Tanzanie dans la mise en application de l'Objectif 11 des OMD, consacré aux taudis à travers la législation régissant l'habitat et la terre.

Plénière d'ouverture: Inclusion et cohésion Sociales: María Antonia Trujillo, Ministre Espagnole de l'Habitat et Présidente de la FUM2, a ouvert la séance plénière en déclarant que les FUM passés ont servi à la détermination des problèmes et que la FUM3 devrait explorer les voies et moyens de passer des idées à l'action. Elle a mis en exergue l'apprentissage à partir des expériences positives, comme étant le thème central de la FUM3.

Diane Finley, Ministre canadienne des Ressources Humaines et du Développement Social et Coprésidente de la FUM3, a invité les délégués à procéder à une évaluation des avancées réalisées et à répondre aux défis posés par les villes. Elle a déclaré que le FUM a offert une opportunité unique en servant de moyen d'échange mondial, focalisé sur des manières pragmatiques et innovantes de traiter les villes. Elle a déclaré qu'alors que les villes jouent un rôle pivot dans le développement économique, la préservation d'un environnement rural sain est également importante pour un bien être économique et social équilibré. Elle a exhorté les

participants à faire en sorte que les résultats issus de la FUM3 soient pratiques et tournés vers l'action, pour former des réseaux significatifs.

Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux:

Diane Finley a introduit, et les délégués ont adopté, l'ordre du jour provisoire proposé par le Directeur Exécutif de ONU-HABITAT (HSP/FUM/3/1) et de l'organisation des travaux de la FUM III (HSP/FUM/3/INF/1 et 2) sans amendement. Ils ont également approuvé l'établissement d'un groupe consultatif de la FUM3 (HSP/FUM/3/INF/6) qui aidera la Directrice Exécutive de ONU-HABITAT dans l'organisation et la conduite du Forum.

Alphonso Jackson, Secrétaire du Département Américain de l'Habitat et du Développement Urbain, a souligné que des foyer en propriété peuvent rendre les villes plus fortes, plus sûres et plus prospères. Il a expliqué l'objectif consistant à établir une société propriétaire aux Etats-Unis, assorti d'une concentration particulière sur les minorités et les pauvres. Il a déclaré que la propriété du foyer est essentielle pour l'accumulation de la richesse, l'indépendance financière, la stabilité et les avantages sociaux, et que l'habitat a joué un rôle clé dans la croissance de l'économie Américaine.

Kumari Selja, Ministre d'Etat chargé de l'Emploi Urbain et de l'Allègement de la Pauvreté, du Gouvernement Indien, a souligné le consensus mondial qui a émergé ces 30 dernières années, sur la nécessité de fonder les initiatives mondiales sur des solutions locales, pour la gestion des établissements humains. Elle a décrit les actions entreprises par l'Inde dans le cadre du développement urbain durable et a noté l'émergence du secteur privé en tant que partenaire dans ce plan d'action. Elle a encouragé la promotion des villes en vue de s'assurer du développement économique local et des services nécessaires aux communautés rurales.

Naokazu Takemoto, Vice-ministre Japonais des Finances, a parlé des intérêts de longue date du Japon et de l'engagement avec ONU-HABITAT, et a fait remarquer l'importance de l'engagement de la société civile. Il a rappelé à la communauté l'engagement que les dirigeants mondiaux ont pris au Sommet sur l'Évaluation du Millénaire, en septembre 2005, pour plus de croissance durable et la réduction de la pauvreté, a souligné l'importance d'une gouvernance forte et de la stabilité sociale, et a décrit l'implication du Japon dans le groupe de discussion des Nations Unies sur la cohérence de l'ensemble du système. Il a clos son exposé en soulignant les efforts fournis par le Japon dans le domaine des secours d'urgence en Irak et dans les régions d'Asie touchées par le tsunami de 2004.

Smangaliso Mkhathshwa, Coprésident, Villes Unies et Collectivités Locales (VUCL), a traité de la FUM3 au nom de la présidence de la VUCL, soulignant qu'elle représente plus de la moitié de la population mondiale. Il a mis en relief l'achèvement, par VUCL, des lignes directrices relatives au



Smangaliso Mkhathshwa, Coprésident, de United Cities and Local Governments (UCLG), a mis l'accent sur les lignes directrices de son organisation régissant le cadre de la décentralisation, examiné au récent Conseil d'Administration de ONU-HABITAT

cadre de décentralisation, examiné lors d'un récent Conseil d'Administration de ONU-HABITAT, qui souligne l'implication des communautés dans le traitement des défis de l'urbanisation.

Enrique Ortiz, Secrétaire Général de la Coalition Internationale Habitat, a décrit les développements survenus depuis la première Conférence de Habitat, qui, a-t-il dit, représente un jalon de franchi dans la prise de conscience mondiale des problèmes de l'urbanisation. Il a déploré que l'absence d'engagement politique et de politiques de marché a déstabilisé la réalisation des principes du plan d'action de Habitat, et a encouragé l'adoption d'une nouvelle approche pour le traitement des défis urbains mondiaux. Faisant référence au concept des partenariats publics privés, il a appelé les partenariats à intégrer les vues des communautés et à être participatifs et productifs.

Au cours de la séance plénière d'ouverture, un participant du Forum Mondial de la Jeunesse a livré à la FUM3, un message appelant les gouvernements à prendre des mesures pour le développement d'établissements humains durables.

TABLES RONDES

Les discussions des tables rondes réunies l'après-midi, ont cherché à présenter les vues des parties prenantes concernant l'ordre du jour programme de la FUM3 et, d'une manière plus générale, le développement des établissements humains.

Table Ronde des Ministres: Tenue sous le thème "Vancouver + 30: Changer le Rôle des Villes et le Développement Durable Global," cette table ronde était organisée en coopération avec le Gouvernement du Canada.

La modératrice Huguette Labelle, Présidente de Transparency International et Chancelière, à l'Université d'Ottawa, a ouvert la table ronde signalant la présence de ministres de 50 pays, et a introduit trois thèmes: le rôle des gouvernements dans la durabilité urbaine; le potentiel des partenariats; et le rattachement des ordres du jour internationaux des gouvernements nationaux à l'échelon local. Dans ses remarques introductives, Tibaijuka a souligné l'importance de gouvernements et de cadres réglementaires et juridiques forts dans la poursuite des OMD.

Rôle des gouvernements dans la durabilité urbaine: Le Coprésident John Pombe Magufuli, Ministre Tanzanien des Terres, de l'Habitat et du Développement des Etablissements Humains, a introduit le thème et a décrit le soutien apporté par son gouvernement au développement des établissements humains. Les ministres ont mis l'accent sur les mesures et les politiques mises en place en vue de relever les défis de la durabilité urbaine dans leurs pays respectifs. Plusieurs participants ont fait part de leur appui à la décentralisation, à l'engagement de la société civile et à l'élaboration d'un langage et d'un système métrique communs qui peuvent être utilisés dans la discussion



G-D: Le Coprésident Ted Menzies, Secrétaire Parlementaire auprès du Ministre de la Coopération Internationale du Canada; La Modératrice Huguette Labelle, Présidente de Transparency International et Chancelière à l'Université d'Ottawa; Anna Tibaijuka, Directrice Exécutive de ONU-HABITAT ; et le Coprésident Magufuli

des questions de durabilité de pauvreté et d'urbanisation. Les participants ont identifié les coûts élevés des terres et le vieillissement de la population comme étant des obstacles posés à la durabilité urbaine. Il a été convenu, de manière générale, que le gouvernement a un rôle fort à jouer dans la fourniture d'orientations, de financements et de renforcement des capacités aux autorités locales dans leurs efforts en faveur de la durabilité, et que l'habitat social et l'éducation devraient être perçus comme étant des investissements. Plusieurs ministres ont appelé ONU-HABITAT à passer une résolution appuyant le développement de l'infrastructure des pauvres.

Partenariat entre les gouvernements nationaux et d'autres juridictions pour le soutien de la durabilité urbaine: Le Coprésident Ted Menzies, Secrétaire Parlementaire auprès du Ministre Canadien de la Coopération Internationale, a souligné l'importance du plein respect des gouvernements locaux et de l'amélioration des partenariats entre les gouvernements nationaux et locaux. Les ministres de plusieurs pays ont donné un aperçu sur leurs expériences en matière de relations entre les gouvernements nationaux et locaux dans le domaine de la réalisation de la durabilité urbaine. Il a été convenu de manière générale que la durabilité urbaine requiert l'adoption d'une approche pluridisciplinaire, en particulier, dans les domaines de la santé et de l'éducation. De nombreux participants ont signalé que le manque de financement et d'accès à l'information est en train d'entraver la mise en œuvre des initiatives de durabilité urbaine.

Rattacher les ordres du jour internationaux des gouvernements nationaux à l'échelon local: Le Coprésident Menzies a mis en relief les avantages de la décentralisation administrative dans la concrétisation des OMD. Signalant que le manque de finances et de capacités est susceptible d'entraver ces efforts, il s'est enquis du point de savoir quelles sont les capacités qui devraient être renforcées. Quelques délégués ont indiqué que les questions liées à l'habitat sont les questions les plus importantes à régler dans les pays en situation de post-conflits. Plusieurs autres ont souligné l'importance de l'investissement privé, de la fourniture de prêts et de crédits hypothécaires et de l'aide internationale. D'autres ont mis en exergue la coopération entre le gouvernement central et les gouvernements locaux dans la réalisation des plans d'action internationaux dans les domaines de l'eau, du contrôle de la pollution de l'air ambiant et de l'efficacité énergétique.

Présentant une synthèse des discussions de la table ronde, le Coprésident Magufuli a signalé que les pays sont confrontés à des problèmes différents mais également à des défis communs et qu'ils devraient trouver des solutions communes. La modératrice Labelle a résumé les principaux points soulevés à la table ronde, dont: l'équité en matière de logement; la régulation et la planification; la sécurité de la propriété foncière; les



G-D: Adrian Alanis, Sénateur, Mexique; John Reynolds, Ancien Membre du Parlement, Canada; et Lee Richardson, Membre du Parlement, Canada

insuffisances dans les domaines de l'eau et de l'assainissement; le renforcement des capacités; les ressources de la décentralisation; l'amélioration des transports publics; la privatisation du développement de l'habitat; la création d'emplois et l'éducation; et la fourniture de lots de terre gratuits pour la construction de logements sociaux.

Table ronde des Parlementaires: Intitulée "Vancouver +30 – les Parlementaires Orientant les Changements nécessaires à l'Urbanisation Durable," la table ronde a donné aux parlementaires l'occasion de débattre des initiatives législatives ayant trait aux établissements humains, au développement urbain et à l'habitat abordable. La séance a été coprésidée par Adrian Alanis, Sénateur au Mexique, et Lee Richardson, Membre du Parlement canadien. Elle a été modérée par John Reynolds, ancien Membre du Parlement canadien. La discussion s'est déroulée en deux volets: une rétrospective des 20 dernières années dans le domaine de la législation urbaine, et la fusion des priorités et des futures politiques en soutien de la durabilité urbaine.

Dans ses remarques introductives, Klevby a décrit l'histoire et les activités de ONU-HABITAT. Faisant état des graves conditions dans lesquelles se trouvent les taudis urbains, Klevby a mis l'accent sur les engagements pris dans le cadre des OMD, pour l'amélioration de la situation dans les domaines de l'eau, de l'assainissement et de la réhabilitation des taudis. Elle a appelé à l'adoption de politiques en faveur des pauvres des zones urbaines et a souligné l'importance des législateurs dans la traduction des objectifs de développement en actions concrètes.

Les Parlementaires d'Allemagne et des Pays-Bas ont attiré l'attention sur les résultats d'une étude menée ces dix dernières années, sur les politiques urbaines en Europe, et ont mis en relief les différences entre les pays dans le domaine de l'utilisation des divers outils, y compris les centres d'expertise pour le développement régional, la consolidation de l'autogestion municipale, la gestion des déchets et l'évaluation environnementale.

Dans l'échange d'expériences vécues dans leurs pays, les délégués ont mis l'accent sur: la planification familiale; une législation nationale pour la fourniture des instruments de planification métropolitaine; l'adoption d'une approche intégrée entre les villes ayant des sphères d'influence en chevauchement; et les critères de la réussite des politiques urbaines. Quelques participants ont mis en garde que les taudis et les bidonvilles présentent des risques d'aggraver la ségrégation et d'engendrer l'extrémisme. D'autres ont déploré le fait que les habitats durables ne sont pas devenus une priorité mondiale, et ont déclaré que la responsabilité des améliorations à introduire repose sur les épaules des législateurs.

Se plaçant dans une perspective à venir, des participants ont expliqué l'importance d'inscrire la pauvreté urbaine à l'ordre du jour politique et d'adopter une approche intégrée multipartite et multisectorielle et ont suggéré que des ressources financières réservées aux taudis et aux occupants sans titre accompagnent les paquets d'aide extérieure. La création d'un fonds, similaire à celui du Fonds Marshall pour la reconstruction après la 2^e Guerre Mondiale, a également été proposé pour le soutien de l'habitat et du développement urbains dans les pays Africains.

Tibaijuka a invité les délégués à présenter le Plan d'Action de Habitat à leur parlements respectifs.

Table Ronde du Secteur Privé: La table Ronde était présidée par John Wiebe, Président-Directeur- Général de la fondation GLOBE du Canada. Chris Henderson, Directeur Général du Groupe Delphi, a modéré le débat.

Michael Mutter, du Fonds de ONU-HABITAT pour la Réhabilitation des Taudis, a déclaré que le secteur privé peut, en guise de contribution, apporter son expertise en matière de gestion et des mécanismes de contrôle des coûts.

Kim Jawanda et Stuart Thomas, de la Terra Housing Consulting, ont décrit leur expérience dans le domaine de la fourniture de logements sociaux aux Philippines et en Afrique du Sud.

Mazyar Mortazavi, de TAS Design Build, a souligné que la communication et la sensibilisation sont cruciales pour la réussite des partenariats. Le débat a porté également sur: les environnements politique et juridique; les rendements de l'investissement; la fourniture de terrains neutres pour les partenariats, tel que le Pacte Global des Nations Unies; l'importance du soutien communautaire et politique; et la nécessité de reconnaître les différences culturelles.

Au sujet des opportunités du marché, Scott Chubbs, de la Living Steel Limited, a donné un aperçu sur le programme mis en place par son entreprise, pour mieux comprendre les marchés du logement, et a souligné que les promoteurs sont intéressés davantage par les logements destinés aux couches de population à revenus moyens et élevés que par ceux destinés aux classes de population à faibles revenus. Les participants ont exploré la manière dont les mécanismes du marché peuvent aider à accroître l'échelle des programmes réussis, s'accordant sur l'existence d'un marché potentiel immense, mais qu'il requiert l'engagement du niveau politique.

Au sujet du renforcement de l'environnement favorable, V. Suresh, Directeur Général de Aerens Goldsok International, a parlé de l'efficacité des partenariats publics-privés dans le domaine des logements destinés aux couches à faibles revenus, et des cadres juridiques et réglementaires. Le débat a exploré les facteurs de réussite, notamment: la relation avec les décideurs; les processus d'insertion; les initiatives d'aide aux efforts personnels; et la transparence.



G-D: Madhumita Ganguli, de la Housing Finance Development Corporation de l'Inde; Chris Henderson, Directeur Général du Groupe Delphi; et John Wiebe, Président Directeur Général de la Fondation GLOBE du Canada



Des Participants à la Table Ronde des Femmes

Au sujet des stratégies relatives au soutien de la communauté internationale, Maleye Diop, du Programme des Nations Unies pour le Développement, a souligné la nécessité d'un processus d'appel d'offre transparent et de structures de dialogue efficaces.

Madhumita Ganguli, de la Housing Finance Development Corporation, en Inde, a souligné l'importance de l'infrastructure pour l'incitation de l'investissement international.

Klevby a clos la séance en faisant état d'un accroissement régulier du secteur privé, et du défi à relever, consistant à mettre en place des politiques appropriées.

Table Ronde des Femmes: Présidée par Erna Witoelar, Ambassadrice des Nations Unies pour les OMD les régions Sud Asiatique et Pacifique, cette table ronde se focalise sur le thème "Promotion des Objectifs du Millénaire pour le Développement: Les Femmes des Communautés de Base Relèvent le Défi – Vie des Femmes, Décisions des Femmes."

Jan Petersen, Hairo, a ouvert la séance en soulignant que les projets de recommandations émergeant de la réunion de l'Académie des Associations de Base à Vancouver, tenue avant la FUM3 seront présentés à la plénière plus tard dans la semaine.

Mettant l'accent sur la santé maternelle et sur les initiatives contre le VIH/SIDA conduites au Kenya, Violet Shivutse, de GROOTS Kenya, a signalé que de nombreuses femmes des communautés de base sont déjà en train de travailler sur des initiatives en phase avec les résultats des OMD sans être au courant de l'existence même des OMD.

Andrea Laux, des Centres de Maternité de Stuttgart, en Allemagne, a partagé les données concernant des initiatives allant de l'ouverture d'un dialogue avec les autorités locales au lancement d'une campagne nationale anti-pauvreté à l'occasion de la Fête des Mères 2006, baptisée "Poussons le landau et faisons avancer le monde."

Arlene Bailey, de la Fletchers Land Parenting Association and Sistren Theatre Collective, en Jamaïque, a mis en exergue le parentage approprié en tant qu'outil contre la criminalité et la violence et a indiqué que les initiatives de l'Association ont été reproduites dans quatre villes à l'intérieur du pays.

Signalant qu'au Canada les femmes autochtones sont forcées de se délocaliser des terres traditionnelles et sont confrontées à la violence et à d'autres obstacles, tels que l'absence de droits à la propriété, Penny Irons, des Centres de Maternité Autochtones, a appelé à un engagement significatif des femmes autochtones dans l'élaboration et l'application des politiques.

Kasturi Chandrasekaran, du Centre de l'Alliance pour le Développement, a décrit les activités menées dans quatre provinces de l'Inde, pour relever les défis posés dans le domaine de la migration, des moyens de subsistance et de la sécurité alimentaire. Elle a cité le Projet des Jardins Herbières comme exemple d'entreprise communautaire mise en place pour le soutien des moyens de subsistance et pour l'amélioration de la santé communautaire.

Marlene Rodriguez, de Cooperativa Las Brumas, au Nicaragua, a décrit le projet de son ONG visant à créer des opportunités pour les anciens combattants, en les engageant dans la production communautaire du café organique. Elle a également appelé au soutien de la femme rurale et de son insertion dans les politiques nationales.

En réponse aux exposés, Srilatha Batliwala, du Centre Houser des Organisations à But Non Lucratif, a souligné le besoin de déterminer la valeur des contributions non rémunérées apportées par les femmes des communautés pauvres.

Jeanine Haddad, de l'UCLG, a déclaré que les expériences acquises par les associations de base devraient être partagées de manière à pouvoir être transformées en politiques publiques, et Lisa Jordan, de la Fondation Ford, a souligné que les activités des associations de base portent sur chacun des OMD.

Ardath Paxton-Mann, Vice-ministre de la Diversification des Régions Occidentales du Canada, a présenté l'Accord de Vancouver, une initiative visant à revitaliser les centres villes, à traiter les problèmes de faim et d'absence de domicile et à encourager la promotion de la gent féminine.

Précisant que ONU-HABITAT est chargé du suivi de la réalisation de l'Objectif 11 du But 7 des OMD, consacré à la réhabilitation des taudis mais qu'il traite également de l'Objectif 10 consacré à l'amélioration de la situation dans les domaines de l'eau et de l'assainissement, Lucia Kiwala, de ONU-HABITAT a élaboré également sur l'implication des problèmes de l'assainissement sur les femmes.

Table Ronde des ONG: Les Coprésidents, Evaniza Rodrigues, du Secrétariat Latino-Américain chargée des Logements Populaires, et Michael Shapcott, de l'Institut Wellesley, ont ouvert cette table ronde intitulée "l'Actif Disponible et les Batailles Menées: 30 Ans Après le Forum de Habitat à Vancouver – Réalisation du Droit à un Logement Convenable, à un Habitat Durable et à des Villes Inclusives." Shapcott a souligné que les recommandations de la table ronde à l'intention de ONU-HABITAT seront basées sur cinq thèmes: arrêt des évictions forcées qui violent les droits humains; soutien des valeurs et des initiatives communautaires de base; traitement des effets négatifs de la privatisation de l'habitat; protection, droits et solutions durables pour les personnes déplacées; et, l'implication des locaux dans tous les aspects de la reconstruction post-catastrophes.

Ortiz a appelé à des instruments et politiques aptes à faire face aux problèmes de logement tels qu'il se posent au 21^e siècle.

Au sujet de l'éviction forcée, Barbra Kohlo, Directrice Exécutive de l'Organisation Housing People du Zimbabwe, a souligné l'importance du travail mené par les ONG en soutien des initiatives communautaires de base, qui vise à renforcer le



L-R: Ana Sugranyes, de Habitat International Coalition, les Coprésidents Evaniza Rodrigues, du Secrétariat Latino-Américain chargé des Logements Populaires, et Michael Shapcott, de l'Institut Wellesley



G-D: Barbra Kohlo et Loveness Mlambo, de l'Organisation Housing People of Zimbabwe, ont parlé des problèmes ayant trait aux évictions forcées, ont souligné l'importance de l'insertion d'une perspective féminine dans les initiatives touchant aux politiques d'habitat

suivi et à accroître la sécurité des régimes de propriété foncière. Elle a appelé à l'intégration d'une perspective féminine dans les initiatives relatives aux politiques d'habitat.

Au sujet du soutien des valeurs et initiatives communautaires de base, Jockim Arpurtham, Président de Shack Slum Dwellers International, a appelé à la solidarité locale et à des mesures visant à arrêter les évictions forcées.

Au sujet de la privatisation de l'habitat, Knut Unger, du CIH, a déclaré que les trois dernières décennies ont été caractérisées par la commercialisation de nombreuses sphères de la vie citadine, mais que dans le domaine de l'habitat, les réponses du marché se sont avérées partie intégrante du problème et non de la solution.

Au sujet de la protection, des droits et des solutions durables en faveur des personnes déplacées, Joe Schechla, du CIH, a déclaré que la société civile devrait exiger la bonne gouvernance relativement à la question des personnes déplacées, question largement négligée dans les débats du FUM.

Au sujet de l'implication des locaux dans tous les aspects de la reconstruction post-catastrophes, Wade Rathke, de l'Association des Organisations Communautaires pour des Réformes Maintenant, Etats-Unis, a déclaré que les gouvernements devraient être tenus pour responsables devant rendre compte du financement de l'aide d'urgence dans les situations de catastrophes.

Mettant en exergue les défis à relever dans les domaines des droits au logement et à la terre, Miloon Kothari, Rapporteur Spécial des Nations Unies sur le Logement Adéquat, a déclaré que les gouvernements ont perdu le contrôle du secteur de l'habitat, qui se trouve désormais entre les mains de promoteurs et de cartels fonciers privés. Il a plaidé en faveur d'une approche fondée sur les droits de l'Homme, appliquée au secteur de l'habitat, et pour la tenue des gouvernements comme responsables devant rendre compte par le biais des réseaux de la société civile.

Table Ronde des Chercheurs: Réunie sous le thème "Planification et Gestion des Villes Durables: de la Recherche à la Pratique," cette table ronde était présidée par Paula Juron, de l'Institut de l'Habitat à l'Université du Chili. Elle a présenté l'objectif de la table ronde consistant à dégager les voies et moyens d'établir des passerelles entre la recherche et l'action, et a déclaré que les études de cas des présentateurs devraient se concentrer sur la recherche menée sur les villes écologiquement durables. La séance était modérée par Patrick Wakeley, de l'University College de Londres.

Vinay Lail, Directeur de la Société pour les Etudes en Matière de Développement, New Delhi, a parlé de la bonne gouvernance des villes en tant que résultat de recherches, et Monika Zimmermann, Directrice du Centre de Formation International du Conseil Mondial des Initiatives des Gouvernements Locaux, a présenté un rapport sur les initiatives de recherche de l'UE et leur impact sur les politiques urbaines.

Huang Dingjian, du Gouvernement Populaire de la Ville de Nanjing, a énuméré un certain nombre de projets dans lesquels la recherche a apporté son soutien à la reconstruction de la ville. Mark Roseland, Directeur du Centre de Développement Communautaire Durable, à l'Université Simon Fraser, a appelé à davantage de sensibilisation et de mobilisation en faveur des communautés durables.

Martha Schteingart, Centre des Etudes Démographiques, Urbaines et Environnementales, a appelé à une recherche adaptée et tournée vers l'action et a donné un aperçu sur l'initiative de planification d'un transit rapide, lancée dans la ville de Mexico.

Frauke Kraas, au nom du Programme International des Dimensions Humaines et des Réseaux Urbanisation et Changements Environnementaux Mondiaux, a souligné la nécessité de porter la recherche à une échelle globale en établissant, par exemple, des liens entre les réchauffements urbains des îles, l'hydrologie urbaine et la migration des maladies aux changements climatiques.

Jean Lebel, du Centre International canadien de Recherche sur le Développement, a parlé de l'application de la recherche à la bonne gouvernance, en particulier, la gestion des villes durables avec transparence et équité.

Naison Mutizwa-Mangiza, de ONU-HABITAT, a appelé à des échanges d'information de dimension mondiale et à la publication des résultats de la recherche.

Le débat s'est concentré sur la question de savoir si les exigences politiques et les contraintes financières risquaient de fausser la recherche, des participants soulignant que la réduction du financement destiné à la recherche urbaine tend à diminuer le nombre de commandes de projets.



G-D: Patrick Wakeley, de l'Unité chargée de la Planification du Développement à l'University College de Londres; Paula Juron, de l'Institut de l'Habitat de l'Université du Chili; et Naison Mutizwa-Mangiza, de ONU-HABITAT

A SUIVRE AUJOURD'HUI

Le tour organisé sous le thème "Restituer la nature à la ville: Un regard sur les efforts fournis dans le Parc de Jéricho de Vancouver" prévu à l'origine pour mardi, aura lieu désormais le mercredi 21 juin de 16:00 à 18:00.

La Réception des Femmes aura lieu dans la Salle C, à Fairmont Waterfront Hotel, mardi 20 juin, de 19:00 à 22:00.



iisd Reporting Services

Bulletin du Forum Urbain Mondial

Compte rendu quotidien de la Troisième Session du Forum Urbain Mondial

Publié par l'Institut International du Développement Durable (IIDD)
en collaboration avec la Fondation Globe et ONU-HABITAT

EN LIGNE À [HTTP://WWW.IISD.CA/YMB/WUF3/](http://www.iisd.ca/YMB/WUF3/)
VOLUME 125, No. 3, MERCREDI 21 JUIN 2006



LES FAITS MARQUANTS DU TROISIEME FORUM URBAIN MONDIAL: MARDI 20 JUIN 2006

Les participants à la troisième session du Forum Urbain Mondial (FUM3) se sont réunis dans une séance plénière du matin, qui a été suivie par quatre séances de dialogues et une séance spéciale consacrées à la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) relatifs à la réhabilitation des taudis et l'habitat abordable, à l'engagement du public, au développement fondé sur l'actif, des régions en cours d'urbanisation; et au dialogue portant sur l'eau, l'assainissement et les Etablissements humains. Quarante séances de réseautage concourantes ont été tenues l'après-midi, donnant aux participants l'occasion de partager leurs expériences avec divers aspects du développement urbain durable.



Jockin Arputham, Président de la Fédération Nationale Indienne des Habitants des Taudis



Lindiwe Sisulu, Ministre Sud Africain de l'Habitat

PLENIERE

La Plénière s'est tenue sous le thème «Inclusion et Cohésion Sociales».

Alphonso Jackson, Secrétaire au Département d'Etat Américain de l'Habitat et du Développement Urbain (HDU), a plaidé en faveur de la propriété d'un domicile pour la force et la sécurité des villes, affirmant qu'elle est cruciale pour la sécurité financière, l'engagement social et une éducation plus avancée. Inversement, il a déclaré que l'absence de domicile a un effet dévastateur sur les zones urbaines. Jackson a expliqué que la mission du HDU consiste à accroître le nombre de propriétés de domicile, et a mis en exergue les progrès accomplis en matière d'intégration. Il a précisé que les Etats-Unis souhaitent volontiers partager leurs expériences avec les aspects, tels que le rôle du gouvernement, la règle du droit, les droits à la propriété et l'éradication de la corruption, et travailler en partenariat avec d'autres pays sur les questions de propriété de domicile.

Jockin Arputham, Président de la Fédération Nationale Indienne des Habitants des Taudis, a donné un aperçu sur les actions entreprises par les habitants des taudis pour l'amélioration de leur situation, telle que l'édification de l'honorabilité relativement au crédit. Il a mis en garde que le nombre de conférences, de documents et de séminaires est en augmentation qu'il en est de même avec la pauvreté dans les pays en développement. Il a appelé à l'arrêt des évictions forcées, et a plaidé en faveur d'un développement communautaire et d'une coopération authentique entre le monde industrialisé et les habitants des taudis.

Lindiwe Sisulu, Ministre Sud-Africain de l'Habitat, a déclaré que la pauvreté devrait être traitée de manière directe et a souligné que: de nombreux pauvres sont exclus des

services dont ils ont besoin; la pauvreté touche 80 pour cent de la population urbaine dans le monde en développement; les citoyens pauvres sont marginalisés par le chômage et l'analphabétisme; et l'urbanisation des pauvres est en train de s'accélérer à un rythme que la plupart des gouvernements ne peuvent pas gérer.

Dans le débat qui a suivi, le Secrétaire Jackson a signalé que les Etats-Unis ont travaillé avec l'Afrique du Sud sur l'amélioration du marché de l'habitat. Il s'est dit d'avis avec Arputham que les gouvernements doivent répondre rapidement aux initiatives communautaires de base. La Ministre Sisulu a ajouté que ces initiatives devraient compléter celles nationales. Elle a accueilli favorablement la mise en place de plans d'épargne pour les habitants des taudis, permettant aux pauvres de s'aider eux-mêmes pour sortir de la trappe de la pauvreté, et a argué que bien que n'étant pas le seul acteur responsable de la fourniture de logements, le gouvernement joue un rôle dans la garantie de la sécurité de la propriété.

SEANCES DE DIALOGUE ET SEANCES SPECIALES

REALISATION DES OMD: Réhabilitation des taudis et habitat abordable: Le modérateur Jacques Bensimon, Commissaire du National Film Board of Canada, a invité les conférenciers à traiter la question de la sécurité de la propriété.

Noli de Castro, Vice-président des Philippines, a déclaré qu'en dépit des avancées enregistrées dans la confrontation de la pauvreté urbaine, la croissance démographique et l'absence de ressources naturelles ont multiplié le nombre des pauvres dans le pays. Il a présenté les stratégies de son gouvernement, y compris la régularisation de la situation foncière des constructions anarchiques et la réinstallation de 80.000 familles.

Le *Bulletin du Forum Urbain Mondial* est une publication de l'Institut International du Développement Durable (IIDD) <info@iisd.ca>, éditeur du *Bulletin des Négociations de la Terre* © <enb@iisd.org>. Ce numéro a été rédigé et édité par Xenya Cherny, Leonie Gordon, Sarah Stewart Johnson, William McPherson, Ph.D., Laurel A. Neme, Ph.D., Sabrina Shaw, Peter Wood et Kunbao Xia. Photographies: Leila Mead. Edition numérique: Bo-Alex Fredvik et Diego Noguera. Rédaction en Chef: Pia M. Kohler, Ph.D. <pia@iisd.org>. Directeur du Service Information de l'IIDD: Langston James "Kimo" Goree VI <kimo@iisd.org>. Le financement de la couverture de cette réunion est fourni par Globe Foundation of Canada. L'IIDD est joignable par courrier au 161 Portage Avenue East, 6e Etage, Winnipeg, Manitoba R3B 0Y4, Canada; tel: +1-204-958-7700; fax: +1-204-958-7710. Les opinions exprimées dans le *Bulletin* appartiennent à leurs auteurs et ne rendent pas compte forcément des points de vue de l'IIDD. Des extraits du *Bulletin* peuvent être utilisés dans d'autres publications moyennant citation appropriée. Des versions électroniques du *Bulletin* sont envoyées à nos listes de distribution de courriel (Formats HTML et PDF) et sont accessibles sur le site Linkages du serveur WWW du Service d'Information de l'IIDD à <http://www.iisd.ca/>. Pour tous renseignements concernant le *Bulletin*, y compris pour la sollicitation de services de couverture de vos événements, contacter le Directeur du Service d'Information de l'IIDD par courriel à <kimo@iisd.org>, par téléphone au: +1-646-536-7556 ou par voie postale au: 212 East 47th St. #21F, New York, NY 10017, USA. L'équipe de l'IIDD au Troisième Forum Urbain Mondial est joignable par courriel à <xenya@iisd.org>.



Miloon Kothari, Rapporteur Spécial des Nations Unies sur le Droit à un Logement Adéquat

Arputham a souligné qu'en attendant de trouver des solutions permanentes, les personnes évincées reconstruiront des taudis ailleurs

Miloon Kothari, Rapporteur Spécial des Nations Unies chargé du Droit à un Logement Adéquat, a déclaré qu'en dépit de 30 années de développement des normes et de progrès accomplis dans la réalisation d'un habitat convenable, le nombre de saisies foncières, d'évictions forcées, d'absence de domicile et de spéculation immobilière continue à augmenter. Il a déclaré que cette dépossession est propre à déstabiliser les OMD, et a appelé les gouvernements à prendre l'engagement de mettre fin aux évictions forcées.

Luz Maria Sanchez Hurtado, Directrice de l'ONG Estrategia, a parlé de l'impact des évictions illégitimes sur les citoyens pauvres au Pérou. Elle a souligné que l'organisation personnelle à l'intérieur des bidonvilles est critique pour la création de programmes de survie pour les familles déplacées. Plusieurs délégués ont souligné que les droits des femmes doivent être améliorés dans les domaines de l'accès à la terre, à la propriété, à l'héritage, à l'habitat et à la protection contre la violence domestique et autres formes de violence.

Les participants ont ensuite débattu de l'implication des citoyens pauvres dans la réhabilitation des taudis. Rose Molokoane, Présidente de la Fédération Populaire Sud Africaine des Sans Domicile, a signalé que de nombreux engagements en faveur de la réhabilitation des taudis ne sont jamais réalisés.

Alfredo Stein, ancien consultant auprès de l'Agence Suédoise de Coopération Internationale (ACDI), a mis en relief la création de systèmes de soutien à travers le renforcement des ONG, de la capacité des collectivités locales à travailler avec les communautés et des engagements de la part des agences donatrices internationales.

Les délégués ont appelé à des manières plus agressives de s'assurer de l'intégration des droits de l'Homme et du droit au logement dans les législations nationales et que les mécanismes permettent aux citoyens pauvres de réaliser leurs droits. Certains ont également attiré l'attention sur le traitement du problème de l'absence de domicile consécutif à l'éviction.

Au sujet de la garantie de fonds adéquats pour la réhabilitation des taudis, Jerry Trenas, Maire de Metro Iloilo, aux Philippines, a affirmé que si des responsabilités et des pouvoirs plus importants étaient octroyés aux collectivités locales, ils pourraient traiter la pauvreté urbaine de manière plus efficace.

Arif Hassan, Président du Centre des Ressources Urbaines, au Pakistan, a parlé des types de plans de financement qui sont bien adaptés à la réhabilitation des taudis. Il a indiqué que les emprunts extérieurs peuvent s'avérer une mauvaise

option comme forme de financement abordable et durable, non seulement en raison de leurs conditions, mais également parce que les frais de gestion peuvent mener à des augmentations importantes des dépenses par-dessus le coût des matériels. Il a indiqué que les partenariats entre les collectivités locales et les populations peuvent permettre aux communautés de gérer des fonds autochtones, d'acquérir des aptitudes et de mettre en place l'infrastructure essentielle.

Elio Codato, de la Banque Mondiale, a parlé de la manière dont les fonds nécessaires pourraient être mobilisés pour la concrétisation de l'objectif des ODM, consacré à la réhabilitation des taudis. Il a fait observer que l'emprunt pour la réhabilitation des taudis n'est qu'une partie de la réponse et a mis en exergue la nécessité: d'un rôle pour la communauté des donateurs internationaux; de subventions ciblées; et de l'habilitation des collectivités locales à relever les défis locaux. Le débat qui a suivi a été concentré sur le rôle du secteur privé dans la réhabilitation des taudis, avec une focalisation particulière sur la microfinance.

Clôturant le débat, David Satterthwaite, de l'Institut International de l'Environnement et le Développement (IIED), a appelé à un nouveau modèle de coopération entre les grandes agences de financement et les habitants des taudis pour "remplacer 30 ans d'échec des professionnels, à réhabiliter les taudis."

ENGAGEMENT DU PUBLIC: L'approche inclusive: Le modératrice Zain Verjee, de CNN Anchor, a ouvert le dialogue sur l'engagement du public, avec un auditoire rassemblé dans une salle sans places assises.

Peter Oberlander, du Centre des Etablissements Humains de l'Université de Colombie Britannique (UCB), a fait état d'un passage graduel vers le débat inclusif, transparent et participatif sur la nécessité de villes vivables.

Marcello Balbo, de l'Université de Venise, a plaidé pour la tolérance, la diversité culturelle et un environnement équitable, et a souligné que les gouvernements, bien que jouant un rôle central, ne sauraient réaliser l'urbanisation durable à eux tous seuls.

Kay Andrews, Parlementaire, Sous-secrétaire d'Etat au Cabinet du Vice-premier Ministre du Royaume-Uni, a souligné que les communautés locales doivent être habilitées à faire face à la "mixture toxique" de la détresse et du désespoir urbains.

Mary Balikungery, du Réseau Femmes du Rwanda, a déclaré que les communautés ont besoin de partenariats fondamentaux, doivent établir leurs propres objectifs et décider de la manière de dialoguer avec le gouvernement central.

Jean-Pierre Mbassi, Secrétaire Général de United Cities and Local Governments Africa, a souligné le rôle important des collectivités locales, qui doivent livrer les services sans disposer de ressources adéquates.



Mary Balikungery, Réseau des Femmes Rwandaises

Naokazu Takemoto, Vice-ministre japonais des Finances, a mis en exergue le besoin de s'assurer de l'efficacité de l'aide publique au développement, et a affirmé que l'accroissement de la participation conduit à des résultats plus efficaces.

Akin Mabogunje, de la Federal Mortgage Bank du Nigeria, a déclaré que les structures actuelles de l'engagement dressent une barrière devant l'implication sociétale et a décrit "les avantages et les inconvénients" de la démocratie représentative, de l'économie de marché et des technologies de l'information en Afrique.

Les participants ont abordé en outre: l'interaction entre le gouvernement et les ONG; le rôle de chef de file et l'engagement du gouvernement; et la conciliation entre les régimes traditionnel et moderne de propriété foncière. Ils ont également débattu du rôle des associations professionnelles, telles que celles des planificateurs et des architectes.

Un participant a fait remarquer que les médias ont été négligents dans leur rôle de demander des comptes aux responsables élus. Il y a eu un large accord que les femmes doivent être engagées davantage de manière significative. Plusieurs participants ont appelé à davantage de transparence dans les politiques et dans les décisions concernant les projets, un conférencier arguant que cela est difficile à réaliser, mais que une fois acceptée, cette norme sera difficile à annuler.

Certains intervenants ont remis en question l'inévitabilité de l'urbanisation, et ont appelé à des politiques aptes à renforcer la viabilité des conditions rurales. Un participant a fait remarquer que les besoins des handicapés sont étroitement liés aux OMD et doivent être reconnus davantage. Plusieurs délégués ont encouragé une plus grande implication des jeunes, et ont appelé à des financements ciblant les initiatives conduites par les jeunes.

RICHESSSE DES VILLES: Vers un développement fondé sur les valeurs des régions en cours d'urbanisation: Cette séance spéciale a été présidée par Richard Stren, Président du Réseau Mondial de Recherche sur les Etablissements Humains, et a consisté en un exposé inaugural présenté par ONU-HABITAT suivi par une discussion de groupe.

Anna Tibaijuka, Directrice Exécutive de ONU-HABITAT, a présenté le Prix 2006 de ONU-HABITAT, qui s'élève à 10.000 dollars, à John Friedmann, Professeur Honoraire, à UCB l'Ecole de Planification Communautaire et Régionale de l'UCB, au Canada. Elle a précisé que le récipiendaire du Prix est requis de livrer un exposé propre à donner lieu à une pensée et une pratique nouvelles dans le domaine des établissements humains.

L'exposé de Friedmann, intitulé "Richesse des Villes: Vers un Développement fondé sur les valeurs des Régions Nouvellement Urbanisées," a analysé les valeurs régionales disponibles dans la plupart des zones urbaines: les ressources humaines, y



John Friedmann, Professeur Honorifique, de l'Ecole de la Planification Communautaire et Régionale, de l'UCB, Canada, a présenté l'exposé inaugural de ONU-HABITAT

compris l'habitat, l'éducation et la santé; la société civile; les activités d'organisation des citoyens; le patrimoine culturel et les traditions; les valeurs intellectuelles et créatives telles que les universités; les valeurs naturelles telles que les lacs et les terres; les qualités environnementales; et l'infrastructure urbaine, telle que les transports et les services publics. Il a argué que la vraie richesse des villes réside dans le développement progressif de ces valeurs plutôt de manière endogène qu'à travers leur propre commercialisation et la sollicitation de capitaux extérieurs, et que le rôle du gouvernement consiste à faciliter le développement auto-motivé et à établir, en consultation avec les citoyens, les priorités de la gestion du développement des valeurs.

Carole Rakodi, de l'Université de Birmingham, a signalé qu'actuellement l'indice du Produit Intérieur Brut mesure uniquement les aspects financiers. Elle a posé la question de savoir si le modèle de Friedmann rendait bien compte de la réalité des conflits et des rivalités entre communautés et si la revitalisation économique est possible même pour les villes en déclin. Om Prakash Mathur, de l'Institut National Indien des Finances et des Politiques Publiques, a déclaré qu'il est important de considérer la manière de concilier les exigences à court terme des villes avec les objectifs à long terme du développement durable. Peter Ngau, de l'Université de Nairobi, a accueilli favorablement le modèle de Friedmann, de construction de villes durables et de la nature de vraie prospérité.

Le débat qui a suivi a couvert: le rôle des espaces publics; la taille optimum du gouvernement et des villes; les droits des femmes en matière de propriété; la valeur du capital financier en particulier pour les ménages à faibles revenus; et, la manière de prévenir l'exportation des valeurs des régions en développement, comme la "fuite des cerveaux."

TRIALOGUE SUR L'EAU, L'ASSAINISSEMENT ET LES ETABLISSEMENTS HUMAINS: Margaret Catley-Carlson, Présidente du Global Water Partnership, a modéré cette séance spéciale.

Soulignant que l'Inde compte plus de 60 millions d'habitants des taudis, Kumari Selja, Ministre Indien chargé de l'Emploi Urbain et de l'Allègement de la Pauvreté, a parlé d'une initiative gouvernementale consacrée au développement et à la gouvernance de l'infrastructure urbaine, et à la fourniture des services de base aux pauvres.

Ana Teresa Aranda Orozco, Ministre Mexicaine du Développement Social, a décrit la coopération entre les agences gouvernementales et les municipalités dans la fourniture d'incitations financières et autres pour la prévention des constructions anarchiques des établissements illégaux et pour la garantie de l'accès à l'eau et aux services d'assainissement.



Richard Stren, Président du Réseau Mondial pour la Recherche sur les Etablissements Humains, a modéré la discussion de groupe durant la séance spéciale sur le développement urbain fondé sur l'actif disponible



Le Dialogue sur l'Eau, l'Assainissement et les Etablissements Humains a été présidé par Margaret Catley-Carlson

Anne Stenhammer, Secrétaire d'Etat auprès du Ministère Norvégien des Affaires Etrangères, a parlé de la nécessité d'une pleine implication des femmes urbaines dans la planification et la mise en œuvre du développement, tandis que Prabha Khosla, de Gender and Water Alliance, et Selja, ont plaidé pour une "budgétisation de la promotion du rôle de la femme" dans le secteur de l'eau et de l'assainissement.

Tibaijuka a rappelé la centralité de l'accès à une eau salubre et à l'assainissement de base pour affronter le problème de pauvreté, traitant des questions de mortalité infantile et de la promotion des femmes. Elle a déclaré qu'il est nécessaire de favoriser l'investissement en faveur des pauvres dans les domaines de l'eau et de l'assainissement dans les pays en développement. Elle a rappelé qu'en vue de relever les défis consistant à fournir l'eau aux pauvres, ONU-HABITAT a établi le Fonds Fiduciaire pour l'Eau et l'Assainissement, destiné à l'investissement en faveur des pauvres des villes des pays en développement, pour soutenir la réalisation des OMD pertinents, en Afrique et en Asie, et pour passer des idées à l'action.

Faisant état de l'écart important entre la demande et l'offre dans le domaine du financement destiné à l'eau et à l'assainissement, Arjun Thapan, de la Banque Asiatique de Développement, a mis l'accent sur: la santé financière des collectivités locales; les réformes directes; les petits projets du secteur privé; les approches zonales dans les zones urbaines; et, l'amélioration de la gouvernance.

Le modérateur Catley-Carlson a invité les participants à présenter leurs observations sur la question de l'implication des secteurs public et privé, soulignant que pratiquement partout dans le monde 95 pour cent de l'eau potable est fournie par le secteur public.

Ronald Carlson, de l'Agence Américaine pour le Développement International, a souligné l'importance de l'implication du secteur privé, citant l'Alliance Mondiale pour le Développement et l'Autorité des Crédits Destinés au Développement comme outils pour la levée des investissements du secteur privé.

André Juneau, Directeur Adjoint de Infrastructure et Communautés, Canada, a déclaré que le défi posé aux gouvernements consiste à trouver la manière de mesurer les progrès accomplis dans le domaine de la gestion de l'eau.

Timeyin Uwejamomere, de WaterAid, a souligné le rôle des coopératives locales et la nécessité de promouvoir les services publics, et Khosla a mis en relief l'imputabilité de l'échelon local.

Arcot Ramachandran, Président de TERI, a encouragé l'adoption d'une approche attentive à l'égard des partenariats publics-privés, aux fins de s'assurer de l'équité et de bien répondre aux besoins des pauvres en matière d'assainissement, et

que si l'on souhaite voir les zones rurales devenir attrayantes pour l'investissement, l'accès à l'assainissement est essentiel. Juneau a fait remarquer que les partenariats publics-privés offrent une expertise en matière de gestion et livrent des capacités qui ne sont pas toujours disponibles dans le secteur public.

Au sujet de la gouvernance, Selja et Malik Gaye, de ENDA Tiers Monde, et Albert Wright, du Groupe d'Action des Nations Unies sur l'Eau et l'Assainissement, ont appelé à l'implication des communautés locales pour s'assurer de l'équité dans l'accès à l'eau et à l'assainissement. Aranda Orozco a mis l'accent sur la besoin de partenariats entre le gouvernement local et le gouvernement fédéral, dans le domaine de la gestion de l'eau d'une manière intégrée et durable.

Au sujet des stratégies pour la durabilité, Ramachandran a mis en exergue le développement des capacités de stockage de l'eau. Uwejamomere et Wright ont déclaré que la fourniture de l'eau et de l'assainissement basique à ceux qui souffrent du VIH-SIDA est cruciale pour le traitement de cette maladie. Gaye and Thapan ont souligné le rôle des jeunes dans l'amélioration de la prise de conscience.

SEANCES DE RESEAUTAGE

PLANIFICATION DE VILLES DURABLES REUSSIES:

Etude de cas de Vancouver, au Canada: Judie Rogers, City Manager de Vancouver, a parlé des défis associés à la croissance rapide des contraintes géographiques de la ville. Elle a décrit le paradigme de la gouvernance dans lequel Vancouver fonctionne, et a souligné que de nombreuses prestations telles que le transport et les services publics sont fournies de manière plus efficace sur une base régionale. Elle a précisé que la collaboration bénéficie aux citoyens à des niveaux multiples, citant les exemples de l'Equipe des Services Intégrés du Quartier et de l'Accord de Vancouver, qui cherchent à améliorer les conditions de vie des usagers de la drogue et des travailleurs du sexe dans le coté est du centre ville. Pour clore, elle a souligné que l'offre de Vancouver pour les Jeux Olympiques de 2010 est fondée sur le concept des partenariats.

Ann McAfee, Codirectrice de la Planification, Ville de Vancouver, a fait état des aspects uniques de Vancouver, y compris la densité élevée des logements et l'absence d'autoroute. Elle a souligné que des prises de décisions fondées sur le consensus favorisent davantage le respect des obligations que l'imposition de réglementations, et a décrit les efforts fournis pour la diversification de l'économie, avec les technologies de l'information et les industries créatives. Au sujet du transport, elle a décrit les développements survenus dans l'aménagement



La séance de réseautage sur la planification des villes durables a examiné les défis posés et les réalisations accomplies dans la gestion de la croissance de Vancouver

territorial et dans les moyens de transport public, et les défis associés aux banlieues. Elle a encouragé une équité plus importante dans les décisions politiques et dans la fourniture des services sociaux, et a donné un aperçu sur les efforts fournis pour obtenir l'acceptation d'une densité plus élevée de logements, mettant en relief l'implication des citoyens.

Larry Beasley, Codirecteur de la Planification, Ville de Vancouver, a fait remarquer que le cœur du centre ville de Vancouver est passé à une focalisation sur l'aspect résidentiel, à l'aide de réglementations, d'une infrastructure et de services communautaires favorables. Il a mis en relief les pratiques écologiques en matière de construction, les moyens de transport alternatifs, en particulier, la marche. Il a mis en garde que la réussite vient avec ses problèmes, tels que le déplacement des résidents à faibles revenus, et a souligné la nécessité d'établir un équilibre entre les espaces résidentiels et les espaces destinés aux commerces, face aux pressions exercées par le marché. Il a souligné la nécessité de s'assurer que le secteur privé sert les besoins du public.

Peter Judd, Deputy City Engineer, Ville de Vancouver, a déclaré que l'évitement de la création d'autoroutes traversant Vancouver a marqué un tournant, et a décrit les initiatives qui ont été conçues pour favoriser la circulation des cyclistes et des piétons, y compris les mesures visant à calmer la circulation des voitures. Il a présenté l'initiative Rues Vertes, qui encourage le volontariat dans la création de jardins publics. Il a décrit le soutien dont bénéficie la construction durable, notamment les constructions certifiées de Conception Avant-gardiste aux plans Énergétique et Environnemental.

Les participants ont débattu d'une gamme de sujets, y compris de la manière d'établir le juste équilibre entre l'espace à usage résidentiel et l'espace à usage commercial, et de la manière dont Vancouver a été en mesure de réduire l'usage des voitures.

COMMENT INTEGRER LES ASPECTS

ENVIRONNEMENTAUX DANS LA PLANIFICATION STRATEGIQUE A LONG TERME DE LA VILLE: Nola-Kate Seymour, Président, du Centre International des Villes Durables, a modéré cette séance de réseautage, organisée par le PNUE et l'ICLEI – Collectivités locales au service de la durabilité et Alliance des Villes.

Kilaparti Ramakrishna, du PNUE, a parlé de l'initiative concertée lancée avec ONU-HABITAT et le Gouvernement Italien, pour le renforcement des aspects environnementaux dans les plans d'aménagement des villes, et a souligné que l'environnement est une valeur dans le développement de la ville.

Jeremy Harris, ancien Maire de Honolulu, a déclaré que la durabilité est le seul grand défi auquel se trouve confrontée notre



Kilaparti Ramakrishna, PNUE

société, en particulier les villes. Il a également mis l'accent sur: les communautés durables; le renforcement des capacités; les bonnes politiques environnementales; le chiffrage des cycles de vie; la transformation des modes d'utilisation des sols; la réduction de la demande dans le domaine du transport; et l'amélioration de l'efficacité énergétique.

Osman Asmal, Directeur du Département de la Gestion des Ressources Environnementales, Ville du Cap, Afrique du Sud, a souligné la nécessité d'un nouveau paradigme urbain. Il a suggéré que les villes devraient être conçues et gérées en utilisant les écosystèmes naturels comme modèles.

Monika Zimmermann, de ICLEI, a présenté, au nom de T. Krishna Reddy, Maire de Hyderabad, les expériences partagées de l'une des plus grandes villes de l'Inde et l'une des villes qui connaissent une expansion des plus rapides du monde, dans le domaine de la réduction des écarts en matière de fourniture de services urbains. Elle a déclaré que la privatisation de la gestion des déchets solides et le sous-traitement des services par de petites entreprises locales et les groupes communautaires ont aidé à accroître de 25 pour cent les zones bénéficiant de services, à réduire les coûts et à générer des revenus au sein de la communauté.

Ewa Ciuk, de ICLEI, a décrit les conclusions d'une étude menée sur les outils appropriés nécessaires à la planification stratégique des villes, mettant en exergue "l'éco-ville" et les approches participatives.

Au cours du débat, les participants se sont concentrés sur: l'attelage du leadership politique; le chiffrage de la valeur des investissements environnementaux; l'investissement dans les êtres humains; la planification à long terme et l'action immédiate; l'énergie nucléaire; et la communication avec des organisations de base.

Ramakrishna a présenté une synthèse de la séance, indiquant qu'elle a produit des options significatives pour l'intégration des dimensions environnementales dans la planification de la ville.

TRAITEMENT DES CONFLITS POSES AUX CITADINS PAUVRES DANS LES SERVICES DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT: Le médiateur Boniface Gondwe, Ministre du Développement des Eaux, Malawi, a ouvert cette séance de réseautage, en soulignant qu'un conflit peut être un agent du changement.

Srinivasan Janakarajan, de l'Institut de Madras des Etudes en matière de Développement, Inde, a parlé des dialogues multipartites visant à réduire les conflits et de l'impact de l'extraction de l'eau des zones périurbaines pour servir la Ville de Chennai, en Inde. Il a décrit les résultats positifs de l'accroissement de l'approvisionnement à travers la rénovation des citernes et la réduction des déchets.



G-D: Osman Asmal, Directeur du Département chargé de la Gestion des Ressources Environnementales, Ville du Cap, Afrique du Sud; Jeremy Harris, Ancien Maire de Honolulu; Kilaparti Ramakrishna, PNUE; et Monika Zimmermann, ICLEI



Les participants au groupe de discussion à l'écoute de Bekithemba Gumbo, de Waternet, présentant du Projet de Fourniture d'Eau à Pungwe au Zimbabwe

Refilwe Pitso, gouvernement local et consultant dans le domaine de l'eau, a décrit les conflits survenus dans le grand établissement humain périurbain informel de Winterveldt, en Afrique du Sud, suite un approvisionnement en eau et une expropriation terrienne.

Bekithemba Gumbo, du réseau Waternet, a décrit le Pungwe Water Supply Scheme à Mutare, Zimbabwe, en précisant la manière dont le conflit s'est manifesté en actes de vandalisme, en gaspillage de l'eau et en refus de payer. Il a suggéré l'adoption d'approches moins contradictoires et l'implication de davantage de citoyens pauvres.

Ranjith Perera, de l'Institut Asiatique de Technologie, a décrit les problèmes de décharge des déchets et de pollution des eaux dans les communautés des zones périphériques urbaines de Hanoi, au Vietnam, et a fait état d'un "conflit silencieux" entre ceux qui exploitent la terre et l'eau pour générer leurs moyens de subsistance et ceux qui déchargent les déchets dans ces endroits-là.

Le débat s'est concentré sur: l'organisation des sans terre; l'importance de la planification intersectoriel; les bénéficiaires de la valeur accrue des terres suite à de nouveaux services; les redevances; la coordination; et les différentes utilisations de l'eau. Les participants ont fait observer l'importance de la neutralité, de la reconnaissance et de la sensibilité dans la restitution de la confiance à l'ensemble des parties, ont souligné qu'il arrive parfois que le conflit soit enclenché par un manque d'information. Il a été également souligné que les pauvres n'ont pas toujours les moyens de s'impliquer dans les processus consultatifs.

FINANCES PUBLIQUES LOCALES ET

DECENTRALISATION: Organisée par l'Association Internationale des Maires Francophones (AIMF), cette séance de réseautage s'est concentrée sur la mobilisation de revenus pour les autorités municipales des pays en développement. Simon Compaore, Maire de Ouagadougou, au Burkina Faso, a modéré la séance.

Lamine Mbassa, Directeur des Affaires Financières, Douala, Cameroun, a parlé de la création de titres d'obligation, comme instrument financier, dans l'utilisation du financement provenant du secteur privé, pour la couverture des projets publics. Il a souligné l'importance des législations fiscales stables et des avantages fiscaux, pour l'accroissement de la crédibilité du secteur financier.

Jean-Marie Renno, parlant au nom de Amadou Souley, Directeur de l'Autorité chargée de l'Emission des Adresses, Niamey, Niger, a présenté un rapport sur un projet de l'AIMF

visant à améliorer la plate-forme fiscale de la ville de Niamey, en assignant des adresses dans la zone du centre ville, aux fins de permettre une collecte plus efficace des taxes et impôts.

Fayol Tall, Ancienne Directrice du Crédit Municipal de Dakar, au Sénégal, a présenté ses réflexions sur l'inclusion fiscale et sur la qualité des services financiers relativement à la microfinance. Elle a attiré l'attention sur l'encouragement que son pays réserve aux femmes entrepreneurs, à travers la promulgation de lois nationales et la création d'un ministère particulier chargé de la microfinance. Elle a signalé que sa banque fournit aux citoyens pauvres un accès au crédit à des taux d'intérêt très faibles.

Le débat s'est focalisé sur les encouragements fiscaux, la promotion des collectivités locales et l'adoption de systèmes d'information géographique et des possibilités d'établir des connections entre les grands organismes de financement et les réseaux de la microfinance.

Le modérateur Compaore a souligné la nécessité de directeurs compétents et l'importance de l'établissement de liens entre les maires et les organisations internationales. Il a appelé la Banque Mondiale à financer directement les gouvernements de la ville, directement. Les remarques de clôture présentées par Gérald Tremblay, Maire de Montréal, ont mis en exergue le transfert des technologies, les partenariats publics-privés et la possibilité de procéder à des échanges programmatiques impliquant les employés municipaux des villes riches et des villes pauvres.

LOCALISATION DES OMD: Créer des compétences au sein des collectivités locales en Afrique et intégrer l'égalité hommes femmes et la promotion des femmes:

Cette séance de réseautage était organisée par le Programme pour la Gouvernance des Femmes Africaines (PGFA), et a suivi le lancement, plus tôt dans l'après-midi, de l'initiative du PGFA Réseau des Femmes Africaines participant à la Gouvernance Locale.

Encourageant l'intégration des femmes, la Présidente, Beatrice Boateng, de l'Association Nationale des Autorités Locales du Ghana, a déclaré que le gouvernement ghanéen a accompli quelques progrès dans le domaine de la promotion des femmes mais que ces dernières sont encore sous-représentées au sein des collectivités locales.

Fatoumata Doumbia Konté, Secrétaire Générale de l'Association des Municipalités du Mali, a souligné que bien qu'il n'existe pas d'obstacles d'ordre législatif à la participation des femmes dans les collectivités locales, d'autres barrières donnent lieu à des restrictions découlant des croyances culturelles, des traditions, et des situations de la pauvreté et de maladie.

S'agissant du Réseau des Femmes Africaines participant à la Gouvernance Locale, Konté a expliqué que l'objectif de ce dernier, consiste à établir un lien entre les femmes des pays participants aux fins de partager leurs connaissances,



G-D: Beatrice Boateng, de l'Association Nationale Ghanéenne des Collectivités Locales, Fatoumata Doumbia Konté, de l'Association des Municipalités du Mali, ont parlé de la localisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement, se concentrant sur la création de compétences au sein des collectivités locales africaines, pour l'intégration de l'égalité hommes femmes et de la promotion des femmes



Les participants à la séance de réseautage sur la localisation des OMD se sont penchés sur l'ébauche du Guide du Programme de Gouvernance Locale Africaine destiné aux collectivités Locales, consacré à l'égalité hommes femmes

leurs expériences et leurs aptitudes sur les questions d'intérêt commun, et de renforcer la participation des femmes dans la gouvernance locale. Elle a déclaré que ses partenaires englobent des représentants des associations continentales, régionales et nationales, des organismes gouvernementaux et techniques, et a souligné l'importance des voix des femmes dans les activités des collectivités locales.

Carole Kardish, Directrice du Bureau Régional Afrique et Moyen-orient de la Fédération des Municipalités Canadiennes, a introduit un exercice interactif sollicitant l'apport de contribution pour un projet de guide intitulé "Looking Through the Gender Lens – Five Steps to Building Local Government Competencies and Capacities to Promote Gender Equality" en cours d'élaboration pour présentation à la conférence AfriCities en septembre 2006. Elle a indiqué que le Guide a été conçu par les parties prenantes des collectivités locales pour servir d'outil pratique pour déterminer le point où en sont les municipalités actuellement, relativement à la question de l'égalité hommes femmes, et suggérer des étapes à franchir pour les autorités locales (AL) et les parties prenantes, dans le domaine de la promotion de l'égalité hommes femmes dans leurs opérations. Les participants se sont répartis en groupes pour procéder à l'examen des cinq étapes du Guide: acquisition des connaissances permettant d'aborder les questions de parité hommes femmes; renforcement du soutien en faveur de l'égalité hommes femmes; application des politiques d'égalité hommes femmes et planification et allocation des ressources; promotion de l'égalité hommes femmes par-delà les AL; et la réalisation de l'égalité hommes femmes.

Le Feedback a englobé: l'évitement des hypothèses d'homogénéité entre les AL; l'évitement du chauvinisme à l'égard de la question féminine au risque d'aliéner les hommes; et la promotion de la prise en considération des questions de l'égalité hommes femmes comme étant un agenda national et non un agenda politique. Dans ses remarques de clôture, les participants ont souligné que la promotion des femmes mènera à la réussite de la localisation des OMD.

CHANGEMENTS CLIMATIQUES ET VILLES DES PAYS DU SUD: Réduire les émissions des gaz à effet de serre et réduction des risques urbains dans un monde en réchauffement: Cette séance de réseautage était organisée par l'IIED et l'ACDI.

Satterthwaite a encouragé l'idée de "Amener par la honte les pays du nord à assumer leur responsabilité relative aux gaz à effet de serre et aux changements climatiques," et a souligné l'importance de la bonne gouvernance et de la planification des

villes. Il a noté que les changements climatiques posent la menace la plus importante pour les pauvres qui sont les plus vulnérables. Il a ensuite introduit des études de cas du Sénégal, du Bangladesh et du Kenya.

Khady Diagne, du Réseau de l'Etude des Risques Posés à l'Afrique, a présenté l'étude de cas de Saint Louis, au Sénégal, en mettant en relief les facteurs naturels et les facteurs anthropiques qui exacerbent les risques causés par les crues. Elle a décrit les efforts fournis pour l'atténuation des risques causés par les problèmes sanitaires liés aux crues.

Mozaharul Alam, du Centre des Etudes Avancées du Dhaka Bangladesh, a décrit la manière dont certains secteurs à Dhaka sont particulièrement sensibles aux changements climatiques, notamment, les secteurs de l'habitat, du transport et des services publics. Il a souligné que la croissance démographique rapide dans la région a abouti à la sensibilisation d'une grande partie de la ville aux crues, et ce en dépit de la création d'une digue.

Victor Orindi, du Centre Africain des Etudes Technologiques, a présenté l'étude de cas de Mombassa, au Kenya, soulignant qu'en tant que ville côtière, elle est sensible aux changements climatiques et à l'élévation du niveau de la mer. Il a parlé des risques associés à la contamination des ressources en eau douce par les eaux salées, compte tenu de l'épuisement des nappes aquifères du littoral, et a attiré l'attention sur le besoin de fournir aux populations des encouragements pour quitter les zones fragiles. Il a suggéré que les normes de construction soient changées de manière à être plus adaptées aux conditions climatiques futures, y compris l'augmentation des températures et de l'humidité, et a encouragé la transition vers des sources d'énergie renouvelables simples.

Les participants ont parlé: de la possibilité de voir les bicyclettes faire partie intégrante de la solution; de la nécessité de l'investissement dans les innovations durables; de la possibilité de voir le transport par voie ferrée baisser les émissions liées au transport, de l'importance de la réhabilitation des logements dans les zones réputées enclines aux crues; et des aspects des changements climatiques, touchant à la justice sociale.

Saleem Huq, de l'IIED, a conclu en notant qu'au lieu de percevoir les changements climatiques comme un problème qui ne peut être traité que par les dirigeants mondiaux, il devrait être cadré comme étant un problème local auquel chaque citoyen peut s'attaquer.

ELABORATION D'UN CANEVAS: Des Modèles de Partenariats pour les Grandes Villes: Cette séance de réseautage était organisée par l'organisation Women in Cities



G-D: Khady Diagne, de l'African Risk Analysis Network, a présenté le cas de Saint Louis, Sénégal, et David Satterthwaite, de l'IIED, a introduit trois études de cas qui mettent en relief les effets des changements climatiques sur des villes de pays en développement



L'auditoire à la session de réseautage sur les changements climatiques et les villes des pays du Sud

International et ses partenaires. Elle s'est concentrée sur l'égalité hommes femmes et sur la participation des femmes dans les processus décisionnels politiques.

Ellen Woodsworth, Conseillère à la Ville de Vancouver, a décrit le travail du Conseil de la Ville avec les femmes des communautés urbaines.

Magdalena Garcia Hernandez, du Réseau Féministe du Millénaire, a parlé des problèmes auxquels se trouvent confrontées les femmes dans la Ville de Mexico, dans les domaines du transport et de l'assainissement.

Proserpina Tapales, Directrice Adjointe, du Centre des Etudes Féministes à l'Université des Philippines, a parlé du rôle des villes dans l'application de la législation régissant l'égalité hommes femmes.

Nicole Boily, du Conseil des Femmes de Montréal, a déclaré que le mouvement féministe dans la province canadienne du Québec est très actif et que les femmes y sont en train de transformer Montréal en une ville plus sûre et plus durable. Elle a introduit le rôle du Conseil et a souligné l'importance de la volonté politique, des plans d'action et de l'imputabilité.

Marina Leite, de l'association Refazendo Vinculos, et Claudia Barbieri, du Fonds des Nations Unies pour la Promotion des Femmes, a décrit les activités mises en œuvre par leurs organismes, y compris la mise en œuvre de programmes de formation et d'éducation pour les filles pauvres, en vue de leur fournir les aptitudes et des capacités de travail susceptibles de les protéger contre les abus et la violence.

Vu Thi Vinh, des Associations des Villes du Vietnam, à l'Université de Hanoi, a informé les participants des systèmes urbains vietnamiens et du rôle de l'Union des Femmes Vietnamiennes.

INTEGRATION DES PREOCCUPATIONS GLOBALES DANS LA GESTION URBAINE EN ASIE: Cette séance de Réseautage était organisée par l'Institut des Stratégies Environnementales Mondiales (IGES) et modérée par Xuemei Bai, de l'IGES.

Harris a décrit le rôle des villes dans la relève du défi de la durabilité, soulignant que les villes ont contribué aux problèmes de durabilité, mais ont également des potentialités d'apporter des solutions. Il a déclaré que les villes nécessitent une aide à travers les meilleures pratiques dans les domaines de l'utilisation des terres, du transport, de l'énergie, de la planification environnementales et économique pour dépasser les erreurs passées de l'industrialisation.

Banasopit Melkvichai, Gouverneur Adjoint de Bangkok, a déclaré que la rapidité des croissances démographique et économique a abouti à un développement massif de la consommation matérielle et du développement incompatible avec la préservation des ressources. Elle a indiqué que Bangkok était en train d'appliquer une stratégie "d'économie de suffisance" pour les conditions de vie urbaine, de manière à pouvoir jeter des fondations solides pour la croissance, après la crise économique de 1997.

Michie Kishigami, Directeur à ICLEI, a parlé de l'expérience de Kawagoe, au Japon, dans le domaine de l'économie d'électricité. Manraj Guliani, de l'Institut de l'Énergie et des Ressources, et a souligné les défis posés par le transport urbain en Inde et les mesures prises pour accroître la durabilité.

Peter Newton, de l'Organisation du Commonwealth pour la Recherche Scientifique et Industrielle, a déclaré que l'empreinte écologique de l'Australie est la deuxième plus grande empreinte de la planète, et que inversés à cette situation, une transition vers des constructions et des infrastructures plus écologiques, des systèmes d'eau intégrés urbains, des systèmes de distribution d'énergie renouvelable, une densité urbaine améliorée, des systèmes de gestion intégrée des déchets et une meilleure prise de conscience des problèmes environnementaux, sont requis.

Bai a livré un discours au nom de Li Zhaoqian, Maire de la Ville de Rizhao, sur l'énergie solaire et l'utilisation de l'énergie en Chine.



Les Drapeaux Canadien et onusien flottant devant le Centre des Congrès et Expositions de Vancouver, site de la FUM3

A SUIVRE AUJOURD'HUI

La Séance de Dialogue "Sûreté et Sécurité Urbaines: Assumons nos responsabilités" aura lieu dans la Salle des Expositions, de 10:00 à 12:00.

La Séance Spéciale "Rôle des Collectivités Locales: Chef de File dans le Domaine de la Durabilité" se tiendra dans les Salles A et B de 10:00 à 12:00.

L'Événement Satellite "Lancement du Livre de l'Observatoire Urbain Régional de Vancouver" programmé au départ de 18:00 à 20:00 a été annulé.



Reporting Services

Bulletin du Forum Urbain Mondial

Compte rendu quotidien de la Troisième Session du Forum Urbain Mondial

Publié par l'Institut International du Développement Durable (IIDD)
en collaboration avec la Fondation Globe et ONU-HABITAT

EN LIGNE À [HTTP://WWW.IISD.CA/YMB/WUF3/](http://www.iisd.ca/YMB/WUF3/)
VOLUME 125, No. 4, JEUDI 22 JUN 2006

WUF3 FUM3
World Urban Forum Forum urbain mondial



LES FAITS MARQUANTS DU TROISIEME FORUM URBAIN MONDIAL:

MERCREDI 21 JUN 2006

Les participants à la troisième session du Forum Urbain Mondial (FUM3) ont tenu des séances plénières, de dialogues et spéciales, le matin, puis sept tables rondes et de nombreuses séances de réseautage, l'après-midi. Le petit-déjeuner inaugural des Anciens d'Habitat a eu lieu le matin, réunissant près de 100 délégués qui avaient pris part à la Conférence des Nations Unies sur les Etablissements Humains de 1976.



Habitat Alumni de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement humain à Stockholm, 1972, de Habitat I, à Vancouver, 1976, et de Habitat II à Istanbul, 1996, ont pris part à un petit déjeuner organisé spécialement pour la célébration de leurs accomplissements dans le domaine de la mise en place d'établissements humains durables

SEANCE PLENIERE

La séance plénière du matin s'est tenue sous le thème «Partenariats et Finances.» La modératrice Katherine Sierra, vice-présidente, Banque mondiale, a reconnu le dixième anniversaire de la Journée nationale des Autochtones au Canada et a donné un aperçu des principaux biens publics pour lesquels des politiques urbaines fondées sur la durabilité sont nécessaires. On prévoit un passage de la population urbaine de deux à quatre milliards de personnes au cours des 30 prochaines années et, pour être efficaces, les stratégies de développement urbain dans les pays en développement auront besoin de tenir compte des forces économiques, de l'inclusion sociale et de la durabilité environnementale, a-t-elle dit. Elle a appelé à un dialogue franc et ouvert sur l'impact des villes en tant que locomotives de la croissance dans les pays en développement, et à l'accentuation du rôle positif de l'urbanisation. Elle a souligné le rôle important des partenariats et la nécessité de financements novateurs et en temps opportun.

Mohammad Yousaf Pashtun, ministre afghan du développement urbain, a parlé des défis et des opportunités dans son pays, après 25 années de guerre. Parmi les défis, il a évoqué le manque de ressources financières, les problèmes de sécurité, la pauvreté grandissante, la croissance démographique urbaine, l'immigration et le rapatriement, le fait que 65 pour cent de la population vivent dans des établissements informels, et 70 pour cent sont analphabètes. Il a fait état du Pacte pour l'Afghanistan conclu à Londres et adopté par l'Assemblée Générale des Nations Unies pour le soutien de la reconstruction de son pays, la Banque Mondiale fournissant les fonds, principalement pour l'infrastructure. Les ressources demeurent insuffisantes, a-t-il ajouté. Il a souligné que les villes ont un rôle central à jouer dans la transition de l'Afghanistan et son passage de la situation d'urgence postérieure au conflit à la stabilité, et a appelé à la

réalisation d'une paix et d'un développement durables dans son pays, au moyen de partenariats avec la communauté internationale.

Pat Jacobsen, directrice générale, TransLink, Canada, a donné aux participants au FUM3 un aperçu des mécanismes de financement mis en place pour le développement de l'infrastructure de transport à Vancouver. Ceux-ci comprennent des partenariats avec le gouvernement fédéral, les recettes provenant des usagers, et une combinaison de financement privé et public.. Elle a mis en relief l'importance de faire participer les intéressés aux processus de planification du développement de l'infrastructure.

Robert Williams, maire adjoint de Georgetown, Guyana, a déclaré que les villes ne peuvent être vivantes que s'il y a engagement à tous les niveaux. Soulignant qu'il n'est plus possible de fonctionner en situation isolée en cette ère technologique, il a déclaré que les partenariats ne sont pas une option mais une exigence pour le développement des villes. Il a insisté sur la nécessité de ne pas compter sur les sources de financement traditionnelles pour parvenir à couvrir les coûts grandissants de la gestion urbaine. Il a appelé les Nations Unies à encourager les gouvernements à accepter des négociations directes entre les institutions financières internationales et les municipalités pour que les prêts et les subventions destinés au développement urbain soient approuvés plus rapidement.

SEANCES DE DIALOGUES ET SEANCES SPECIALES

SECURITE URBAINE: Accepter la Responsabilité: Anna Maria Tremonti, hôte de l'émission «The Current» de Radio Canada, a ouvert cette séance de dialogue qui s'est concentrée sur deux thèmes principaux: la planification en prévision de catastrophes et la réduction des risques, et la prévention du crime et de la violence.

Le *Bulletin du Forum Urbain Mondial* est une publication de l'Institut International du Développement Durable (IIDD) <info@iisd.ca>, éditeur du *Bulletin des Négociations de la Terre* © <enb@iisd.org>. Ce numéro a été rédigé et édité par Xenya Cherny, Leonie Gordon, Sarah Stewart Johnson, William McPherson, Ph.D., Laurel A. Neme, Ph.D., Sabrina Shaw, Peter Wood et Kunbao Xia. Photographies: Leila Mead. Edition numérique: Bo-Alex Fredvik et Diego Noguera. Rédaction en Chef: Pia M. Kohler, Ph.D. <pia@iisd.org>. Directeur du Service Information de l'IIDD: Langston James "Kimo" Goree VI <kimo@iisd.org>. Le financement de la couverture de cette réunion est fourni par Globe Foundation of Canada. L'IIDD est joignable par courrier au 161 Portage Avenue East, 6e Etage, Winnipeg, Manitoba R3B 0Y4, Canada; tel: +1-204-958-7700; fax: +1-204-958-7710. Les opinions exprimées dans le *Bulletin* appartiennent à leurs auteurs et ne rendent pas compte forcément des points de vue de l'IIDD. Des extraits du *Bulletin* peuvent être utilisés dans d'autres publications moyennant citation appropriée. Des versions électroniques du *Bulletin* sont envoyées à nos listes de distribution de courriel (Formats HTML et PDF) et sont accessibles sur le site Linkages du serveur WWW du Service d'Information de l'IIDD à <http://www.iisd.ca/>. Pour tous renseignements concernant le *Bulletin*, y compris pour la sollicitation de services de couverture de vos événements, contacter le Directeur du Service d'Information de l'IIDD par courriel à <kimo@iisd.org>, par téléphone au: +1-646-536-7556 ou par voie postale au: 212 East 47th St. #21F, New York, NY 10017, USA. L'équipe de l'IIDD au Troisième Forum Urbain Mondial est joignable par courriel à <xenya@iisd.org>.



Robert Williams, maire adjoint de Georgetown, Guyana

Ian Davis, de l'Université Cranfield, a insisté pour que l'on fasse la distinction entre les risques naturels et les catastrophes dues à des fragilités causées par des interventions humaines. Les parties prenantes peuvent exercer des pressions sur les entreprises pour qu'elles adoptent des normes environnementales et sociales plus élevées.

Mark Pelling, Kings College, Londres, a souligné que la planification en prévision de catastrophes est souvent basée sur des données filtrées par les médias et non sur des preuves solides.

Pushpa Pathak, représentant Ghulam Sakhi Noorzad, maire de Kaboul, a parlé du double défi auquel fait face l'Afghanistan, du fait de l'agitation civile et des catastrophes naturelles.

Yoshinobu Fukasawa, directeur de la planification au ministère de l'Aménagement du territoire, de l'Infrastructure et du Transport du Japon, a parlé des enseignements tirés suite au séisme de Kobe, soulignant l'importance des outils simples ainsi que des systèmes d'information géographique dans les efforts de reconstruction.

Elina Palm, Stratégie internationale de prévention des catastrophes des Nations Unies, a parlé des progrès accomplis avec l'accord sur la prévention des catastrophes.

Les participants ont soulevé plusieurs questions qui ont porté, notamment, sur le rôle des réseaux d'information de femmes de la communauté en situation de crises, le besoin d'un dialogue plus poussé avec les organisations confessionnelles; la nécessité pour les donateurs de prendre en considération les besoins locaux; et le règlement des problèmes sociaux suite aux catastrophes, comme l'exploitation des enfants. Un délégué a déclaré que les risques se transforment en catastrophes uniquement à cause des vulnérabilités, faisant remarquer que ce ne sont pas les séismes qui tuent, mais les constructions mal conçues. Un autre met en doute l'utilité de l'aide à la réimplantation dans les régions réputées à risque.

Franz Vanderschueren, d'ONU-Habitat, a déclaré que les gouvernements centraux hésitent à déléguer les responsabilités aux autorités locales. Juan Manuel Ospina Restrepo, Secrétaire du Gouvernement, Bogotá, Colombie, a mis en exergue l'importance de solutions ciblées.

Caroline Kidu, ministre du Développement communautaire, Papouasie Nouvelle Guinée, a encouragé à adopter des cycles politiques de courte durée. Yasmin Bacus, ministre de la Sécurité et de la Liaison Communautaires, Province de KwaZulu Natal, Afrique du Sud, a expliqué qu'un processus d'engagement public unique en son genre oblige le gouvernement d'Afrique du Sud à rendre compte de ses actes, et Prema Gopalan, de la Commission Huairou, a déclaré que, lorsqu'elles participent à la planification de la réduction des risques de catastrophes, les collectivités se sentent plus concernées.

Les participants ont également parlé de la montée du phénomène des clans au sein des communautés autochtones, de la dynamique de la sécurité après le 9 septembre, et de la nécessité d'engager les jeunes dans la planification urbaine. Les délégués ont appelé à un accès autorisé pour les habitants des taudis, à la minimisation des déplacements suite aux conflits armés et à la traduction des obligations internationales en politiques locales. Les avantages d'une approche plus intégrée entre la gestion des risques et les programmes de prévention du crime ont également été examinés.

Dans ses remarques de clôture, Thomas Melin, de l'Agence suédoise de coopération internationale au développement, a mis en exergue la vulnérabilité des filles face à la violence sexuelle en Afrique et a fait état de la réussite des postes de police féminins au Nicaragua. Il a insisté sur l'importance pour les maires de lancer des initiatives vigoureuses.

FINANCES MUNICIPALES: Innovation et Collaboration: Le modérateur Anwar Versi, Rédacteur en chef, *African Business*, a ouvert le dialogue sur les Finances municipales en soulignant le besoin constant de financements des municipalités.

Au sujet de la mise en valeur des ressources, Jacqueline Schafer, USAID, a décrit le travail de renforcement de la solvabilité entrepris pour aider les municipalités à accéder aux marchés financiers. Les services publics doivent être financièrement viables, a-t-elle ajouté.

Lamine Mbassa, directeur des Affaires économiques et financières, Communauté Urbaine de Douala, Cameroun, a décrit l'utilisation de la bourse des valeurs de Douala pour lever les fonds nécessaires à la réhabilitation de l'infrastructure et a noté l'importance d'établir la solvabilité.

Zenaida Moya, maire de Belize, a donné un aperçu du travail du Forum des administrations locales du Commonwealth et a souligné que les gouvernements locaux doivent avoir le pouvoir, le financement, les approches équitables et la capacité technique nécessaires pour s'acquitter de leurs tâches.

Dans le débat qui a suivi, les participants ont mis l'accent sur la nécessité de se pencher sur les problèmes de l'endettement des particuliers et des ménages, l'implication des jeunes dans les processus décisionnels, les mécanismes permettant aux municipalités de gérer les ressources, et l'accès aux marchés de capitaux.

Le dialogue a ensuite porté sur les approches novatrices pour fournir l'infrastructure et les services connexes.

Jawaid Akhtar, directeur général, Karnataka Urban Infrastructure Development Corporation, a décrit un plan novateur mis en place pour se servir des marchés de capitaux pour lever

Anwar Versi, rédacteur en chef, *African Business*, a modéré le dialogue sur les finances municipales



G-D: Zenaida Moya, maire de Belize et Michael Lippe, Transparency International, écoutés à la séance de dialogue sur les finances municipales

les fonds nécessaires au développement de l'infrastructure à Bangalore, en Inde. Ce plan combine l'établissement d'un fonds de fiducie en commun avec l'émission de titres d'emprunt, l'accès aux fonds publics, les prêts internationaux et les contributions apportées par les bénéficiaires directs.

Julio Pines, secrétaire à la Planification, Belo Horizonte, Brésil, a présenté l'expérience de sa ville en matière de budgétisation participative dans les domaines de l'assainissement, des soins de santé, de l'éducation et de l'environnement. Il a souligné l'efficacité de cette approche qui combine la démocratie directe et une expertise technique apte à soutenir cette participation.

Signalant que sa banque est une source de financement importante pour les municipalités, Brian Field, de la Banque européenne d'investissement, a décrit les critères de réussite pour les levées de fonds par les municipalités. Ceux-ci comprennent un plan à moyen terme intégré assorti d'une vision à long terme, l'implication du public et un leadership à tous les niveaux.

Le débat qui a suivi a été axé sur la nécessité de s'assurer d'une gestion financière saine, l'amélioration de la gestion des dépenses, l'utilisation de ISO 9000 pour la certification, la participation du public dans la levée des fonds; les contraintes limitant la capacité des municipalités à obtenir des prêts, la budgétisation participative, l'utilisation des ressources naturelles comme sources de revenu; et la gestion des dépenses.

Les participants ont également entendu des déclarations présentées par Sagira Tayab Ansari, qui vivait autrefois dans la rue à Mumbai, Inde, et a réussi à travailler, par le biais d'un réseau communautaire, avec la municipalité pour arrêter les démolitions de domiciles et pour construire de nouveaux foyers. Elle vient d'emménager dans son nouveau logement, a-t-elle dit, et travaille maintenant pour fournir des logements abordables à 15 000 familles sans domicile.

Michael Lippe, Transparency International, a souligné l'importance de la transparence et a expliqué la manière dont le leadership, la surveillance et des sanctions justes garantissent la responsabilisation.

Lin Guoqiang, maire de Nanjing, Chine, a parlé des réductions d'impôts pour attirer les investisseurs et a décrit les moyens de générer des recettes, y compris la réforme de l'aménagement des terres.

Mme Sierra a clos la séance en notant un consensus sur les points suivants : un cadre dans lequel les gouvernements locaux ont le pouvoir d'emprunter ; la solvabilité – autrement dit l'augmentation des revenus par des mécanismes qui ne sont pas au dessus des moyens des pauvres et qui correspondent aux besoins et aux souhaits des usagers, tout en évitant l'endettement

local insoutenable; et le recours accru des municipalités au soutien des marchés intérieurs, plutôt que sur les institutions financières internationales.

ROLE DES GOUVERNEMENTS LOCAUX: Leadership en matière de durabilité: Cette séance a été présidée par Elizabeth Gateau, secrétaire générale, Cités et gouvernements locaux unis (CGLU).

Wim Deetman, maire de La Haye et président de l'Association des municipalités des Pays-Bas, a identifié trois principaux thèmes concernant les gouvernements locaux: la décentralisation, qui assure la responsabilisation, l'équité, la transparence et la primauté du droit; les services de base pour tous, condition préalable pour l'engagement des citoyens; et l'autonomie financière, essentielle pour des prises de décisions éclairées.

David Bronconnier, maire de Calgary, Canada, a décrit une enquête menée auprès de 18 000 citoyens pour déterminer par exemple pourquoi les gens vivent dans cette ville, ce qu'ils en attendent dans les 100 prochaines années et comment faire pour que les changements réussissent à Calgary. Les ressources seront allouées et les politiques seront arrêtées en fonction des résultats de cette enquête qui seront communiqués à l'ensemble de la population.

João Avamileno, secrétaire général de Mercociudades et maire de Santo André, Brésil, a décrit le réseau des villes de Mercosur, une ligue de villes du cône austral de l'Amérique du sud qui comprend le Paraguay, le Chili, l'Argentine et le Brésil, avec des villes associées au Pérou, au Chili et en Bolivie.

Sybilla Dekker, ministre de l'Habitat, de l'Aménagement du territoire et de l'Environnement des Pays-Bas, a noté que le partenariat va au-delà de la coopération et de la collaboration et a mis en exergue le partenariat financier entre le gouvernement national et les gouvernements locaux. Elle a décrit le projet de rénovation des quartiers aux Pays-Bas dans lequel le gouvernement national est engagé avec succès avec des financements du secteur privé.

Simon Compaore, maire de Ouagadougou, Burkina Faso, a souligné le rôle des partenariats pour fournir le financement nécessaire pour la décentralisation et l'importance de consulter les citoyens, de forger de nouvelles relations, et de renforcer les partenariats pour fournir les services publics essentiels. Il a décrit certains projets en cours de réalisation à Ouagadougou, dont un partenariat avec l'Association internationale des maires francophones (IMAF) et une association de jeunes qui travaille sur le problème du VIH/sida.

Anna Tibajuka, directrice exécutive de ONU-Habitat, s'est dite satisfaite de l'établissement de CGLU comme mécanisme pour permettre aux élus locaux de s'engager au niveau



Sybilla Dekker, ministre de l'habitat, de l'aménagement du territoire et de l'environnement des Pays-Bas, est décrite comme étant une "rose parmi les épines," en raison de ses efforts visant à promouvoir le développement urbain durable

international et a signalé que l'Assemblée générale de l'ONU a maintenant établi une règle permettant aux représentants des gouvernements locaux de participer aux réunions du Conseil d'administration d'ONU-Habitat, bien que sans droit de vote. En réponse à une question posée sur le point de savoir si le quartet des filles kenyanes a chanté, à la séance d'ouverture, sur la "désurbanisation," elle a précisé qu'elles y décrivaient les problèmes rencontrés par les jeunes dans les grandes villes et leurs besoins d'accéder à la propriété foncière.

En réponse aux questions posées, M. Avamileno a déclaré qu'à Santo André, les processus de financement participatif ont favorisé la mise en place de politiques publiques plus inclusives et ont amené la ville à être davantage à l'écoute des citoyens. M. Deetman a parlé des efforts fournis par CGLU, M. Bronconnier a décrit les programmes mis en place à Calgary et M. Compaore a donné un aperçu des programmes en cours à Ouagadougou pour impliquer les minorités et les jeunes dans les prises de décisions de la ville.

TABLES RONDES

CONCEPTION D'OUTILS FONCIERS TENANT COMPTE DE LA SPECIFICITE DES SEXES: Cette table ronde était présidée par Lindiwe Sisulu, ministre sud-africaine du Logement.

Mme Dekker a souligné que la sécurité d'occupation et l'accès des femmes aux terres et à la propriété ne sont pas une question d'abordabilité, mais d'accessibilité. Elle a présenté les conclusions d'une étude menée en Afrique subsaharienne qui a montré que la grande majorité des femmes n'ont pas le droit d'hériter de terres ou de propriétés à titre personnel et qu'elles dépendent entièrement des hommes. Les obstacles sont d'ordres juridique et culturel. Elle a appelé à une action mondiale pour tenter de résoudre le problème de l'insécurité des droits fonciers et a exprimé son soutien pour les activités d'ONU-Habitat dans ce domaine.

Soulignant que les droits fonciers des femmes sont entravés par l'absence d'outils fonciers tenant compte de la spécificité des sexes, Anne Stenhammer, ministre norvégienne du Développement international, a appelé à des politiques qui reflètent l'expérience et la situation des femmes.

Mme Tibaijuka a déploré le fait que si, sur le papier, les droits des femmes se sont accrus ces dernières décennies, dans la réalité, leur accès aux droits d'occupation et de propriété a diminué. Elle a accueilli avec satisfaction le lancement du Global Land Tool Network (GLTN) qui vise à identifier les outils appropriés, à s'assurer qu'ils sont sexo-spécifiques, à reproduire les réussites avérées et à combler les écarts actuels.

Siraj Sait, GLTN, a présenté le concept, la structure et étapes du réseau. Clarissa Augustinus, GLTN, appuyée par de nombreux



Angie Balata, de la Coalition Internationale de Habitat, a attiré l'attention sur les outils fonciers reposant sur la foi, en particulier, les droits fonciers en matière d'héritage dans le Droit Musulman

participants, a proposé de procéder, au FUM4, à une évaluation des progrès accomplis dans la conception d'outils fonciers tenant compte de la spécificité des sexes.

Plusieurs orateurs ont attiré l'attention sur des cas de discrimination à l'encontre des femmes en ce qui concerne les droits d'occupation et de propriété.

Raquel Rolnik, Secrétaire exécutive, Secrétariat national des programmes urbains du Brésil, a encouragé les parties prenantes à continuer à faire pression pour obtenir la sécurité des droits fonciers des femmes.

Agnes Kalibbala, Présidente, Groupe des 77 et Chine – Nairobi Chapter, a déclaré que le principal objectif en ce qui concerne les outils fonciers sexo-spécifiques est d'atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) pour l'autonomisation des femmes et l'amélioration des taudis.

Angie Balata, Coalition Internationale de l'Habitat, a attiré l'attention sur les outils fonciers gouvernés par les religions, en particulier les droits à l'héritage foncier dans la loi musulmane et Birte Scholz, Center for Housing Rights and Evictions, sur les instruments reposant sur les droits de l'homme.

Jennifer Whittal, Capetown University, Afrique du Sud, a appelé à des efforts visant à accroître le nombre de femmes parmi les spécialistes des questions foncières.

Jan Peterson, présidente, Commission Huairou, a fait observer que les conflits et la pandémie du VIH/Sida ont créé des possibilités pour faire évoluer la société.

Shivani Bhardwaj a appelé à un "programme d'action relatif aux droits des femmes à l'accès aux ressources" comprenant une nouvelle répartition des terres et le placement des ressources sous le contrôle juridique des femmes.

Résumant les débats de la table ronde, Mona Serageldin, de l'Université Harvard, a souligné que, plus la terre devient rare et chère, moins les femmes y ont accès. Par ailleurs, les coutumes et les traditions perdent de leur vigueur, sous l'effet des nouvelles technologies et modèles de gouvernance, sous l'effet aussi des dissensions civiles et des conflits. Elle a également signalé que les femmes renoncent à faire pression pour faire respecter leurs droits lorsque cela met en péril la cohésion familiale ou risque d'entraîner harcèlement et mauvais traitements. La mise en place d'outils fonciers tenant compte de la spécificité des sexes, a-t-elle ajouté, est un long processus multipartite auquel participe au premier chef la famille et des dirigeants des communautés. Pour clore, Mme Serageldin a souligné que la culture et la foi sont à la fois source d'obstacles et d'occasions en ce qui concerne les outils fonciers tenant compte de la spécificité des sexes.

TABLE RONDE DE LA JEUNESSE: Modérée par Avi Lewis, metteur en scène documentariste primé et journaliste de télévision, Canada, et Doug Ragan, gestionnaire principal, Environmental Youth Alliance et gestionnaire, Forum urbain



Elisabeth Gateau, Secrétaire Générale de CGLU, a modéré la Séance spéciale sur le thème 'Gouvernement local'



Avi Lewis, Metteur en scène, documentariste primé et journaliste de télévision, canada, s'adressant à la table ronde de la Jeunesse

mondial et Youth Organizing Committee, cette table ronde débordait de l'énergie générée au Forum mondial de la jeunesse, tenu du 16 au 18 juin 2006 à Vancouver. Signalant que la moitié de la population mondiale a moins de 25 ans, Lewis a souligné qu'il est important de comprendre comment on peut harnacher le dynamisme, la curiosité et l'impatience des jeunes et les mettre à contribution pour résoudre les problèmes urgents de la planète.

Les participants ont identifié une gamme d'obstacles empêchant les jeunes d'exercer leur leadership et de surmonter ces problèmes par des échanges informels auxquels contribuent des experts et des jeunes de toutes les régions du monde. Les participants ont fait part de leurs idées sur la nécessité de forger des partenariats avec les jeunes pour transformer les normes sociétales ; l'importance de créer des partenariats de jeunes entre le nord et le sud ; la valeur de l'art, de la culture et des sports pour engager les jeunes; la nécessité de faire évoluer la représentation des jeunes dans les médias; l'importance de l'éducation et de la formation; la nécessité d'impliquer les jeunes dans la prise des décisions; la valeur de la participation des jeunes à la vie politique; et l'importance de favoriser les initiatives des jeunes à l'échelon local.

Notant la triste réalité de la vie des jeunes dans les pays en voie de développement – l'éducation, la santé, l'emploi, la drogue et le HIV/Sida, la violence, les expulsions des domiciles et le travail des enfants -- de nombreux participants venant de pays en développement ont appelé à la création de davantage d'opportunités de mettre en commun et les expériences et, pour les jeunes des pays du nord, de davantage d'occasions de soutenir les espoirs et d'influencer les changements nécessaires dans les pays du sud. Muratha Kinuthia, Secrétaire du NEPAD, Kenya, a appelé à une plus perspective plus ouverte sur les questions de la jeunesse qui mette l'accent sur le développement et aille au-delà de la question de la représentation.

Parlant des obstacles à la participation des jeunes, Jamil Bundalli, Institut urbain du Canada, a insisté pour que les investissements dans les jeunes soient régis par une éthique plus stricte. Plusieurs participants ont dit qu'il est impératif de ne pas se contenter d'inclure symboliquement quelques jeunes, quand on parle d'engagement de la jeunesse, et de tirer parti de la force qu'ils ont de par leur nombre. Kelly L'Hirondelle, World Youth Forum, a déclaré que le message devrait être simple si l'on veut qu'il y ait une volonté politique de faire avancer un programme d'action positif pour les jeunes.

Au sujet de la valeur du réseautage et de l'établissement de relations personnelles dans des réunions telles que le FUM3, Stoney McCard, Directeur, Centre d'excellence pour la participation des jeunes, Canada, a fait état des similitudes dans l'expérience des jeunes partout dans le monde. Plusieurs jeunes

ont encouragé les participants à aller aux tables rondes pour faire passer le message qu'il faut intégrer les jeunes dans les administrations municipales et dans l'élaboration des politiques urbaines.

Dans une conclusion théâtrale de la ronde table, M. Lewis a conduit les participants à pris la tête des participants pour sortir de la salle, dans un geste de protestation et de solidarité avec les jeunes participants brésiliens expulsés de la conférence pour des raisons inconnues.

TABLE RONDE DES UNIVERSITES: La table ronde a été consacrée à deux thèmes: les principes directeurs pour les partenariats et les initiatives d'apprentissage et de diffusion.

Le coprésident de la table ronde, Tony Dorsey, Université de la Colombie-britannique (UCB), a invité les participants à débattre des façons dont les universités peuvent absorber et diffuser les bonnes idées et les leçons apprises.

Lars Reutersward, ONU-Habitat, a parlé de la nécessité d'établir des liens entre les centres d'apprentissage et a insisté sur la nécessité de mettre l'accent sur la recherche appliquée sur le terrain. La décentralisation risque de mener à une fragmentation des politiques, a prévenu Erminia Maricato, Université de São Paulo. Il faut, a-t-elle insisté, adapter les mesures prises pour la réduction de la pauvreté aux réalités locales. Peter Boothroyd, UCB, a expliqué que les universités doivent participer au développement, soulignant qu'elles peuvent contribuer à la continuité des projets, et que les étudiants ont un rôle à jouer en tant que prestataires de services.

Peter Ngau, Université de Nairobi, a fait état des défis rencontrés lorsque l'on s'efforce d'empêcher la formation de taudis. Les partenariats, a-t-il mis en garde, réunissent souvent des intérêts divergents. Martin Smolka, Lincoln Institute of Land Policy, a dit qu'une compréhension améliorée des marchés fonciers fait cruellement défaut. Il faut voir les universités comme des acteurs dans le monde réel, a dit Michael M'Gonigle, Université de Victoria. Les principes de durabilité qu'elles prônent devraient les guider. On pourrait aussi tirer parti du pouvoir des étudiants, a-t-il ajouté.

Au cours du débat animé qui a suivi, les participants ont discuté de l'importance que la confiance et l'équité règnent dans les partenariats; de la création d'alliances entre les universités et les praticiens; du soutien des efforts pratiques de planification au niveau communautaire; et de l'utilisation d'une approche interdisciplinaire pour éviter le cloisonnement. Plusieurs participants ont souligné que les universités peuvent jouer un rôle dans le suivi indépendant de la réalisation des OMD.

Pietro Garau, de l'Université de Rome, a souligné la nécessité de se mettre à l'écoute du sud. Jean Wolfe, Université McGill, a mis l'accent sur la collaboration entre les universités et sur la combinaison de l'apprentissage théorique et de l'apprentissage pratique sur le terrain.



Table ronde sur les universités et la durabilité urbaine: Marcello Balbo (à gauche), Université de Venise, conférant avec le président Pietro Garau, Université de Rome



A la table ronde sur l'environnement, les participants ont procédé à l'identification des problèmes communs et à l'élaboration d'idées de projets de partenariat axés sur la réalisation de villes durables

M. Boothroyd a parlé du potentiel non exploité des universités en tant que partenaires de développement. Marcello Balbo, Université de Venise, a encouragé les universités à remettre en question le programme de développement établi par le nord. Margo Fryer, UCB, a suggéré que les étudiants peuvent jouer un rôle de premier plan et exercer un rôle de leadership en assurant la liaison avec les communautés. Il a appelé à l'établissement de partenariats soutenus et à long terme.

Les partenariats sud-sud devraient jouer un rôle plus important, ont recommandé plusieurs participants. Un participant a appelé à l'utilisation de l'Internet pour faire avancer les efforts de collaboration, mettant en exergue le Global Urban Sustainability Services Exchange (GUSSE). De nombreux participants ont convenu que les universités ont besoin de devenir des "locomotives" pour les services, en même temps qu'elles offrent l'enseignement. Un délégué a déclaré que les universités devraient jouer un rôle dans la responsabilisation des gouvernements en ce qui concerne les progrès accomplis entre les réunions du FUM, et qu'elles devraient élaborer des indicateurs pour mesurer l'écart entre la rhétorique et les réalisations.

TABLE RONDE DE L'ENVIRONNEMENT: Cette table ronde était organisée par ONU-Habitat en coopération avec le Réseau canadien de l'environnement (RCE). Elle était coprésidée par Arciris Garay, coordonnatrice, Youth for Social Justice Network, et Hayat Redi, directrice adjointe, EVERYONE, et modérée par Amelia Clarke, ancienne présidente du Sierra Club du Canada. La modératrice a présenté les objectifs de la session qui comprennent l'identification des problèmes communs et l'élaboration d'idées de projets pour des partenariats. Le débat s'est déroulé d'abord dans cinq sous-groupes qui ont ensuite présenté leur rapport à la table ronde.

Groupe sur la jeunesse et l'éducation: Ce groupe a identifié le manque de financement, le manque de personnel et les contraintes de temps comme les principaux problèmes rencontrés. Les participants ont suggéré que la création d'opportunités et d'espaces pour que les jeunes puissent collaborer par delà les frontières, en créant par exemple un forum informel de la jeunesse en Afrique.

Groupe sur le renforcement des capacités communautaires: Ce groupe a également identifié le manque de ressources humaines et financières comme un obstacle de taille. Les participants ont suggéré que la solution passe par la mobilisation de l'ensemble des secteurs de la communauté pour l'élaboration

et la mise en œuvre de projets communautaires viables, de dimension mondiale tout en ayant des répercussions locales.

Groupe sur l'alimentation: Les problèmes identifiés par le groupe comprenaient les subventions des tarifs douaniers sur les denrées alimentaires et les barrières au commerce qui constituent autant d'obstacles à la réalisation de la sécurité alimentaire. Les participants ont proposé la mise en place d'un projet à court terme sur la sécurité alimentaire au Canada, en organisant une conférence en octobre à Vancouver et la mise en place d'un projet à long terme sur la question de l'Éthiopie. Pour remédier au problème, ils ont suggéré d'élaborer des partenariats et d'utiliser l'Internet.

Groupe sur la sécurité environnementale: Les problèmes identifiés par ce groupe comprenaient le manque de volonté politique, de capacité, d'information et d'expérience, de recours au savoir traditionnel de politiques appropriées, de lois et de réglementations, de suivi, de connaissances et de techniques appropriées. Les solutions possibles identifiées comprennent les partenariats, l'élaboration d'une vision commune, la communication et la mise en commun des ressources.

Groupe sur les ressources et l'énergie: Ce groupe a suggéré le développement des sources d'énergie renouvelable, le renforcement des capacités, la création de partenariats, la promotion de l'équité sociale; l'engagement des populations locales ainsi que des acteurs internationaux et du milieu universitaire.

La coprésidente, Mme Garay, a résumé le débat en indiquant que le RCE continuera à soutenir ce processus de dialogue pour développer davantage les cinq partenariats formés aujourd'hui. Elle s'est dite enthousiasmée par la volonté des participants à la table ronde de travailler ensemble avec d'autres partenaires à la création de communautés saines, à la réalisation de la sécurité alimentaire et au renforcement des capacités.

TABLE RONDE SUR LES AUTOCHTONES ET LES MEDIAS: La modératrice, Monika Ille, Aboriginal Peoples Television Network, Canada (APTN), a souhaité la bienvenue aux participants, en faisant remarquer que ce jour est la Journée nationale des Autochtones. Selon le coprésident Tom Perlmutter, Office national du film du Canada (ONF), la séance constituait un exemple important de la coopération des agences gouvernementales et l'ONF fait un travail de pionnier en ce qui concerne la promotion des metteurs en scène autochtones. Le coprésident de la table ronde, Fred Caron, sous-ministre adjoint, Bureau de l'Interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits, ministère des Affaires indiennes et du nord canadien, a dit qu'il voyait dans le FUM3 un moyen d'échanger les meilleures pratiques. Il espère, a-t-il dit, que s'y noueront quelques partenariats permanents.



Kamala Todd, Directeur de Projet, a présenté "Notre ville, nos voix," qui encourage les communautés autochtones à enregistrer et à partager leurs histoires de Vancouver



G-D: Namrata Bali, Self-Employed Women's Association (SEWA), les coprésidents Fred Caron, sous-ministre adjoint, Bureau de l'interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits, INAC, et Tom Perlmutter, directeur général, Programme en langue anglaise de NFB et la Modératrice Monika Ille, APTN, Canada

Manon Barbeau, créatrice et productrice de *La Corporation*, et Melanie Kistabish, coordonnatrice et metteuse en scène, ont présenté la première étude de cas qui portait sur Wapikoni Mobile, un studio mobile pour la formation des cinéastes qui parcourt les communautés autochtones du Québec depuis plus de deux ans.

Kamala Todd, directrice de projet, a présenté "Notre Ville, Nos Voix," un flux vidéo de Storyscapes, un projet artistique communautaire qui aide les autochtones à raconter leurs histoires sur Vancouver.

Marilena Corrêa, coordinatrice de l'atelier, a présenté "Vidéo dans les Villages," une initiative du Brésil pour la formation des autochtones dans le domaine de la mise en scène cinématographique de manière à ce qu'ils puissent se dépeindre eux-mêmes et dépeindre le monde qui les entoure.

Dans une séance de dialogue très animée, les discussions ont été concentrées sur la participation des Autochtones au FUM3. Si le conférencier Roger Maaka, Université de Saskatchewan, a suggéré que l'inclusion d'une séance consacrée aux autochtones au FUM3, désavoue le stéréotype selon lequel ils n'appartiennent pas à la ville et si un participant a mis en relief l'amélioration apportée depuis le FUM2, de nombreux autres participants ont cependant critiqué l'insuffisance de l'inclusion des jeunes et des communautés autochtones.

Plusieurs participants ont fait remarquer que le FUM3 a raté l'occasion de fournir une formation sur les principales questions abordées, telles que celles de la garantie d'un logement adéquat. Les droits des communautés nomades ont aussi été négligés et le service de traduction simultanée en espagnol n'a pas été offert durant toute la conférence. D'autres ont dit qu'on parlait trop et n'agissait pas assez.

Faisant état de l'impact important des principaux médias, les participants ont également parlé de projets médiatiques autochtones et ont déploré l'absence des autochtones dans les médias de masse et le portrait inexact que ces médias donne d'eux. Si beaucoup saluent le travail accompli par les conférenciers, un participant a souligné la nécessité de dresser le portrait des autochtones dans le contexte de leur culture et de leur langue. Les conférenciers, Jean LaRose, APTN, et Ray Gerow, Talking Rocks, ont encouragé les autochtones à prendre en main le combat pour leur représentation et un membre de l'Indigenous Peoples Party a appelé au soutien de la déclaration des autochtones qui sera présentée en plénière au FUM3.

TABLE RONDE SUR LA SPIRITUALITÉ: Cette table ronde s'est réunie sous le thème "Comblent le fossé: Spiritualité et durabilité en contextes urbains." Après le mot de bienvenue et les prières des Premières Nations, la présidente Angela Hryniuk,

directrice exécutive, Interspiritual Center of Vancouver Society, a présenté une introduction et a encouragé les participants à "emprunter le chemin spirituel avec des chaussures pratiques" en ce qui concerne la durabilité.

Michael Hryniuk, Ecole de Théologie de Vancouver, a fait remarquer que la vision qui oriente le FUM3 prend sa source au-delà de la rationalité technique et des programmes politiques. Enrique Peñalosa, ancien maire de Bogotá, Colombie, a déclaré que la résolution des problèmes urbains implique non seulement des ressources financières mais également un changement de notre mode de vie. Il a souligné que le bonheur des citoyens est la vraie mesure de la réussite des villes.

Attirant l'attention sur la promiscuité et sur la propagation du VIH/Sida à Kampala, en Ouganda, Sam Luboga, Université de Makerere, a parlé de la manière dont les initiatives fondées sur la foi peuvent résoudre les questions de durabilité et d'inclusion et de cohésion sociales dans les zones urbaines. La modératrice, Gwendolyn Hallsmith, directrice exécutive, Global Community Initiatives, a abordé la question de savoir si, en déplaçant les besoins des gens à l'extérieur du règne matériel, on pourrait améliorer nos villes et nos sociétés.

Le débat s'est concentré sur la quête du contentement et de la connexion avec autrui, les types d'exemples que l'on donne aux jeunes, la nécessité de la paix dans le monde pour créer la durabilité, le "choc spirituel" provoqué par la découverte qu'on n'est pas capable de passer son temps dans la nature, et le rôle des espaces urbains dans l'accueil des festivals spirituels qui donnent à réfléchir et ravivent le sentiment d'émerveillement. Les délégués ont également appelé à une coopération entre les personnes qui se reconnaissent dans la spiritualité au sens large, les traditions religieuses et les perspectives humanistes.

Surinder Kumar, directeur général, Management Services Group, Sahara India Pariwar, Inde, a parlé de la manière dont les projets axés sur la durabilité peuvent intégrer les principes spirituels. Avant de souligner l'importance du bonheur et d'identifier les aspects de la nature humaine qui vont à l'encontre de la durabilité, Mae-Chee Sunsane Sthirasuta, religieuse bouddhiste et cheffe spirituelle, a invité les participants de la table ronde à former, debout, un grand cercle et à se masser mutuellement le dos.

Les remarques de clôture présentées par Phil Lane Jr., PDG et chef héréditaire, United Indians of All Tribes Foundation, a décrit la vision d'un bien-être urbain éclairé par une compréhension spirituelle de la communauté humaine. La modératrice a fait



Mae-Chee Sunsane Sthirasuta, nonne Bouddhiste et cheffe spirituelle, a souligné l'importance du bonheur pour la durabilité de la vie des êtres humains



Enrique Peñalosa, ancien maire de Bogotá, Colombie, a souligné que la réponse à la question “comment voulons-nous vivre?” trouve un éclairage dans la spiritualité

observer que les besoins spirituels sont des besoins réels. Elle a souligné que les leaders civiques devraient systématiquement prendre en considération la manière dont la signification, la finalité et la connexité qui guident la croissance spirituelle sont satisfaites au sein de la communauté. La présidente de la table ronde, Mme Hryniuk, a appelé à une recommandation formelle d’inscrire la spiritualité à l’ordre du jour de chacune des conférences futures de ONU-Habitat.

TABLE RONDE DES MAIRES: Organisée sous le thème “Les administrations municipales à un carrefour: Se rapprocher des objectifs du Millénaire pour le développement grâce à l’innovation et à l’action locale,” cette table ronde était coprésidée par Smangaliso Mkhathshwa, coprésident du CGLU et conseiller municipal de Tshwane, Afrique du sud, et Gérald Tremblay, vice-président du CGLU et maire de la ville de Montréal, Canada. Dans leurs déclarations liminaires, ils ont mis en relief les améliorations apportées dans les domaines des droits de l’homme et de l’autonomie locale des villes mais ont déploré la crise financière qui empêche les villes de concrétiser les OMD.

La modératrice, Dominique Dennery, Présidente de Dennery Resources, a mené une enquête auprès des maires sur la poursuite des OMD. Tout en admettant l’existence, dans l’ensemble, d’une sensibilisation insuffisante du public aux OMD, 75 pour cent des 130 maires présents ont déclaré que les OMD sont des priorités dans leurs villes et seulement la moitié d’entre eux ont déclaré avoir participé à un dialogue avec les gouvernements nationaux sur ce sujet. Les conférenciers ont suggéré que les maires doivent communiquer leurs plans de manière plus efficace aux citoyens et aux gouvernements nationaux.

Quatre maires ont présenté des études de cas. Gloria Kovach, présidente de la Fédération des municipalités canadiennes et Conseillère de la Ville de Guelph, Ontario, a présenté un travail de recherche montrant que la prise de conscience des citoyens engendre un soutien plus important en faveur des OMD.

Mary Jane Ortega, Maire de San Fernando, Philippines, a déclaré que les associations de villes, en fournissant aux communautés une assistance technique, leur permettent de s’atteler à la réalisation des OMD.

Kastharina Tarras-Walberg, maire adjointe de Stockholm, a présenté Stockholm comme une “ville de la durabilité” qui prend à cœur les objectifs environnementaux, tels que l’énergie durable, le recyclage des eaux et des déchets et la réduction de la circulation automobile.

Abdel Minim Al-Avys, maire de Beyrouth, a déclaré que la ville de Beyrouth s’est fixé les objectifs de sa reconstruction après des années de guerre, notamment la reconstruction de ses

canalisations d’égouts, de ses réseaux d’assainissement et de distribution d’eau et de son infrastructure de communication, et qu’elle investit dans l’emploi et le développement.

Dans le débat qui a suivi, les maires de vingt villes ont présenté des exemples de programmes axés sur la réalisation des OMD, en particulier la valorisation des taudis et l’amélioration des services d’approvisionnement en eau et autres. Petr Kopriva, président du conseil d’administration d’ONU-Habitat, a demandé aux maires d’aider le Comité des représentants permanents à préparer l’ordre du jour de CG-21. Mme Sierra a encouragé les maires à s’engager dans des dialogues avec leur gouvernement national pour la facilitation des demandes de fonds destinées aux programmes.

Dans leurs déclarations de clôture, les coprésidents de la table ronde ont appelé à la mobilisation des réseaux d’intervenants et de donateurs tels que la Banque mondiale pour obtenir le financement nécessaire pour la mise en oeuvre des OMD. M. Mkhathshwa a souligné qu’il est possible d’atteindre les OMD et a proposé que les maires présentent des rapports sur leurs accomplissements au FUM4 en 2008.



Les maires de plus de 20 grandes villes de la planète ont discuté de programmes axés sur la réalisation des OMD et, en particulier, de la valorisation des taudis et de l’amélioration du service d’approvisionnement en eau et autres services

A SUIVRE JEUDI

Séance de réseautage Habitat JAM

13 h 30 – 15h 30

Changement de salle : maintenant dans la salle de bal C

Dialogue sur la forme des villes

10 h – 12 h

Changement de salle : maintenant dans la salle de bal B & C

Dialogue sur l’énergie: Action locale, répercussions locales

10 h – 12 h

Changement de salle : maintenant dans le hall d’exposition A



iisd Reporting Services

Bulletin du Forum Urbain Mondial

Compte rendu quotidien de la Troisième Session du Forum Urbain Mondial

Publié par l'Institut International du Développement Durable (IIDD)
en collaboration avec la Fondation Globe et ONU-HABITAT

EN LIGNE À [HTTP://WWW.IISD.CA/YMB/WUF3/](http://www.iisd.ca/YMB/WUF3/)
VOLUME 125, No. 5, VENDREDI 23 JUIN 2006

WUF3 FUM3
World Urban Forum Forum urbain mondial



LES FAITS MARQUANTS DU TROISIEME FORUM URBAIN MONDIAL: JEUDI 22 JUIN 2006

Jeudi, les participants à la troisième session du Forum Urbain Mondial (FUM3) ont tenu, le matin, une séance plénière consacrée au thème Croissance urbaine et environnement, suivie par deux séances de dialogue. L'après-midi a vu se dérouler plus de 40 séances de réseautage axées sur divers aspects du développement urbain durable. Le soir, les participants ont assisté à un concert donné par le Global Hip-Hop Mainstage avec des artistes internationaux de hip-hop et de la musique mondiale qui, à travers la musique et autres expressions artistiques, ont aidé à l'amélioration de la prise de conscience à l'égard des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD).



Anna Tibajuka, directrice exécutive, ONU-HABITAT, avec Curtis Clearsky, messenger de la vérité, ONU-HABITAT, au cours du concert Global Hip Hop Mainstage organisé jeudi soir

PLENIERE

Organisée sous le thème «Croissance urbaine et environnement,» la session était présidée par Chris Leach, président, Institut canadien des urbanistes. Dans sa déclaration liminaire, il a parlé des méthodes de planification et de gestion en tant que facteurs importants du développement urbain durable au Canada et, notamment, de la nécessité de réseaux des parties prenantes pour veiller à la réalisation des objectifs dans les domaines de l'assainissement, du transport, de la croissance «intelligente», de l'eau et de l'environnement. Il a présenté un rapport sur la réunion du Congrès mondial de l'urbanisme qui s'est déroulée plus tôt dans la semaine et au cours de laquelle 17 membres ont pris l'engagement de former un réseau consacré à la lutte contre la pauvreté, les changements climatiques et les catastrophes naturelles.

Eveline Herfkens, Coordonnatrice Exécutive, Campagne du Millénaire, Nations Unies, a rappelé la formule de l'ancien Directeur Exécutif du PNUE, Klaus Toepfer, qui disait que la pauvreté est le plus grand pollueur et a déclaré qu'il est essentiel de s'attaquer aux racines de la pauvreté en travaillant à la réalisation du développement durable. Mettant l'accent sur la nécessité d'une croissance durable, participative et favorable aux pauvres, Herfkens a indiqué que les OMD représentent un ensemble d'objectifs mondiaux appelés à être mis en application à l'échelon local et que l'erreur de la communauté des donateurs, dans le passé, était de considérer les pauvres comme uniquement des clients et non comme partenaires du développement. Soulignant qu'il s'agit là de la première génération disposant des connaissances et des ressources nécessaires pour mettre fin à la pauvreté, Herfkens a appelé à la tenue des promesses faites au plus haut niveau politique et à placer les dirigeants face à leurs responsabilités de bâtir un monde plus durable.

Enrique Peñalosa, ancien maire de la ville de Bogotá, Colombie, a déclaré que dans les pays en développement, le nombre de citadins sera au-delà de deux milliards dans les quelques années à venir et que ces villes ont besoin de l'expérience acquise par les pays industrialisés dans le domaine de l'aménagement et de l'urbanisme. Il a indiqué que pour réaliser la durabilité, les pays en développement doivent trouver un modèle de croissance différent. Se référant à l'expérience de la ville de Bogotá où la circulation automobile a été réduite et où parcours verts, pistes cyclables et couloirs d'autobus ont été aménagés, il a soutenu que par-delà les avantages environnementaux, ces éléments ont donné lieu à de grandes améliorations en matière de justice sociale.

Des participants ont fait observer que les zones urbaines sont les plus exposées aux grands défis posés dans les domaines de la santé et de la nutrition et que les villes colombiennes sont confrontées à des problèmes graves tels que la violence, l'inadéquation de l'assainissement et le chômage. Les participants ont encouragé une concentration sur la cible des OMD, consacrée à l'amélioration des taudis.

Au sujet de l'échelle du changement requis pour la réalisation du développement durable, Herfkens a encouragé les participants à ne pas se laisser intimider par le caractère révolutionnaires des transformations nécessaires. Peñalosa a déclaré que les ressources sont souvent disponibles, mais que c'est la volonté politique qui manque encore pour la réalisation de politiques durables, et a appelé à la mise en place des premières petites mesures qui mèneront à ces grands changements.

Faisant état de la lacune du FUM3 de reconnaître les engagements forts pris, voilà 30 ans, à la première Conférence de Habitat, un participant a appelé avec passion à la mise en application de la vision de l'historienne Barbara Ward qui

Le *Bulletin du Forum Urbain Mondial* est une publication de l'Institut International du Développement Durable (IIDD) <info@iisd.ca>, éditeur du *Bulletin des Négociations de la Terre* © <enb@iisd.org>. Ce numéro a été rédigé et édité par Xenya Cherny, Leonie Gordon, Sarah Stewart Johnson, William McPherson, Ph.D., Laurel A. Neme, Ph.D., Sabrina Shaw, Peter Wood et Kunbao Xia. Photographies: Leila Mead. Edition numérique: Bo-Alex Fredvik et Diego Noguera. Rédaction en Chef: Pia M. Kohler, Ph.D. <pia@iisd.org>. Directeur du Service Information de l'IIDD: Langston James "Kimo" Goree VI <kimo@iisd.org>. Le financement de la couverture de cette réunion est fourni par Globe Foundation of Canada. L'IIDD est joignable par courrier au 161 Portage Avenue East, 6e Etage, Winnipeg, Manitoba R3B 0Y4, Canada; tel: +1-204-958-7700; fax: +1-204-958-7710. Les opinions exprimées dans le *Bulletin* appartiennent à leurs auteurs et ne rendent pas compte forcément des points de vue de l'IIDD. Des extraits du *Bulletin* peuvent être utilisés dans d'autres publications moyennant citation appropriée. Des versions électroniques du *Bulletin* sont envoyées à nos listes de distribution de courriel (Formats HTML et PDF) et sont accessibles sur le site [Linkages du serveur WWW](http://www.iisd.ca/) du Service d'Information de l'IIDD à <http://www.iisd.ca/>. Pour tous renseignements concernant le *Bulletin*, y compris pour la sollicitation de services de couverture de vos événements, contacter le Directeur du Service d'Information de l'IIDD par courriel à <kimo@iisd.org>, par téléphone au: +1-646-536-7556 ou par voie postale au: 212 East 47th St. #21F, New York, NY 10017, USA. L'équipe de l'IIDD au Troisième Forum Urbain Mondial est joignable par courriel à <xenya@iisd.org>.

voulait que l'on s'assure que personne au monde ne soit privé d'eau potable. Il a été souligné que cette vision de l'avenir ne saurait être réalisée par un changement opéré par petites touches.

DIALOGUES

LA FORME DES VILLES: Urbanisme et gestion: Cette séance de dialogue a été modérée par Steve Bradshaw, Producteur du programme Panorama à la BBC. Retraçant l'histoire de l'urbanisme en Amérique du nord depuis les années 1950 à ce jour, John Friedmann, de l'Université de la Colombie Britannique, a déclaré que l'urbanisme technocratique est devenu obsolète. Il a parlé de la ligne de démarcation qui sépare les citadins riches et les citadins pauvres et a affirmé que les outils de planification n'ont pas été en mesure de placer la croissance dans un cadre durable.

Au sujet de l'établissement de passerelles entre les programmes environnementaux "verts" et "bruns", Ossama Salem, Capacity Building International, Egypte, a parlé de la manière dont les questions environnementales posées aux échelons mondial et local peuvent être conciliées dans le cadre de l'administration d'une ville. Au sujet des décalages entre les programmes environnementaux des pays en développement et des pays industrialisés, Tasneem Essop, ministre de l'environnement, du plan et du développement économique, gouvernement de la province du Cap occidental, Afrique du sud, a déclaré que ce sont les pauvres qui portent le poids de la dégradation environnementale causée par la surconsommation des riches et a encouragé l'adoption d'une approche plurifonctionnelle dans le domaine de l'urbanisme.

Charles Choguill, Rédacteur en chef de Habitat International, a souligné que l'urbanisme n'a pas encore intégré tout à fait le concept relativement nouveau de la durabilité. Il a parlé des difficultés rencontrées dans l'adaptation aux municipalités du sud, des bonnes pratiques utilisées dans les pays du nord, comme celle consistant à bâtir des agglomérations "intelligentes."

Herbert Girardet, Consultant en environnement et conseiller principal auprès de l'éco-ville de Dontang, a présenté le modèle urbanistique adopté par la Chine, qui place l'écologie au centre du développement. Il a décrit les plans de construction de la ville insulaire de Dontang, située au large des côtes de Shanghai, qui accueillera à la fin du projet 500000 personnes ou plus. Soixante pour cent de la surface de Dontang seront réservés aux espaces verts, et la ville sera caractérisée par une circulation automobile limitée et par l'utilisation de l'énergie renouvelable. Il a précisé que ses premiers résidents seront issus de diverses franges socio-économiques et a annoncé l'élaboration de plans de construction de nouvelles éco-villes.



Steve Bradshaw, Producteur, BBC-Panorama, Royaume-Uni



Herbert Girardet, Consultant en environnement et premier conseiller auprès de la ville écologique de Dontang

Dritan Shutina, directrice exécutive, Co-PLAN, Institut du développement de l'habitat, a parlé des traits de la durabilité dans les pays en transition économique, comme l'Albanie, mettant l'accent sur les conditions tragiques et les incertitudes dans lesquelles se trouvent les biens publics et sur l'importance de la décentralisation.

Cliff Hague, président de l'Association des urbanistes du Commonwealth, a expliqué comment les plans de développement commencent souvent par être prometteurs avant de s'effondrer. Il a parlé des dix principes de base de la durabilité et, notamment, de l'urbanisme intégré, de la reconnaissance de la diversité, de l'adoption de stratégies favorables aux pauvres et de la transparence.

David Siegal, président, American planning association, a fait l'éloge du rôle joué par les FUM dans l'exposition des urbanistes des pays du nord à la réalité de la grave pauvreté qui sévit dans les pays du sud et des crises environnementales qui y sont provoquées par un développement incompatible avec la conservation des ressources. Il a clos son exposé en mettant en exergue les objectifs du Plan d'action de synthèse élaboré par le Réseau mondial des urbanistes.

Le débat qui a suivi s'est concentré sur: l'écart entre la parole et l'action; les problèmes de surconsommation et la nécessité de changements dans les modes de vie; le besoin d'une participation plus importante des pauvres et des jeunes; la nécessité, pour les universités, d'intégrer de nouvelles manières de concevoir leurs programmes; la responsabilité des médias; et le rôle des secteurs financiers et privés.

ENERGIE: Action locale, répercussions mondiales: Le modérateur Kevin Newman, News Anchor, Global national, Canada, a ouvert cette séance de dialogue en mettant en relief la manière dont la technologie est en train d'aider à la résolution du problème de la finitude des ressources.

Au sujet des problèmes énergétiques les plus significatifs, Vijay Modi, Columbia university, a déclaré que l'énergie nécessaire à la cuisson alimentaire est insignifiante dans les statistiques globales mais qu'elle représente un grand besoin pour les pauvres, et a suggéré de se concentrer sur les technologies qui ont fait leurs preuves, pour la résolution de ce problème.

Harriette Amissah-Arthur, Directrice, Kumasi Institute of technology and environment (KITE), a déclaré que l'absence de leadership à tous les niveaux au Ghana est un gros problème, et a souligné la nécessité d'une planification à long terme et d'un leadership gouvernemental.

Anumita Roychowdhury, Centre des sciences et de l'environnement, a déclaré que les solutions techniques ne régleront pas les problèmes environnementaux causés par la circulation et que les politiques fiscales devraient soutenir une planification à caractère global.

Mark Jaccard, Université Simon Fraser, a déclaré que certaines solutions proposées aujourd'hui risquaient de créer de gros problèmes demain et que nous devons prendre des décisions intelligentes aptes à contrecarrer les risques posés. Modi a déclaré que tant qu'elles ciblent les pauvres et qu'elles ne sont pas captées par les riches, les subventions devraient être maintenues "dans l'assortiment" des options offertes. Peñalosa a décrit la réussite des subventions croisées mises en place en Colombie. Mary Jane Ortega, maire de San Fernando, Philippines, a déclaré que les initiatives locales dans le domaine du transport ont un impact important et a décrit la manière dont la sensibilisation et le soutien de la cause peuvent encourager les opérateurs des tricycles urbains à passer à des modèles moins polluants.

Todd Litman, Institut des politiques de transport de Victoria, a souligné que les pratiques actuelles en matière d'urbanisme font pencher les décisions vers l'option de l'utilisation des véhicules et a plaidé pour une correction des distorsions du marché, en soutien à la croissance "intelligente." Jaccard a affirmé que nous nous éloignons de plus en plus de l'ère du "pétrole facile" et a proposé de recourir, dans un proche avenir, aux technologies des combustibles fossiles propres, la mise au point des sources d'énergie renouvelables. En réponse à des questions qui lui ont été posées, il a indiqué que ces combustibles propres peuvent réduire, voire éliminer les polluants et, notamment, le dioxyde de carbone, et permettre la diffusion de l'énergie dans les pays en développement.

Dans le débat qui a suivi, Peñalosa a déclaré que les taxes devraient être réorientées vers les utilisateurs de l'infrastructure et Litman a encouragé la transformation des frais fixes imposés à la possession de véhicules, en frais variables calculés sur la base de la fréquence de leur utilisation, et a suggéré des réformes de marché qui découragent l'expansion urbaine tentaculaire. Modi a indiqué que la contribution des postes de cuisson au charbon à la charge carbonique de l'atmosphère est moins de un pour cent. Au sujet de la diffusion de l'énergie aux pauvres, Peñalosa a déclaré que des subventions structurelles ciblant les pauvres et une réduction de l'utilisation des véhicules privés permettraient davantage d'équité.



Todd Litman, Institut Victoria des politiques de transport

Roychowdhury a souligné que les pauvres ont davantage de frais de santé dus à la pollution et qu'en Inde, les taxes pénalisent souvent les moyens de transport publics et les véhicules cyclables. Peñalosa a déclaré qu'au lieu d'être sur le problème des embouteillages, la concentration devrait être sur la création de parcs et autres espaces publics. Ortega a signalé que le maire de Seattle, Greg Nickels, se trouve à la tête d'un effort fourni par 300 maires des Etats-Unis pour la concrétisation des objectifs du Protocole de Kyoto, montrant ainsi que les gouvernements locaux peuvent prendre en charge des causes qui ne sont pas à l'ordre du jour des gouvernements nationaux. Au sujet de la proposition du Forum mondial de la jeunesse de rendre les villes conviviales pour les piétons, Roychowdhury a cité l'exemple des efforts fournis par le gouvernement indien pour la mise en place de passerelles et d'allées piétonnes.

En réponse à une question concernant la primauté des gouvernements régionaux et nationaux sur les gouvernements locaux, Ortega a souligné que ONU-Habitat soutient le principe de décentralisation et d'autonomie locale. Au sujet des quartiers à haute densité familiale, Litman a indiqué qu'il est nécessaire que les vieux quartiers de la ville intègrent les nouvelles banlieues et rendent l'occupation mixte des espaces plus attrayante pour les familles.

SEANCES DE RESEAUTAGE

HABITAT JAM: Cette séance a comporté la projection en première du film Habitat JAM. Le modérateur Charles Kelly, Commissaire Général du FUM3, a expliqué que Habitat JAM est un programme de communication du FUM3, appuyé par IBM technology, dans lequel 39000 participants de 158 pays se sont réunis pour une session de trois jours de réseautage sur l'Internet, consacrée à des échanges d'idées sur la manière de résoudre quelques-uns des problèmes urbains mondiaux les plus cruciaux.

Mettant en exergue les thèmes de l'inclusion des parties prenantes et des idées fonctionnelles, qui ont émergé au FUM3, Chris Gibbon, Vice-président, Global social services and social security, IBM, a cité des exemples de la manière dont des technologies, comme la World community grid de IBM qui met l'énergie non utilisée de plus de 300000 ordinateurs personnels et d'entreprises au service du renforcement de l'énergie dont dispose la recherche sur le HIV/Sida et autres problèmes globaux, peuvent apporter leur soutien.

Mettant l'accent sur le fossé dans le domaine numérique, Jockin Apurtham, président de la Fédération nationale des habitants des taudis, a fait remarquer que lui-même et de nombreux autres habitants des taudis sont analphabètes en matière d'ordinateurs, reconnaissant cependant que le JAM a donné une voix aux citoyens pauvres.



Hayette Amissah-Arthur, de l'Institut des technologies et de l'environnement de Kumassi



Charles Kelly, Commissaire Général FUM3, présentant Habitat JAM

Dans un message vidéo, Lars Reuterswård, ONU-Habitat, a expliqué que Habitat JAM vise à atteindre de nouveaux groupes cibles à travers les médias informels, comme les blogs, pour les informer du programme de Habitat.

Mike Wing, Vice-président, Strategic communications, IBM, a été présenté comme étant "le père du jamming." Expliquant que les jams ont émergé de la technologie intranet de IBM, il a accueilli avec satisfaction l'idée de mettre cette technologie au service d'une cause vraiment importante.

Jan Peterson, fondateur et président du secrétariat de la Commission Huairou, a fait l'éloge de l'engagement du Canada en faveur de la démocratie évidente dans l'initiative de l'Habitat JAM et a encouragé sa poursuite au cours du FUM4.

Robert Neuwirth, auteur de «Shadow Cities» et modérateur de l'Habitat JAM, a déclaré que les solutions sont dans la rue, pas en ligne, et a fait état des problèmes techniques qu'il a rencontrés au cours de sa participation au JAM. En réponse, Wing a évoqué le caractère expérimental du logiciel et des méthodes utilisées. Neuwirth a souligné l'importance de l'intégration de l'Habitat JAM dans les travaux du FUM4, en tant que moyen de démocratisation du monde en ligne censuré en Chine.

Kevina Power, Manager, World urban cafés, Nairobi, Kenya, a déclaré que Habitat JAM et son associé World urban cafés sont un exemple de l'intégration des voix des jeunes dans ONU-Habitat.

Vasudevan Suresh, président directeur général de Aerens goldsok et modérateur de l'Habitat JAM, a souligné le caractère démocratique du JAM, a appelé à sa transformation en une manifestation annuelle ou biannuelle avec des thèmes focalisés et des groupes cibles, et a déclaré qu'il pourrait progresser pour devenir une conférence vidéo mondiale.

Les délégués ont mis l'accent sur le soutien financier de la participation communautaire dans le JAM et ont avancé de nombreuses suggestions pour s'assurer de la durabilité de l'initiative, soulignant la difficulté de trouver des moyens de connecter le monde des citoyens pauvres exprimée durant le JAM aux actions entreprises par les décideurs politiques. Au sujet de la retenue de l'Habitat JAM pour le FUM4, Kelly a déclaré que des discussions préliminaires sont en cours et que le gouvernement canadien et d'autres sont en train d'examiner la possibilité de fournir des aides.

LA CULTURE DES VILLES INCLUSIVES: Cette séance de réseautage a exploré le thème de l'agriculture urbaine à travers la présentation de quatre études de cas.

La modératrice Dinesh Mehta, ONU-Habitat, a souligné le potentiel dont disposent les citoyens pauvres pour parvenir à la sécurité alimentaire grâce à l'agriculture. Henk de Zeeuw, directeur, Resource Centre on Urban Agriculture and Forestry (RUAF), a livré, de la part de Sybilla Dekker, ministre de l'habitat, de l'aménagement du territoire et de l'environnement des Pays-Bas, un message mettant en garde contre la perception des mondes rural et urbain comme étant des entités séparées, et encourageant l'adoption d'une approche participative pour favoriser la mise en place de plans politiques.

De Zeeuw a ensuite présenté le programme de la Fondation RUAF et a souligné que l'agriculture urbaine est une partie intégrante mais méconnue des villes, précisant qu'elle produit 15 à 20 pour cent des denrées alimentaires produites dans le monde. Il a indiqué que certaines villes résistent à l'introduction de l'agriculture urbaine à cause des risques sanitaires qui y sont perçus et de la compétition pour les terres et pour les ressources.

George Matovu, partnership for east and southern Africa (MDP-ESA), Zimbabwe, a décrit l'évolution de l'agriculture urbaine dans son pays, soulignant qu'elle n'est interdite par aucune loi de manière explicite, mais que les cadres réglementaires rigides et la compétition foncière posent obstacle. Il a décrit la manière dont le gouvernement local a apporté son soutien à l'agriculture urbaine, en en faisant une partie intégrale de l'économie urbaine, au lieu d'une activité marginale.

Raquel Barriga Velasco, Conseillère, Villa Maria del Triunfo, Pérou, a décrit les réussites enregistrées grâce à l'introduction de l'agriculture urbaine dans sa municipalité appauvrie, notamment, au plan de la sécurité alimentaire et de la conversion de la ville à l'écologie. Elle a mis en exergue la diffusion de l'information et l'institutionnalisation de l'agriculture dans l'administration municipale.

Gayathri Devi, International water management institute (IWMI), a décrit les avantages de l'utilisation des eaux usées dans l'agriculture urbaine, notamment, l'amélioration de la nutrition, la résistance aux sécheresses et l'évitement des produits agro-chimiques. Elle a souligné qu'il existe des moyens de réduire au minimum les risques sanitaires et environnementaux associés à cette pratique, comme la diarrhée et les infections intestinales vermineuses, et la contamination des sols et des eaux souterraines.

El Hadji Oumar Sissokho, Provania, a décrit les efforts fournis par Provania pour le développement de l'agriculture urbaine à Dakar, au Sénégal, mettant l'accent sur les contraintes rencontrées, telles que l'accès à l'eau et les droits d'exploitation des terres, et sur les avantages offerts, tels que la formation, le compostage et le renforcement des associations d'agriculteurs. Il a identifié la nécessité d'un engagement public accru, d'un renforcement des capacités et de l'intégration des femmes dans les processus décisionnels.

Les participants ont discuté: des stratégies permettant de parvenir à la reconnaissance juridique de l'agriculture urbaine; des avantages associés à la baisse de l'utilisation des combustibles fossiles et des pesticides et à l'amélioration de la diversification de la diète; du maraîchage sur les terrasses; du biofiltrage des



Henk de Zeeuw, Directeur, Centre des Ressources sur l'Agriculture et la Foresterie Urbaine (RUAF)



Alexandre Monarque, Natural Resources Canada, a présenté un outil en ligne permettant de déterminer les projets potentiels axés sur l'énergie renouvelable et d'évaluer leur viabilité, au court de la séance de réseautage consacrée au logiciel RETScreen

eaux usées avant leur utilisation dans l'agriculture; de la perte des terres arables au profit de l'expansion urbaine; et de la logistique de la production alimentaire de subsistance en milieu urbain.

RENFORCER LES DECISIONS POUR LES ENERGIES PROPRES DANS 213 PAYS A TRAVERS LE MONDE:

Au cours de cette séance de réseautage interactive, Alexandre Monarque, Natural Resources, Canada, a présenté le logiciel RETScreen, un outil d'analyse des projets d'énergies propres, conçu pour aider les villes à mieux répondre aux demandes en matière d'énergie, dans le futur, et à mettre en œuvre des projets axés sur l'énergie renouvelable et sur l'efficacité énergétique. Le conférencier a souligné que plus de 80000 personnes dans 213 pays utilisent cet outil.

Il a souligné que RETScreen réduit les coûts des études de faisabilité préalables et fournit une plate-forme commune pour les discussions entre les décideurs politiques et les régulateurs, les urbanistes, les bailleurs de fonds, les promoteurs et les fournisseurs de produits. Monarque a décrit comment, en raison du fait qu'il est disponible en plus de 20 langues, RETScreen peut faciliter le dialogue entre les pays.

Monarque a procédé à une démonstration du logiciel RETScreen et a montré comment il détermine et évalue la viabilité des projets potentiels. Il a fait état des nombreux facteurs qui affectent la viabilité des projets, notamment: la disponibilité de ressources énergétiques dans le site du projet; la performance de l'équipement; le coût initial du projet; les crédits «par cas» accordés à des équipements tels que pour les générateurs fonctionnant au diesel pour les sites distants; les frais permanents et les frais périodiques comme ceux de nettoyage des pales des turbines des éoliennes; les frais énergétiques évités; les termes du financement; l'équipement et l'impôt sur le revenu; les subventions et les crédits environnementaux, tels que les crédits relatifs aux gaz à effet de serre; et les seuils de rentabilité fixés par les décideurs politiques. Il a terminé son exposé en soulignant l'importance de l'épargne des utilisateurs et en précisant que RETScreen est mis à disposition sur l'Internet, à titre gracieux.

SMART URBAN FABRICS - un concours international d'idées pour des villes ne dépendant pas du pétrole: Mårten Lilja, secrétaire d'Etat, ministère suédois du développement durable (MDD), a déclaré que les changements climatiques constituent le défi le plus important auquel le monde se trouve confronté, et a suggéré que des solutions nouvelles soient élaborées pour la concrétisation des objectifs de la ville durable. Il a annoncé le lancement d'une initiative suédoise portant sur un concours d'idées nouvelles permettant de dégager des solutions énergétiques compatibles avec la croissance économique durable.

Reuterswård a déclaré que l'énergie, en particulier celle nécessaire aux foyers, occupe une place prioritaire dans le programme de ONU-habitat et, avec Inga Kleby, directrice exécutive adjointe, ONU-habitat, a fait part de son soutien en faveur du concours.

Présentant l'initiative, Rolf Lindell, Directeur, MDD, a déclaré que partout dans le monde, les villes sont confrontées à la difficulté de s'adapter aux exigences du développement durable non dépendant du pétrole. Il a ajouté que la nécessité de dégager des solutions énergétiques durables pour le développement des villes est fondamentale pour surmonter les difficultés, et a indiqué que ce concours vise à trouver des idées innovatrices qui permettront aux villes de relever le défi. Les domaines de focalisation englobent le transport et autres activités consommatrices d'énergie ainsi que les questions touchant au mode de vie citoyen, d'une manière générale.

Ola Gölransson, MDD, a donné un aperçu sur le concours et a précisé que les participants sont appelés à produire et à présenter une proposition de développement pour une ville ne dépendant pas du pétrole, en accordant une attention à la forme urbanistique, aux transports, à l'infrastructure et au mode de vie citoyen. Les gagnants seront annoncés au FUM4, à Nanjing, Chine, en 2008.

Per Hultén, du Royal institute of technology, et Hague ont présenté leurs observations sur les propositions du concours et ont indiqué que chaque proposition sera jugée sur sa réussite dans la manière de décrire la transition de la ville de sa situation actuelle à une situation future meilleure, à un horizon situé entre 2030 et 2050.

Au cours du débat qui a suivi, quelques participants ont suggéré que la compétition devrait inclure les étudiants, les professionnels, les ONG et le secteur privé. D'autres ont proposé que le thème ne devrait pas se limiter à visualiser une ville ne dépendant pas du pétrole, mais ne dépendant pas non plus du gaz naturel. Lilja a apporté son appui à ces suggestions.

LES POLITIQUES URBAINES ET LE DROIT A LA VILLE: VERS LA BONNE GOUVERNANCE ET LA DEMOCRATIE LOCALE: Cette séance de réseautage était organisée par l'UNESCO et ONU-habitat et modérée par Raquel Rolnik, Secrétaire, Secrétariat national brésilien des programmes urbains.

Pierre Sané, directeur général adjoint de l'UNESCO, a parlé des initiatives internationales et nationales des entreprises dans le domaine du développement du concept du droit à la ville, et Wataru Iwamoto, de l'UNESCO, a encouragé la transition de l'approche fondée sur les besoins à une approche fondée sur les droits, dans le domaine de l'urbanisme.



Groupe de discussion sur le lancement d'un concours mondial entre les villes. G-D: Per Hultén, Royal institute of technology, Sweden, Mårten Lilja, Ola Gölransson, et Rolf Lindell, ministère suédois du développement durable

Faisant état de l'augmentation de l'exclusion et de l'aliénation dans les villes, Paul Taylor, ONU-habitat, a défini le "droit à la ville" comme étant le droit pour tous les habitants de la ville de jouir pleinement de la vie citadine avec tous ses services et tous ses avantages. Il a également fait remarquer que ce droit a pris, à la fois, une forme juridiquement contraignante et une forme volontaire.

Rolnik a présenté l'expérience du Brésil dans la mise en application du concept du "droit à la ville" à travers des réformes juridiques et de la gouvernance et des programmes de régularisation des situations foncières.

Gérald Tremblay, maire de Montréal, a présenté la Charte des droits et devoirs de Montréal qui entre en vigueur en janvier 2006, soulignant l'implication du public dans son élaboration et l'importance égale pour tous les citoyens à la fois d'acquiescer les droits et d'assumer les devoirs relatifs à la vie citadine.

Henrique Ortiz, Habitat International Coalition, a présenté le projet de texte de la Charte mondiale du droit à la ville. Zenaida Moya, maire de Belize, a mis en exergue le Programme d'Aberdeen adopté par le Forum des gouvernements locaux du Commonwealth en 2005, qui promeut le concept du droit à la ville, en soulignant qu'il aide à localiser les OMD.

Maria Fides Bagasao, Commission Huairou, a présenté la déclaration des femmes des communautés de base, encourageant la promotion des femmes des communautés de base et la mise de ressources financières à leur disposition pour l'application du programme du droit à la ville.

Fransec Rovira, Centre interreligieux de Barcelone, a parlé de cohésion religieuse dans les villes, soulignant le besoin de politiques affirmatives pour les questions religieuses par les autorités locales et mettant en relief le rôle des conseils interreligieux locaux dans la résolution des conflits.

Ivan Vlachos, Université de l'Etat du Colorado, a parlé des causes profondes des conflits urbains sur les ressources en eau, indiquant qu'il est essentiel de gérer, de valoriser et de partager l'eau de manière appropriée et a appelé à un processus de promotion, de visualisation et de transposition.

Marcello Balbo, Université de Venise, a mis l'accent sur les effets de la dynamique de la migration internationale sur le développement économique et social des villes, indiquant que la migration sera un problème dans les années à venir et appelant à la participation des migrants dans la gouvernance urbaine.



Gérald Tremblay, maire de Montréal, a présenté la Charte des droits et devoirs de Montréal

Dans le débat qui a suivi, les participants ont mis en exergue: les droits et l'intégration des communautés autochtones urbaines; le comblement du fossé entre les droits déclarés et les droits dans la réalité, la mise en application des dispositions de la Charte par les municipalités; la nécessité d'une focalisation politique et d'un soutien plus importants; et le rôle de la société civile dans la mobilisation et la conscientisation du public.

JOURNAL DE LA VIE DANS LES TAUDIS: Coprésidée par Brenda Kelly, productrice exécutive, Television for the Environment, et Susan Nosov, responsable du marketing, National film board of Canada (NFB), cette séance de réseautage a mis en présence des habitants des bidonvilles, des metteurs en scène, des bailleurs de fonds potentiels et des télédiffuseurs pour un débat sur le rôle des médias participatifs dans les changements sociaux. Les exposés présentés au cours de la séance ont englobé la projection de plusieurs courts-métrages documentaires.

Tom Perlmutter, NFB, a appelé les délégués à "se servir de l'art comme d'un marteau." Shelia Patel, Slum Dwellers International, a souligné l'importance de la transformation de le l'image que ce sont d'eux-mêmes les personnes qui vivent dans des établissements non conventionnels. George Ndiritu, Mathare Youth Sport Association Children's Project, Kenya, a parlé de son expérience dans le domaine des médias en progression dans les bidonvilles situés à l'est de la ville de Nairobi. Il a précisé que les vues des habitants des taudis et, en particulier, celle des jeunes, sont rarement représentées et a souligné que "à moins que les lions apprennent à écrire, les chasseurs écriront toujours leurs histoires."

Namrata Bali, Self employed women's association, a présenté Videosaver, une association coopérative de femmes analphabètes et semi-analphabètes qui produit des documentaires en Inde. Elle a élaboré sur la valeur de la réalisation des films dans la création d'un sentiment auto-identitaire et de reconnaissance de soi chez les habitants des établissements humains non conventionnels. Nettie Wild et Fiona Gold du Street Nurse Program, Vancouver, ont parlé de la manière dont un nouveau DVD est en train de préparer des infirmières à interagir de manière respectueuse avec les drogués. Daniel Cross, Homeless Nature, et Peggy Holter, Al Jazeera International, ont attiré l'attention sur l'importance de faire parvenir les voix rarement entendues aux grands médias et ont mis en relief le rôle grandissant des sites web.

Dans le débat qui a suivi, les délégués: ont parlé du soutien et de la documentation de l'historique à travers les films; ont souligné l'importance de montrer les effets de la réalité vue de près des projets multimédia aux bailleurs de fonds; ont appelé à la



Raquel Rolnik, Secrétaire national brésilien des programmes urbains, a présenté l'expérience de son pays dans l'application du concept "droit à la ville"

création d'opportunités de stages de formation; et se sont enquis de la manière dont les documentaires réalisés par les habitants des bidonvilles pourraient être mis à disposition dans des archives de dimension mondiale, peut-être en utilisant l'Internet comme forum et en fournissant potentiellement une source de revenus aux ONG communautaires de base. Wild a appelé à la tenue, dans le futur, de réunions des réalisateurs sur ce thème.

LOGEMENTS ET VIH/SIDA EN AFRIQUE SUB-SAHARIENNE ET DANS LES COLLECTIVITES

ABORIGENES: Après une prière de bienvenue pour guider les participants, le modérateur Barry Pinsky, directeur exécutif, Rooftops Canada, a ouvert cette séance de réseautage en mettant en relief l'objectif de la session consistant à parvenir à une meilleure compréhension de l'impact du VIH/Sida sur l'habitat et vice versa. Il a souligné que dans sa forme, la séance est organisée sur la base de méthodes de formation conçues pour aider les groupes communautaires à réfléchir sur les implications du VIH/Sida et qu'elle permettrait ainsi de "former des formateurs."

Ken Clement, directeur exécutif, Healing our spirit, a commencé son exposé par l'observation d'une minute de silence en mémoire de ceux et celles que le VIH/Sida a fait disparaître. Il a expliqué la manière dont la fragmentation des communautés, le manque de ressources et les priorités de leur utilisation, les taux d'infection alarmant et d'autres problèmes affectent les autochtones du Canada.

Barbara Kohlo, directrice Exécutive, Housing People of Zimbabwe, a déclaré qu'il est difficile pour les coopératives de logement de gérer l'impact du VIH/Sida et a expliqué l'importance de l'amélioration de la prise de conscience, de l'adoption d'une approche globale et de la création de réseaux pour aider les coopératives à faire face aux problèmes ardues tels que l'hérédité et l'incapacité de fournir des soins de santé à domicile aux sans abri atteints de VIH/Sida.

Les participants se sont répartis en petits comités qui ont présenté les rapports sur les effets du VIH/Sida sur leurs organisations et sur les réponses potentielles. Au sujet du traitement des effets émotionnels et financiers, les participants ont recommandé: l'élaboration d'une stratégie pour la satisfaction des besoins de base à tous les niveaux administratifs; la garantie du soutien culturel et spirituel; l'établissement des droits de propriété; la fourniture d'un assortiment de logements; et la sensibilisation du public au sujet du VIH/Sida.

Au sujet du traitement des besoins physiques, les participants ont recommandé la fourniture: d'un habitat stable et sûr; de réseaux alimentaires et sociaux; et d'un dispositif de conseil



João Avamileno, maire de Santo André et Secrétaire exécutif du réseau Mercosur, Brésil

pour les patients et les soignants. Les délégués ont également recommandé l'élaboration de politiques d'habitat intégrant le VIH/Sida et l'établissement de liens avec les organisations dotées d'une expertise appropriée. Ils ont également souligné l'importance du soutien de la famille spirituelle et de la famille étendue et de la réduction de l'isolement, et déclaré que ONU-habitat devrait fournir davantage d'efforts pour reconnaître le lien direct entre les problèmes du VIH/Sida et de logement.

RESEAUX DE VILLES: Locomotives de la durabilité urbaine: João Avamileno, maire de Santo André, et Secrétaire Exécutif, Mercosur Network, Brésil, a décrit la coopération des réseaux avec les responsables locaux dans le domaine du développement économique et social de leurs villes.

Alberto Kleiman, Conseiller spécial à la coopération internationale auprès de la présidence brésilienne, a déclaré que le réseau Mercosur est en train de passer sa focalisation du pôle de l'intégration économique à celui de la coopération politique et sociale, en particulier la coopération transfrontière.

Patricia Durán de Jager, directrice exécutive, Fédération des municipalités de l'Isthme d'Amérique centrale au Guatemala, a décrit la susceptibilité de l'Amérique Latine aux catastrophes naturelles et la nécessité d'une gestion des risques à travers les réseaux de villes. Elle a déclaré que le Centre international des projets de recherche sur le développement aide les villes d'Amérique centrale à intégrer leurs politiques sociales et environnementales à travers la coopération technique.

Gilberto Toro, Président de la Fédération des municipalités colombiennes, a décrit l'assistance technique fournie à travers les séminaires et les ateliers et les projets de renforcement des capacités, en particulier, dans le domaine de la gestion des risques.

Dans le débat qui a suivi, les participants ont demandé des précisions sur la mécanique de la formation des réseaux, en particulier, entre les jeunes et les communautés autochtones, et sur leur rôle éventuel dans la normalisation des politiques et réglementations municipales. Certains ont souhaité avoir des éclaircissements sur le rôle des réseaux et des accords commerciaux dans le développement durable. Durán de Jager a répondu que le réseautage est un outil qui doit être équitable en terme de respect mutuel et que le réseautage et les accords de commerces ne réussiront que s'ils sont mis au service du développement commun.

GOVERNANCE INCLUSIVE EN ZONES URBAINES DE CONFLITS:

Cette séance de réseautage a présenté les conclusions d'une étude menée sur la question de savoir pourquoi certains pays s'effondrent dans la période postérieure au conflit, tandis que d'autres parviennent à résister et à se reconstruire.



Des petits groupes apprenant des méthodes de formation destinées à aider les groupes communautaires à réfléchir aux implications du VIH/Sida



G-D: Daneil E. Esser, Jason Sumich et Jo Beall, London School of Economics and Political Science (LSE)

Jo Beall, London School of economics and political science (LSE), a décrit le cas de Durban, Afrique du sud, indiquant qu'à la sortie des conflits, la plupart des villes passent pas des degrés de difficultés et de contestations, avec des différents niveaux de violence. Elle a précisé que les villes qui ont vécu un conflit passent par les mêmes contraintes: une administration locale faible; des difficultés budgétaires; une surdétermination des capitaux; un taux de chômage élevé; et des politiques factionnelles.

Rappelant les expériences tirées de Freetown, de Sierra Leone et de Kabul, Afghanistan, Daniel Esser, LSE, a souligné que la coopération locale sur les questions de sécurité réussit lorsqu'elle est élaborée sur la base des problèmes à traiter et concentrée sur l'aspect de la sécurité humaine. Esser a indiqué que les villes sont en train d'habiliter les environnements à franchir les frontières ethniques, et d'encourager une collaboration plus importante. Au sujet de la coopération locale en progression dans les villes en période post-conflit, Esser a souligné le besoin d'établir des liens entre les zones urbaines et les zones rurales et de confronter la multiplicité institutionnelle à travers l'interaction et non la concurrence.

Jason Sumich a décrit le cas de Maputo, au Mozambique et a souligné que la transition post-conflit a été réalisée avec un coût social élevé.

Les participants ont présenté leurs observations concernant le point de savoir ce qui marche et ce qui ne marche pas dans le contexte de la coopération multisectorielle dans les villes dans les périodes postérieures aux conflits. Les similitudes et les différences au Luanda, en Angola et à Maputo ont été examinées. Un participant a indiqué qu'à la sortie de la guerre, le Luanda a vécu des conflits sur le régime foncier et le droit d'occupation et de propriété, et la criminalisation de la pauvreté.

Une référence a été faite au travail séminal de Jane Jacobs qui a mis en exergue les conséquences humaines et sociales de la croissance urbaine. Un participant a parlé de la manière dont la "la forme" architecturale affecte le renforcement des institutions et de la démocratie et a mis en exergue l'importance de l'art dans l'établissement de la coopération dans les villes sorties des conflits.

Laura Petrella, ONU-habitat, a annoncé le lancement d'un nouveau programme en coopération avec la Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie-Pacifique, pour l'élaboration d'une approche de la sécurité urbaine applicable en Asie.

ATTEINDRE LES CIBLES 7/11 DES OMD DANS LES PAYS ASIATIQUES: Noli de Castro, vice-présidente, Philippines, a présenté le programme de délocalisation Northrail, mis en place par son gouvernement, en le qualifiant de contribution à la réalisation de la cible 11 des OMD, consacrée à l'amélioration des taudis. Au cours de la réunion, quelques participants des Philippines ont fait part de leur opposition aux méthodes de délocalisation et ont remis au président des Philippines une lettre appelant à l'arrêt de la délocalisation.

Alison Barrett, Office of local partnerships for urban poverty alleviation project, a introduit un projet en cours de réalisation depuis 2001, conjointement avec le PNUD, ONU-habitat et le gouvernement du Bangladesh, impliquant 11 grandes et petites villes. Elle a indiqué que le projet vise à promouvoir les collectivités urbaines pauvres aux échelons local et national, à travers des efforts gouvernementaux et à alléger la pauvreté et à améliorer les conditions de vie.

Noer Soetrisno, ministre indonésien de l'habitat, a parlé du rôle du microcrédit dans le logement des citoyens pauvres, dans son pays. Il a indiqué que les institutions de microfinancement soutiennent la réduction de la pauvreté et le développement économique local qui, à leur tour, mènent à la promotion du développement de l'habitat. Il a également renseigné les participants sur: le Plan National de Développement de l'Habitat au titre de 2005-2009; le renforcement des capacités locales; les politiques de développement de l'habitat; le renforcement du soutien de l'administration municipale en faveur des projets d'amélioration des logements sociaux des pauvres; la promotion d'une allocation du fonds de responsabilité sociale du secteur de l'entreprise aux programmes de logements sociaux, par les entreprises privées et étatiques; et l'encouragement des institutions de microfinancement à fournir des crédits logement et à en faire une partie intégrante de leurs activités.

Michael Lindfield, de la Banque asiatique de développement, a donné aux participants un aperçu sur les projets mis en place par la Banque dans les domaines de la réduction de la pauvreté et du développement de l'habitat dans les zones urbaines asiatiques.



L'environnementaliste de renom, David Suzuki, a fait une apparition à la troisième session du FUM

COMPTE RENDU FINAL DU FUM3

Le compte rendu final de l'IIDD consacré à la troisième session du Forum Urbain Mondial sera disponible en ligne à partir du lundi 26 juin 2006, à <http://www.iisd.ca/ywb/wuf3/>



Bulletin du Forum Urbain Mondial

Compte rendu quotidien de la Troisième Session du Forum Urbain Mondial

Publié par l'Institut International du Développement Durable (IIDD)
en collaboration avec la Fondation Globe et ONU-HABITAT

EN LIGNE A [HTTP://WWW.IISD.CA/YMB/WUF3/](http://www.iisd.ca/YMB/WUF3/)
VOLUME 125, No. 6, LUNDI 26 JUIN 2006



COMPTE RENDU DU TROISIEME FORUM URBAIN MONDIAL: 19-23 JUIN 2006

La troisième session du Forum urbain mondial (FUM3) s'est déroulée à Vancouver, Canada, du lundi 19 au vendredi 23 juin 2006. Tenu une fois tous les deux ans, le Forum examine l'urbanisation rapide et son impact sur les communautés, les villes, les économies et les politiques.

Organisé par le Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat) et le gouvernement canadien, sous le thème "Villes Durables – passer des idées à l'action," le FUM3 a mis en présence 10000 participants venus de plus de 100 pays, représentant gouvernements, agences des Nations Unies, organisations non gouvernementales, urbanistes, autorités locales, secteur privé et milieu universitaire.

Tout le long de la semaine, les participants se sont réunis dans des séances plénières, dans des séances dialogue et dans des séances spéciales et ont pris part à 13 tables rondes et plus de 160 séances de réseautage qui ont exploré divers aspects de l'urbanisme durable.

Le FUM3 a marqué le 30^e anniversaire de la première Conférence des nations unies sur les établissements humains, qui s'est tenue également à Vancouver et qui a mené à la création d'ONU-Habitat. Le rapport du FUM3 sera soumis, pour examen et action appropriée, à la 21^e session du Conseil d'administration d'ONU-Habitat, prévue au printemps 2007.

Le FUM3 a clos ses travaux par un appel au renforcement des partenariats axés sur l'aménagement urbain, ainsi que sur une reconnaissance grandissante de la nécessité de traiter les causes sous-jacentes de l'urbanisation, en vue de réaliser la vision des établissements humains durables pour tous.

BREF HISTORIQUE DES QUESTIONS TOUCHANT AUX ETABLISSEMENTS HUMAINS

Résultant de la première Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat I) qui a eu lieu à Vancouver, au Canada, du 31 mai au 11 juin 1976, la Déclaration de Vancouver sur les établissements humains a officiellement établi le Centre des Nations Unies pour les Etablissements Humains, comme principale agence des Nations Unies, chargée par l'Assemblée Générale de l'ONU de travailler à la promotion de villes durables aux plans social et environnemental, dans l'objectif de fournir un logement convenable pour tous. Selon les projections, dans le courant des cinquante prochaines années, deux-tiers de la population mondiale vivront dans des villes.

Désigné par l'Assemblée Générale de l'ONU comme étant un organe consultatif, le Forum Urbain Mondial (FUM) est un pôle de réflexion ouvert à tous, conçu pour l'encouragement du débat et de la discussion autour des défis de l'urbanisation. Dans sa résolution 56/206 du 21 décembre 2001, l'Assemblée Générale de l'ONU a décidé que le FUM sera un "forum technique non législatif, au sein duquel les experts peuvent procéder à des échanges de vues, les années où le Conseil

d'administration du Programme des Nations Unies pour les établissements humains ne se réunit pas." L'Assemblée Générale a également décidé, dans la même résolution, de transformer le Centre des Nations Unies pour les Etablissements Humains en Programme des Nations Unies pour les établissements humains, ONU-Habitat.

HABITAT II: La deuxième Conférence de Habitat s'est tenue du 3 au 14 juin 1996, à Istanbul, en Turquie. L'ordre du jour de Habitat et la Déclaration d'Istanbul sur les établissements humains, adoptés par 171 gouvernements durant la Conférence, y ont affiché plus de 100 engagements et stratégies visant à traiter des questions de logement et des établissements humains durables, mettant en exergue les thèmes du partenariat et de l'action locale. L'ordre du jour de Habitat établit le double objectif de réaliser un logement convenable pour tous et le développement durable des établissements humains. Au terme d'un long débat, la Conférence a également réaffirmé l'engagement en faveur de la réalisation pleine et progressive du droit à un logement convenable.

ISTANBUL+5: La 25^e Session extraordinaire de l'Assemblée générale de l'ONU, consacrée au réexamen général et à l'évaluation des progrès accomplis dans la mise en application des décisions de Habitat II, s'est déroulée du 6 au 8 juin 2001 au siège des Nations Unies, à New York. A cette session extraordinaire, l'Assemblée Générale a adopté la Déclaration sur les villes et autres établissements humains en ce nouveau millénaire, qui consiste en: une déclaration politique réaffirmant la Déclaration d'Istanbul sur les établissements humains et le programme pour l'habitat; une revue et une évaluation de la mise en application du programme pour l'habitat; et des propositions de nouvelles mesures pour la

DANS CE NUMERO

Bref Historique des Questions Touchant aux Etablissements Humains	1
Compte Rendu du Forum Urbain Mondial	2
Ouverture du Forum	2
Sous-Themes du Forum	3
Tables Rondes	4
Dialogues	7
Seances Speciales	9
Seances de Reseautage	10
Clôture du Forum	14
Réunions a Venir	15

Le Bulletin du Forum Urbain Mondial est une publication de L'Institut International du Développement Durable (IISD) <info@iisd.ca>, éditeur du Bulletin des Négociations de la Terre © <enb@iisd.org>. Ce numéro a été rédigé et édité par Xenya Cherny, Leonie Gordon, Sarah Stewart Johnson, William McPherson, Ph.D., Laurel A. Neme, Ph.D., Sabrina Shaw, Peter Wood et Kunbao Xia. Photographies: Leila Mead. Edition numérique: Bo-Alex Fredvik et Diego Noguera. Rédaction en Chef: Pia M. Kohler, Ph.D. <pia@iisd.org>. Directeur du Service Information de l'IIDD: Langston James "Kimo" Goree VI <kimo@iisd.org>. Le financement de la couverture de cette réunion est fourni par Globe Foundation of Canada. L'IIDD est joignable par courrier au 161 Portage Avenue East, 6e Etage, Winnipeg, Manitoba R3B 0Y4, Canada; tel: +1-204-958-7700; fax: +1-204-958-7710. Les opinions exprimées dans le Bulletin appartiennent à leurs auteurs et ne rendent pas compte forcément des points de vue de l'IIDD. Des extraits du Bulletin peuvent être utilisés dans d'autres publications moyennant citation appropriée. Des versions électroniques du Bulletin sont envoyées à nos listes de distribution de courriel (Formats HTML et PDF) et sont accessibles sur le site Linkages du serveur WWW du Service d'Information de l'IIDD à <http://www.iisd.ca/>. Pour tous renseignements concernant le Bulletin, y compris pour la sollicitation de services de couverture de vos événements, contacter le Directeur du Service d'Information de l'IIDD par courriel à <kimo@iisd.org>, par téléphone au: +1-646-536-7556 ou par voie postale au: 212 East 47th St. #21F, New York, NY 10017, USA.

COMPTE RENDU DU FORUM URBAIN MONDIAL

OUVERTURE DU FORUM

CEREMONIE D'OUVERTURE: Lundi, le Maître des Cérémonies, Eric Falt, directeur de la Division des communications et de l'information publique, Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), a souhaité aux participants la bienvenue à Vancouver, soulignant que le FUM3 marque le trentième anniversaire de la première Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Conférence des Nations Unies sur les établissements humains - Habitat), tenue également à Vancouver en 1976.

Charles Kelly, Commissaire Général, FUM3, a souligné que le FUM3 est un pas vers la réalisation des principes de durabilité et a exprimé l'espoir de voir, à la fin du Forum, les participants repartir avec des idées "aptes à être traduites en action," et permettant de faire évoluer l'aménagement des zones urbaines.

Sam Sullivan, maire de Vancouver, a déclaré que Habitat I a transformé la manière dont les décisions touchant au développement urbain étaient prises à Vancouver, mettant en relief la nécessité d'adopter des "éco-structures" urbaines écologiquement responsables, permettant de réduire l'empreinte écologique des villes.

Gordon Campbell, Premier ministre de la Colombie-Britannique, a mis en exergue le thème du FUM3 consistant à passer des idées à l'action, et a mis en exergue les avancées accomplies dans le domaine de l'urbanisme durable à Vancouver avec l'implication des citoyens.

Inga Klevby, directrice exécutive adjointe du Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat) a livré, de la part du Secrétaire Général de l'ONU, Kofi Annan, un message indiquant qu'au cours des trois dernières décennies, le monde est devenu plus urbanisé, plus congestionné, plus pollué et moins équitable, avec plus de la moitié des populations urbaines du monde en développement, vivant dans des taudis. Mettant en exergue les interconnexions entre opportunités et privations, le Secrétaire général de l'ONU, Annan, a appelé à redoubler d'efforts pour rendre notre planète, plus juste, plus équitable et plus durable pour l'ensemble de ses habitants.

Anna Tibaijuka, directrice exécutive d'ONU-Habitat, a souligné dans sa déclaration d'ouverture, que compte tenu du fait que la population mondiale vit maintenant dans des zones urbaines, l'urbanisme durable va être déterminant pour notre avenir. Saluant les réussites enregistrées par le Programme pour l'habitat, elle a précisé par ailleurs que l'échec rencontré dans la poursuite de la durabilité urbaine est dû à l'absence de soutien politique à la planification urbaine. Elle a mis en relief le rôle central du FUM dans l'engagement de la société civile dans le processus d'ONU-Habitat. Tibaijuka a également demandé une minute de silence en mémoire de Jane Jacobs et de Rafic Hariri, champions du développement communautaire urbain durable.

Mettant en exergue la vision de villes réussies, durables et

sûres, Stephen Harper, premier ministre, gouvernement du Canada, a souligné que l'urbanisation est un phénomène puissant qui est en train de prendre de l'envergure dans le monde en développement. Il a introduit le concept de "urbanisme éclairé," mettant un accent particulier sur: la réalisation d'un équilibre fiscal et juridique; le traitement des lacunes en matière



Stephen Harper, premier ministre du Canada



Le FUM3 s'est ouvert par une cérémonie de bienvenue, suivie par les déclarations des dignitaires et des principales parties prenantes

réalisation des objectifs de la campagne logement convenable pour tous et du développement durable des établissements humains.

FUM1: La première session du Forum urbain mondial s'est tenue du 29 avril au 3 mai 2002, à Nairobi, au Kenya. Le thème général en était l'urbanisation compatible avec la durabilité. Les discussions y ont été axées sur: l'effet du VIH/Sida sur les Etablissements humains; la violence à l'encontre des femmes; les services et l'infrastructure de base, notamment, l'approvisionnement en eau et l'assainissement; et la nécessité de la sécurité foncière.

SMDD: Le plan de mise en œuvre de Johannesburg (PMEJ), adopté au Sommet mondial pour le développement durable, tenu à Johannesburg, en Afrique du Sud, du 26 août au 4 septembre 2002, appelle à la réalisation, d'ici 2020, d'une amélioration importante des conditions de vie d'au moins 100 millions d'êtres humains vivant dans des taudis. Le Plan encourage la prise, à tous les niveaux, de mesures visant: à améliorer l'accès des pauvres des milieux urbains et ruraux à la terre et à la propriété, à un logement convenable et aux services de base; à accroître les emplois décents, les crédits et les revenus; à supprimer les réglementations qui ne sont pas nécessaires et les divers obstacles posés à la microentreprise et au secteur informel; et, à soutenir les programmes d'amélioration des taudis dans le cadre des plans d'aménagement des zones urbaines.

19^e SESSION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION D'ONU-HABITAT: Réuni à Nairobi, au Kenya, du 5 au 9 mai 2003, cette session s'est focalisée sur le développement urbain et les stratégies de logement en faveur des pauvres, et sur la dimension rurale du développement urbain durable. La session a procédé à l'examen des activités d'ONU-Habitat et à l'adoption de son programme de travail et budget au titre de la biennale 2004-2005, de son plan à moyen terme couvrant la période 2006-2009 et de 18 résolutions portant sur des thèmes englobant le rôle et les droits des femmes dans le développement des Etablissements humains et l'amélioration des taudis, l'eau et l'assainissement et la décentralisation et le renforcement des autorités locales.

FUM2: La deuxième session du Forum urbain mondial a eu lieu à Barcelone, en Espagne, du 13 au 17 septembre 2004. Les participants y ont procédé à la discussion des progrès accomplis dans la poursuite de la cible 7 des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD), consacrée à la durabilité environnementale, y compris la cible 10 portant sur l'eau et l'assainissement, et la cible 11 portant sur l'amélioration des taudis. Les participants ont également abordé les questions d'égalité homme-femme, d'agriculture urbaine, de pauvreté, de sécurité, de préparation aux catastrophes et de reconstruction.

d'infrastructure; la garantie de la durabilité environnementale; l'endigement de la criminalité urbaine; la fourniture de logements abordables; l'évitement du terrorisme; et, la promotion de la diversité culturelle.

Signalant que la majeure partie de la croissance démographique des 25 années à venir, se produira dans les villes du monde en développement, Noli de Castro, vice-président, gouvernement des Philippines, a mis l'accent sur les liens entre la pauvreté urbaine et la lutte pour la démocratie et a souligné le rôle du FUM3 dans le traitement des questions touchant à l'amélioration des taudis, au financement des logements, à l'égalité homme-femme et à la réalisation des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD).

Ali Mohamed Shein, vice-président, gouvernement de Tanzanie, a parlé de l'urbanisme durable en Afrique, mettant en relief les progrès accomplis par la Tanzanie dans la poursuite de la cible 11 de l'Objectif 7 des OMD, consacrée à l'amélioration des taudis, à travers la législation régissant l'habitat et le secteur foncier. María Antonia Trujillo, ministre du logement de l'Espagne et Présidente du FUM2, a souhaité voir le FUM3 se concentrer plutôt sur l'identification des solutions que sur la détermination des problèmes posés au développement urbain durable.

PLENIERE D'OUVERTURE: Diane Finley, ministre des Ressources humaines et du développement social, gouvernement

du Canada, et coprésidente du FUM3, a invité les délégués à procéder à une évaluation des avancées réalisées et à répondre aux défis posés par les villes. Elle a déclaré qu'alors que les villes jouent un rôle pivot dans le développement économique, la préservation d'un environnement rural sain est également importante pour un bien-être économique et social équilibré.

Adoption de l'ordre du jour et de l'organisation des travaux: La coprésidente du FUM3, Finley, a introduit et les délégués ont adopté, l'ordre du jour provisoire proposé par le Directeur Exécutif d'ONU-Habitat (HSP/WUF/3/1) et de l'organisation des travaux

du FUM3 (HSP/WUF/3/INF/1 et 2) sans amendement. Ils ont également approuvé l'établissement d'un groupe consultatif du FUM3 (HSP/WUF/3/INF/6) qui aidera la directrice exécutive d'ONU-Habitat dans l'organisation et la conduite du Forum. Le Groupe consultatif composé de dix membres est coprésidé par Finley et John Pombe Magufuli, ministre de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, gouvernement de Tanzanie.

Alphonso Jackson, Secrétaire au Logement et au développement urbain, gouvernement des Etats-Unis, a souligné que la propriété du foyer est essentielle pour l'accumulation des richesses, l'indépendance financière, la stabilité et les avantages sociaux. Il a mis en exergue l'objectif consistant à établir une société propriétaire aux Etats-Unis, ciblant de manière particulière les minorités et les pauvres.

Kumari Selja, ministre d'Etat chargée de l'emploi urbain et de l'allègement de la pauvreté, gouvernement de l'Inde, a mis en relief le consensus mondial réalisé, ces 30 dernières années, autour de la nécessité de baser les initiatives mondiales sur des solutions locales, en matière de gestion des établissements humains, et l'émergence du secteur privé en tant que partenaire de ce programme.

Naokazu Takemoto, sous-ministre des finances, gouvernement du Japon, a parlé de l'importance de l'engagement de la société civile, d'une gouvernance forte et de la stabilité sociale et a rappelé l'engagement que les dirigeants mondiaux ont pris au Sommet sur les suites données à la Déclaration du millénaire, en

septembre 2005, en faveur de la croissance durable et la réduction de la pauvreté.

Smangaliso Mkhathswa, co-président de Cités et gouvernements locaux unis (CGLU), s'est adressé au FUM3, au nom de la présidence de la CGLU, et a mis en relief le parachèvement des lignes directrices de CGLU concernant la décentralisation qui soulignent l'implication des communautés dans le traitement des défis posés par l'urbanisation.

Enrique Ortiz, secrétaire général, Coalition internationale pour l'habitat, a déploré que l'absence d'engagement politique et de politiques de marché aient déstabilisé la réalisation des principes du programme de l'habitat, dans le passé, et a encouragé l'adoption d'une nouvelle approche pour le traitement des défis urbains mondiaux à travers des partenariats publics-privés participatifs et productifs.

SOUS-THEMES DU FORUM

Au cours des séances plénières tenues de mardi à jeudi, le FUM3 a abordé les trois sous-thèmes suivants: Inclusion et cohésion sociales, Partenariats et finances et Croissance urbaine et environnement.

INCLUSION ET COHESION SOCIALES: Mardi, Jackson a plaidé en faveur de la propriété d'un domicile pour la force et la sécurité des villes, affirmant qu'elle est cruciale pour la sécurité financière, l'engagement social et une éducation plus avancée. Il a déclaré qu'inversement, l'absence de domicile a un effet dévastateur sur les zones urbaines. Jackson a offert de partager l'expérience des Etats-Unis dans les domaines touchant au rôle du gouvernement, à la primauté de la loi, au droit foncier et à l'éradication de la corruption, et de travailler en partenariat avec d'autres pays sur les questions d'accès à la propriété de logement.

Jockin Arputham, président, Fédération nationale des habitants des taudis, Inde, a donné un aperçu sur les actions entreprises par les habitants des taudis pour l'amélioration de leur situation, a appelé à l'arrêt des expulsions forcées et a plaidé en faveur d'un développement communautaire et d'une coopération authentique entre le monde industrialisé et les habitants des taudis.

Lindiwe Sisulu, ministre du logement, Afrique du sud, a souligné que: de nombreux pauvres sont exclus des services dont ils ont besoin; la pauvreté touche 80 pour cent de la population urbaine dans le monde en développement; les citadins pauvres sont marginalisés par le chômage et l'analphabétisme; et l'urbanisation des pauvres est en train de s'accélérer à un rythme que la plupart des gouvernements ne peuvent pas gérer.

Au cours du débat qui a suivi, Jackson s'est dit d'avis avec Arputham que les gouvernements doivent répondre rapidement aux initiatives communautaires de base et Sisulu a ajouté que ces initiatives devraient compléter celles nationales. Sisulu a accueilli favorablement la mise en place de plans d'épargne pour les habitants des taudis et a indiqué que bien que n'étant pas le seul acteur responsable de la fourniture de logements, le gouvernement joue un rôle dans la garantie de la sécurité de la propriété.

PARTENARIATS ET FINANCES: Mercredi, la modératrice Katherine Sierra, vice-présidente, Banque mondiale, a donné un aperçu des principaux biens publics nécessitant des politiques urbaines fondées sur la durabilité. Elle a déclaré que pour être efficaces, les stratégies de développement urbain, dans les pays en développement, devront tenir compte des forces économiques, de l'inclusion sociale et de la durabilité environnementale. Sierra a appelé à un dialogue franc et ouvert sur l'impact des villes



Diane Finley, ministre des ressources humaines et du développement social du Canada et coprésidente du FUM3



Alphonso Jackson, secrétaire au logement et au développement urbain, Etats-Unis



Katherine Sierra, vice-présidente, Banque mondiale

en tant que locomotives de la croissance dans les pays en développement et à une accentuation du rôle positif de l'urbanisation. Elle a souligné le rôle important des partenariats et la nécessité de financements novateurs et en temps opportun.

Mohammad Yousaf Pashtun, ministre du développement urbain, gouvernement de l'Afghanistan, a parlé des défis posés au développement urbain durable et des efforts fournis pour la reconstruction de l'infrastructure urbaine, après 25 années de guerre, dans son pays. Il a souligné

que les villes ont un rôle central à jouer dans la transition de l'Afghanistan de la situation d'urgence post-conflit, à la stabilité, et a appelé à la réalisation d'une paix et d'un développement durables dans son pays, à travers des partenariats avec la communauté internationale.

Pat Jacobsen, directrice générale, TransLink, Canada, a donné aux participants au FUM3 un aperçu des mécanismes de financement mis en place pour le développement de l'infrastructure de transport à Vancouver. Ceux-ci comprennent des partenariats avec le gouvernement fédéral, les recettes provenant des usagers, et une combinaison de financements privé et public. Elle a mis en relief l'importance de faire participer les intéressés aux processus de planification du développement de l'infrastructure.

Robert Williams, maire adjoint de Georgetown, Guyane, a déclaré que les villes ne peuvent être vivantes que s'il y a engagement à tous les niveaux et que les partenariats ne sont pas une option mais une exigence pour le développement des villes. Il a insisté sur la nécessité de ne pas compter sur les sources de financement traditionnelles pour parvenir à couvrir les coûts grandissants de la gestion urbaine et a appelé à des négociations directes entre les institutions financières internationales et les municipalités pour que les prêts et les subventions destinés au développement urbain soient approuvés plus rapidement.

CROISSANCE URBAINE ET ENVIRONNEMENT:

Tenue jeudi, cette séance plénière était présidée par Chris Leach, président, Institut canadien des urbanistes. Dans sa déclaration liminaire, il a parlé des méthodes de planification et de gestion en tant que facteurs importants du développement urbain durable au Canada et, notamment, de la nécessité de réseaux des parties prenantes pour veiller à la réalisation des objectifs dans les domaines de l'assainissement, du transport, de la croissance «intelligente», de l'eau et de l'environnement.

Eveline Herfkens, coordonnatrice exécutive, Campagne Objectifs du millénaire, Nations Unies, a rappelé la formule de l'ancien Directeur Exécutif du PNUE, Klaus Toepfer, qui disait que la pauvreté est le plus grand pollueur et a déclaré qu'il est essentiel de s'attaquer aux racines de la pauvreté en travaillant à la réalisation du développement durable. Mettant l'accent sur la nécessité d'une croissance durable, participative et favorable aux pauvres, elle a indiqué que les OMD représentent un ensemble d'objectifs mondiaux appelés à être mis en application à l'échelon local et que l'erreur de la communauté des donateurs, dans le passé, était de considérer les pauvres comme uniquement des clients et non comme partenaires du développement. Herfkens a appelé à la tenue des promesses faites au plus haut niveau politique.

Enrique Peñalosa, ancien maire de la ville de Bogotá, Colombie, a parlé de la croissance démographique rapide qui caractérise les zones urbaines dans les pays en développement et a indiqué que pour réaliser la durabilité, les pays en

développement doivent trouver un modèle de croissance différent. Se référant à l'expérience de la ville de Bogotá où la circulation automobile a été réduite et où parcours verts, pistes cyclables et couloirs d'autobus ont été aménagés, il a soutenu que par-delà les avantages environnementaux, ces éléments ont donné lieu à de grandes améliorations en matière de justice sociale. Peñalosa a déclaré que les ressources sont souvent disponibles, mais que la volonté politique est encore requise pour la mise en application de politiques axées sur la durabilité.

Les participants ont fait part de leurs observations indiquant que les villes se trouvent directement confrontées à de gros problèmes sanitaires et nutritionnels, faisant état des difficultés des villes des pays en développement à faire face aux problèmes de la violence, de l'assainissement inadéquat et du chômage. Déplorant le fait que l'engagement fort pris à Habitat-I n'ait pas été reconnu au FUM3, un participant a appelé avec passion à la mise en application de la vision de l'historienne Barbara Ward qui voulait que l'on s'assure que personne au monde ne soit privé d'eau potable.

TABLES RONDES

Lundi et mercredi, des discussions de tables rondes ont été organisées pour permettre aux parties prenantes de procéder à des échanges de vue sur l'ordre du jour du FUM3 et, d'une manière plus générale, sur le développement des établissements humains.

TABLE RONDE DES MINISTRES: Tenue lundi sous le thème "Vancouver + 30: Le rôle changeant des Villes et développement durable mondial," cette table ronde a vu la participation de ministres de plus de 50 pays et s'est concentrée sur trois sous-thèmes: le rôle des gouvernements dans les villes durables, les possibilités de partenariats et, l'importance des liens devant être établis entre les programmes d'action internationaux des gouvernements nationaux et le niveau local.

Rôle des gouvernements dans les villes durables: Les ministres ont souligné les mesures prises pour faire face aux défis posés à la durabilité des zones urbaines dans leurs pays respectifs, plusieurs d'entre eux faisant part de leur soutien à la décentralisation, à l'engagement de la société civile et à la mise en place d'un système commun permettant de mesurer la durabilité, la pauvreté et l'urbanisation. Tout le monde était d'avis que le gouvernement a un rôle très important à jouer dans la fourniture d'orientations et de directives, de financements et de créations des capacités, aux autorités locales, dans leurs efforts en faveur de la durabilité, et dans la garantie du droit à un logement social.

Partenariat entre les gouvernements nationaux et d'autres juridictions, en soutien des villes durables: Les ministres de plusieurs pays ont donné un aperçu sur leurs expériences en matière de traitement de la relation entre gouvernements national et local dans la poursuite de l'urbanisme durable. Il a été admis, d'une manière générale, que l'urbanisme durable requiert une approche pluridisciplinaire, en particulier pour ce qui est de la dimension sanitaire et de la dimension éducationnelle.

Etablissement de liens entre les programmes d'action international des gouvernements nationaux au niveau local: Ce thème a donné lieu à une large gamme d'observations et



Tribune de la table ronde des ministres. G-D: Le coprésident Ted Menzies, secrétaire parlementaire auprès du ministre de la coopération internationale, Canada, la modératrice Huguette Labelle, Présidente, Transparency International et chancelière de l'université d'Ottawa, Anna Tibaijuka, directrice exécutive, UN-Habitat; et, le coprésident Magufuli

commentaires, notamment sur les avantages de la décentralisation administrative pour la réalisation des OMD et sur la question du logement qui est la question la plus importante posée aux pays émergeant de conflits. Il a été reconnu que les pays se trouvent confrontés à des défis différents mais aussi à des défis communs, et que les solutions devraient être partagées.

TABLE RONDES DES PARLEMENTAIRES: Organisée sous le thème “Vancouver +30 – Orientations nouvelles des lois concernant les établissements humains”, cette table ronde tenue lundi a donné aux parlementaires l’occasion d’examiner les initiatives législatives entreprises en faveur des établissements humains, du développement urbain et des logements abordables. Les travaux de la table ronde ont été menés en deux volets: une rétrospective des 20 dernières années dans le domaine des mesures législatives concernant l’habitat et l’examen des priorités émergentes et des politiques futures nécessaires au soutien de l’urbanisme durable.

Plusieurs parlementaires ont attiré l’attention sur les résultats d’une étude menée sur les politiques urbaines en Europe, mettant en relief les différences entre les pays dans les domaines: de l’utilisation des divers outils, notamment, les centres d’expertise en matière de développement régional; de la consolidation de l’autogestion municipale; de la gestion des déchets; et; de l’évaluation environnementale. Les délégués ont mis l’accent sur la planification familiale, sur les critères permettant de mesurer la réussite des politiques urbaines et sur le fait que les taudis et les bidonvilles sont le nid de l’extrémisme.

Se plaçant dans une perspective à venir, des participants ont encouragé l’octroi d’une place prioritaire à la lutte contre la pauvreté dans les zones urbaines, à l’ordre du jour politique et la réorientation de l’aide extérieure vers les taudis. Des délégués ont proposé la création d’un fonds pour le soutien de l’habitat et du développement urbain dans les pays africains.

TABLE RONDE DU SECTEUR PRIVE: Tenue lundi, cette table ronde s’est penchée sur la manière dont le secteur privé peut contribuer à la durabilité des zones urbaines. Les suggestions avancées ont englobé: la mise à disposition de l’expertise en matière de gestion et de contrôle des coûts; la construction de logements sociaux; et le travail avec le secteur gouvernemental à la création de mécanismes de marchés encourageant l’investissement dans les logements sociaux.

Le débat a porté également sur: les rapports de l’investissement; la fourniture d’un terrain neutre pour les partenariats; le création d’un environnement favorable; la nécessité de reconnaître les différences culturelles; l’efficacité des partenariats entre les secteurs public et privé dans la construction de logements pour les franges à faibles revenus; et les cadres juridique et règlementaire. Au sujet des stratégies visant à susciter le soutien de la communauté internationale, la nécessité de processus d’appel d’offre transparents a été soulignée.

TABLE RONDE DES FEMMES: Tenue lundi, cette table ronde était consacrée au thème “Renforcement de l’autonomie pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement:



Tribune de la table ronde des ONG. G-D: Ana Sugranyes, Habitat International Coalition; Les coprésidents Evaniza Rodrigues, Latin American Secretariat for Popular Housing et Michael Shapcott, Institut Wellesley

les femmes relèvent le défi.” Plusieurs participants ont fait remarquer que de nombreux groupes de femmes travaillent à la concrétisation des OMD, sans le savoir. Ils ont également procédé à des échanges d’informations et de points de vue sur des initiatives mises en place, allant de l’établissement d’un dialogue avec les autorités locales au lancement de campagnes nationales de lutte contre la pauvreté, et ont mis en exergue la bonne éducation et les bons soins prodigués par les parents, comme étant un outil important contre la criminalité et la violence. Un participant a appelé à un engagement significatif des femmes autochtones dans l’élaboration et l’application des politiques.

Les délégués ont partagé leurs expériences face aux défis de la migration et de la sécurité alimentaire, et dans le domaine de l’édification d’entreprises communautaires qui soutiennent les moyens de subsistance locaux et l’amélioration de la santé communautaire. Ils ont encouragé la détermination de la valeur des contributions non rémunérées apportées par les femmes dans les communautés pauvres.

TABLE RONDE DES ONG: Tenue lundi, cette table ronde intitulée “Les acquis et les batailles: 30 ans après Habitat I à Vancouver,” s’est focalisée sur la production de recommandations à l’intention d’ONU-Habitat sur de nombreux thèmes. Au sujet des expulsions forcées, les participants ont souligné l’importance du travail des ONG dans le soutien des initiatives communautaires, pour le renforcement du suivi et de l’amélioration de la sécurité foncière, de la solidarité et de l’action locale.

Au sujet de la privatisation, les participants ont fait remarquer que les forces du marché font actuellement partie du problème et non de la solution. Il a été également souligné que les discussions du FUM doivent encore traiter de manière adéquate la question de la protection des droits des personnes déplacées et que la société civile devrait exiger la bonne gouvernance à cet égard.

Au sujet de l’implication des communautés locales dans tous les aspects de la reconstruction post-catastrophes, les participants ont encouragé l’imputabilité gouvernementale dans le financement des secours d’urgence. Un participant a déploré que le gouvernement ait perdu le contrôle du secteur du logement au profit des promoteurs et des cartels fonciers privés et a plaidé pour l’adoption d’une approche fondée sur le respect des droits de l’homme et de tenir les gouvernements comme redevables de compte, à travers les réseaux de la société civile.

TABLE RONDE DES CHERCHEURS: Tenue lundi sous le thème “Planifier et gérer les villes durables: de la recherche à la pratique,” cette table ronde a cherché à dégager les liens entre la recherche et l’action, à travers la présentation d’études de cas types portant sur des villes écologiquement durables. Les participants ont présenté des exposés sur: le transport public; la bonne gouvernance des villes en tant que résultat de la recherche; les initiatives de l’UE dans le domaine de la recherche et leur impact sur les politiques urbaines. Les participants ont recommandé: une sensibilisation et une mobilisation communautaires en faveur de la réalisation de communautés durables; une recherche adaptée et tournée vers l’action; l’élévation graduelle de la recherche au niveau mondial; et l’élimination des contraintes financières qui faussent la recherche.



Des participants à la table ronde des femmes



Tribune de la table ronde sur les outils fonciers sexo-spécifiques

CONCEPTION D'OUTILS FONCIERS TENANT COMPTE DE LA SPECIFICITE DES SEXES: Au cours de cette table ronde tenue mercredi, les participants ont souligné que la sécurité foncière pour les femmes n'est pas une question de faisabilité budgétaire, mais d'accès et que les obstacles posés dans ce domaine sont à la fois d'ordre juridique et d'ordre culturel. Il a été souligné que le principal objectif de la conception d'outils fonciers sexo-spécifiques consiste à concrétiser les OMD concernant la promotion de la femme et la réfection des taudis.

Les participants ont appelé: à une action globale pour le traitement de l'insécurité foncière, à des politiques tenant compte des expériences et des réalités des femmes et à l'accroissement du nombre des professionnels femmes dans le domaine des outils tenant compte de la spécificité des sexes. Ils ont fait part de leur appui aux activités d'ONU-Habitat à cet égard.

Les participants ont accueilli avec satisfaction le lancement du Réseau mondial des outils fonciers, indiquant qu'il vise à identifier les outils appropriés, à s'assurer qu'ils tiennent compte des spécificités des sexes, à reproduire les réussites enregistrées et à réduire les écarts actuels. Plusieurs conférenciers ont présenté des cas de discrimination à l'encontre des femmes, associés aux droits fonciers, et ont proposé de procéder, au FUM4, à l'examen des progrès accomplis dans le domaine de la conception d'outils fonciers sexo-spécifiques.

Les participants ont débattu de la question des outils fonciers fondés sur la foi, soulignant que la culture et la foi constituent à la fois des entraves et des opportunités. Des options ont été identifiées concernant le changement sociétal en réponse au conflit et à la pandémie du VIH/Sida. Un participant a appelé à la mise en place d'un "programme pour le droit des femmes aux ressources," englobant redistribution des terres et placement des ressources sous le contrôle juridique des femmes.

TABLE RONDE DE LA JEUNESSE: Cette table ronde énergique, tenue mercredi, s'est déroulée sur la base de la dynamique engendrée au Forum mondial de la jeunesse qui a précédé le FUM3 et a mis en exergue les potentialités dont disposent les jeunes pour contribuer à la résolution des problèmes urgents posés à la planète. Les participants ont identifié une gamme de barrières entravant le leadership des jeunes et des manières de les dépasser, notamment à travers: les partenariats Nord-Sud; l'art, la culture et les sports; l'éducation et la formation; et les médias.

Mettant en relief les dures réalités auxquelles font face les jeunes dans les pays en développement aux plans de l'éducation, de la santé et de l'emploi, et leur exposition à la drogue, au VIH/Sida, à la violence, aux expulsions et au travail des enfants, plusieurs participants issus de pays en développement ont appelé à la création de davantage d'opportunités d'échange d'expériences et ont encouragé les jeunes des pays du Nord à soutenir l'espoir et le changement dans les pays du Sud. Un orateur a déclaré que le message devrait être simple dans sa formulation si l'on veut qu'il suscite la volonté politique requise pour pousser de l'avant un programme d'action positif pour les jeunes.

TABLE RONDE DES UNIVERSITES: Cette table ronde tenue mercredi s'est concentrée sur les principes directeurs devant encadrer les initiatives de partenariats et de diffusion des données. Les participants ont été invités à débattre de la manière dont les universités peuvent assimiler et disséminer les leçons apprises. Les participants ont souligné l'importance: d'établir des liens entre les centres d'apprentissage et de se concentrer sur la recherche appliquée sur le terrain; et de mettre le pouvoir des universités et des étudiants au service du travail en faveur du développement.

Les participants ont identifié les défis associés aux partenariats qui rassemblent des intérêts divergents et qui améliorent notre compréhension de la dynamique des marchés fonciers. Un accent particulier a été placé sur la nécessité de percevoir les universités comme étant des acteurs du monde réel qui devraient être redevables de compte des mêmes principes de durabilité qu'elles promeuvent. Les participants ont également évoqué la nécessité: d'établir des alliances entre les universités et les professionnels; de soutenir les efforts fournis par les communautés; de recourir à une approche interdisciplinaire pour éviter le cloisonnement; et, de récuser le programme de développement fondé sur le *status quo* établi par le Nord et d'élaborer des indicateurs de progrès. Plusieurs participants ont encouragé le recours à l'Internet pour faire avancer les efforts collaboratifs, y compris les Services d'échange mondiaux sur la durabilité urbaine.

TABLE RONDE SUR L'ENVIRONNEMENT: Cette table ronde tenue mercredi visait à cerner les problèmes communs et à dégager des idées de projets de partenariats, à travers des travaux en sous-groupes. Le sous-groupe sur la Jeunesse et l'éducation a identifié le manque de financement, de personnel et de temps comme étant les principaux problèmes rencontrés et a suggéré la création d'opportunités et d'espaces pour que les jeunes puissent collaborer par delà les frontières. Le sous-groupe sur le Renforcement des capacités communautaires a également identifié le manque de ressources humaines et financières comme étant un obstacle de taille et a suggéré que la solution passe par la mobilisation de l'ensemble des secteurs de la communauté pour l'élaboration et la mise en œuvre de projets communautaires viables, de dimension mondiale mais avec des répercussions locales.

Le sous-groupe sur l'alimentation a identifié des obstacles englobant les tarifs douaniers et les barrières commerciales et a proposé la mise en place d'un projet à court terme sur la sécurité alimentaire. Le sous-groupe sur la sécurité environnementale a identifié les problèmes associés au manque: de volonté politique, de capacité, d'information et d'expérience, de recours au savoir traditionnel, de politiques appropriées, de lois et de réglementations, de suivi, de connaissances et de techniques appropriées. Les solutions possibles identifiées comprennent: les partenariats, l'élaboration d'une vision commune, la communication et le partage des ressources. Le sous-groupe sur les Ressources et l'énergie a suggéré le développement des sources d'énergie renouvelable, le renforcement des capacités, la création de partenariats, la promotion de l'équité sociale; l'engagement des populations locales ainsi que des acteurs internationaux et du milieu universitaire.

TABLE RONDE SUR LES AUTOCHTONES ET LES MEDIAS: Tenue mercredi 21 juin, Journée nationale des autochtones du Canada, cette table ronde a été décrite comme étant un forum d'échange sur les meilleures pratiques et d'établissement de partenariats entre les médias et les autochtones. Plusieurs études de cas et courts-métrages ont été présentés, suivis d'un dialogue animé. Les débats se sont focalisés sur la participation des autochtones dans les travaux du FUM3, plusieurs participants critiquant la non inclusion des jeunes et des autochtones. Plusieurs participants ont fait remarquer que le FUM3 a raté l'occasion de fournir une formation sur les principales questions abordées, telles que celle de la garantie d'un logement adéquat, et a négligé les droits des communautés nomades.



Des participants à la table ronde sur la spiritualité

Les participants ont également parlé de projets médiatiques autochtones, ont déploré l'absence des autochtones dans les médias de masse et le portrait inexact que ces médias donnent d'eux et ont encouragé les autochtones à prendre en main le combat pour leur représentation.

TABLE RONDE SUR LA SPIRITUALITE: Cette table ronde s'est tenue mercredi sous le thème «Comblent le fossé: Spiritualité et durabilité en contexte urbain.» Un participant a fait remarquer que la vision qui oriente le FUM3 prend sa source au-delà de la rationalité technique et des programmes politiques. Un autre participant a suggéré que la résolution des problèmes urbains implique non seulement des ressources financières mais également un changement de notre mode de vie.

Les participants se sont penchés sur les manières dont les initiatives fondées sur la foi peuvent favoriser la durabilité, l'inclusion et la cohésion sociales, sur la nécessité de la paix dans le monde pour créer la durabilité et sur le rôle des espaces urbains dans l'accueil des festivals spirituels. Les délégués ont décrit la vision d'un bien-être urbain éclairé par une compréhension spirituelle de la communauté humaine et ont fait observer que les besoins spirituels sont aussi légitimes que les besoins matériels. Il a été souligné que les leaders civiques devraient systématiquement prendre en considération la manière dont la signification, la finalité et la connexité qui guident la croissance spirituelle sont satisfaites au sein de la communauté.

TABLE RONDE DES MAIRES: Cette table ronde s'est tenue mercredi sous le thème «Les administrations locales à un carrefour: Se rapprocher des objectifs du Millénaire pour le développement grâce à l'innovation et à l'action locale.» Les conférenciers y ont mis en relief les améliorations apportées dans les domaines des droits de l'homme et de l'autonomie locale des villes mais ont déploré la crise financière qui empêche les villes de concrétiser les OMD.

Le session a commencé par un sondage dans les rangs des maires sur les réalisations accomplies dans la poursuite des ODM. Tout en admettant l'existence, dans l'ensemble, d'une sensibilisation insuffisante du public aux OMD, 75 pour cent des 130 maires présents ont déclaré que les OMD sont des priorités dans leurs villes et seulement 50 pour cent d'entre eux ont déclaré avoir participé à un dialogue avec les gouvernements nationaux sur ce sujet. Les commentateurs ont suggéré que les maires doivent communiquer leurs plans de manière plus efficace aux citoyens et aux gouvernements nationaux. Des chercheurs ont présenté des données montrant que la prise de conscience des citoyens engendre un soutien plus important en faveur des OMD.

Dans le débat qui a suivi, les maires de vingt villes ont présenté des exemples de programmes axés sur la réalisation des OMD et, en particulier, de ses cibles consacrées à la réfection des taudis et à l'amélioration de l'approvisionnement en eau et d'autres services. Les délégués ont appelé à la mobilisation des réseaux d'intervenants et de donateurs tels que la Banque mondiale, pour obtenir le financement nécessaire pour la mise en oeuvre des OMD. Il a été proposé que les maires présentent des rapports sur leurs accomplissements au FUM4 en 2008.

DIALOGUES

Six séances de dialogue ont eu lieu durant le FUM3, du mardi à jeudi, et ont porté sur les thèmes suivants: Atteinte des objectifs du Millénaire pour le développement: Amélioration des taudis et logements abordables; Mobilisation du public: une approche inclusive; Sécurité urbaine: accepter la responsabilité; Finances municipales: Innovation et collaboration; La forme des villes: Urbanisme et gestion; et, Energie: Action locale, répercussions mondiales.

ATTEINDRE LES OMD: Amélioration des taudis et logements abordables: Mardi, des conférenciers d'Afrique du Sud, du Pakistan et du Pérou et des représentants des Nations Unies et de la Banque mondiale ont parlé des défis posés et des opportunités offertes quant à la concrétisation de la cible 11 des OMD, consacrée à l'amélioration des taudis.

Au sujet de la sécurité du droit foncier, un conférencier a souligné l'échelle accrue des cas d'appropriation de terrains, d'expulsions forcées, de privation de domicile et de spéculation foncière et a affirmé que cette dépossession déstabilise les OMD. Il a appelé à un engagement de la part des gouvernements, en faveur de l'arrêt des expulsions forcées. Plusieurs délégués ont attiré l'attention sur la nécessité de traiter les situations des sans domicile suite aux expulsions et ont fait remarquer qu'en attendant que des solutions permanentes soient trouvées, les personnes expulsées continueront à reconstruire des taudis ailleurs. Ils ont également mis en relief l'autogestion à l'intérieur des bidonvilles, l'amélioration des droits des femmes dans les domaines de l'accès à la terre, à la propriété, à l'héritage, au logement et à la protection contre la violence domestique et autres formes de violence.

Au sujet du financement de la réfection des taudis, un conférencier a déclaré que les emprunts extérieurs sont une piètre option pour le financement abordable et viable, non seulement en raison des conditions qui les accompagnent, mais également à cause du fait que les frais généraux qui y sont associés risquent de donner lieu à des augmentations importantes du coût des matériels. Les commentateurs ont également suggéré que les gouvernements locaux pourraient traiter le problème de la pauvreté urbaine de manière plus efficace, s'ils disposaient de responsabilités et de pouvoirs plus importants; mis en exergue les partenariats entre les gouvernements locaux et les communautés locales; et, souligné le rôle de la communauté des donateurs internationaux, la nécessité de subventions ciblées de la part du gouvernement national et de la promotion des gouvernements locaux.

Les participants se sont penchés sur la question de l'implication des citoyens pauvres dans la réfection des taudis et sur le rôle du secteur privé dans l'amélioration des bidonvilles, avec une concentration particulière sur la microfinance. Ils ont appelé à des voies et moyens plus forts pour s'assurer que les droits de l'homme et le droit au logement soient intégrés dans les législations nationales.

MOBILISATION DU PUBLIC: L'approche inclusive: Mardi, des conférenciers issus des universités, du secteur gouvernemental et de la société civile, ont parlé des voies et moyens d'encourager l'inclusion et la cohésion dans la promotion des villes durables.

Les commentateurs ont mis en exergue: la nécessité de la tolérance, du respect de la diversité culturelle et de l'instauration d'environnements équitables et favorable à l'inclusion; la promotion des communautés locales à travers les partenariats; et le rôle des gouvernements locaux dans la fourniture des services. Un orateur a encouragé l'efficacité de l'aide publique au développement et a souligné qu'une participation accrue mène à des résultats effectifs.

Les participants ont abordé en outre: l'interaction entre le gouvernement et les ONG; le rôle de chef de file et l'engagement du gouvernement; et la conciliation entre les régimes traditionnel et moderne de propriété foncière. Certains ont remis en question l'inévitabilité de l'urbanisation et ont appelé à la mise en place

de politiques renforçant la viabilité des conditions de vie en milieu rural. Ils ont également parlé du rôle des associations professionnelles, telles que celles des urbanistes et des architectes et du rôle des médias à veiller à l'imputabilité des responsables élus. Les délégués ont appelé à davantage de transparence dans les politiques et les décisions, à une meilleure reconnaissance des besoins des handicapés et à l'inclusion des jeunes et des femmes.

SECURITE URBAINE: Accepter la responsabilité:

Tenue mercredi, cette séance de dialogue s'est concentrée



Conférenciers et des participants à la séance de dialogue sur la sécurité urbaine

sur la planification en prévision des catastrophes et de la réduction des risques et sur la prévention de la criminalité et de la violence.

Les commentateurs ont englobé des universitaires, des représentants gouvernementaux d'Afghanistan, du Japon,

de Papouasie nouvelle Guinée, d'Afrique du sud et d'agences internationales.

Les conférenciers ont parlé: du double défi auquel fait face l'Afghanistan du fait de l'agitation civile et des catastrophes naturelles en Afghanistan; des enseignements tirés suite au séisme de Kobe au Japon, faisant état en particulier de l'Accord-cadre de Kobe sur la prévention des catastrophes et la réduction des risques; et de la nécessité de solutions ciblées. Un orateur a affirmé que l'implication des communautés dans la planification en prévision des catastrophes et de la réduction des risques fait naître en leur sein un sens de responsabilité.

Au sujet de la violence à l'encontre des femmes, les conférenciers ont souligné la susceptibilité des filles aux abus sexuels en Afrique, la réussite de l'établissement de postes de polices féminins au Nicaragua et l'importance d'avoir des initiatives vigoureuses lancées par les maires.

Les participants ont également abordé: le rôle des réseaux d'information communautaires féminins dans les situations de crise; la nécessité d'un dialogue plus important avec les organisations fondées sur la foi; et les problèmes sociaux qui suivent les catastrophes, tels que l'exploitation des enfants. Un délégué a souligné que les risques ne se transforment en catastrophes que lorsque des vulnérabilités existent, faisant remarquer que "ce ne sont pas les séismes qui tuent, mais les constructions mal conçues."

Les participants ont parlé aussi de la montée du phénomène des clans au sein des communautés autochtones et de la dynamique de la sécurité après le 9 septembre. Les délégués ont appelé à un accès autorisé pour les habitants des taudis, à la minimisation des déplacements de personnes suite aux conflits armés et à la traduction des obligations internationales en politiques locales. Les avantages d'une approche plus intégrée entre la gestion des risques et les programmes de prévention du crime ont également été examinés.

FINANCES MUNICIPALES: Innovation et Collaboration:

Ce dialogue a eu lieu mercredi et a traité des contraintes et des innovations dans les finances municipales. Il a englobé des exposés présentés par des agences internationales, par des gouvernements locaux du Brésil, du Cameroun, de Chine et de Belize, par le secteur privé et des groupes communautaires.

Au sujet des finances municipales, les conférenciers: ont parlé de l'amélioration des ressources, à travers le renforcement de la capacité d'endettement et de la solvabilité; ont décrit l'utilisation des bourses des valeurs pour lever les fonds nécessaires à l'amélioration de l'infrastructure; et ont souligné que les gouvernements locaux doivent avoir le pouvoir, le financement, les approches équitables et la capacité technique nécessaires pour s'acquitter de leurs tâches. Les participants ont mis l'accent sur: la nécessité de se pencher sur les problèmes de l'endettement des particuliers et des ménages, l'implication des jeunes dans

les processus décisionnels, les mécanismes permettant aux municipalités de gérer les ressources, l'accès aux marchés de capitaux et la transparence et l'imputabilité.

Les conférenciers ont également décrit des approches novatrices dans le domaine de l'infrastructure et des services connexes, notamment, un programme de collecte de fonds à partir des marchés de capitaux, réservé au développement de l'infrastructure en Inde, et une budgétisation participative dans les secteurs de l'assainissement, des soins sanitaires, de l'éducation et de l'environnement au Brésil. La Banque Européenne d'Investissement a donné un aperçu des critères de réussite des levées de fonds par les municipalités. Les suggestions ont englobé les mesures suivantes: baisser les taxes pour attirer les investisseurs, élever les revenus à travers la réforme de la gestion des sols, utiliser ISO 9000 pour la certification, exploiter les ressources naturelles en tant que source de revenu et, s'assurer de la bonne gestion des dépenses.

Les participants ont entendu une déclaration présentée par une ancienne sans-abri de Mumbai, Inde, qui a réussi à travailler, par le biais d'un réseau communautaire, avec la municipalité pour l'arrêt des démolitions de logements et pour la construction de nouveaux foyers.

LA FORME DES VILLES: Urbanisme et gestion: Tenu jeudi, ce dialogue a porté sur l'historique des problèmes urbanistiques et a examiné les solutions possibles pouvant y être apportées, en se basant sur les contributions du Congrès mondial des urbanistes qui s'est déroulé avant le FUM3. Les conférenciers étaient des représentants des secteurs universitaire, urbanistique et gouvernemental.

Les orateurs ont souligné que la planification technocratique est désormais obsolète et que les outils de planification n'ont pas été en mesure de placer la croissance dans un cadre durable. Ils ont également parlé: de la manière dont les questions environnementales posées aux niveaux mondial et local peuvent être conciliées dans le cadre de l'administration de la ville, des décalages entre les programmes environnementaux des pays en développement et des pays industrialisés, des implications de l'adaptation des meilleures pratiques disponibles dans les pays du Nord aux municipalités des pays du Sud, des traits caractérisant l'urbanisme durable dans les économies en transition, et des principes de base régissant la durabilité basique pris en considération par le Congrès mondial des urbanistes, tels que la planification intégrée, la reconnaissance de la diversité, l'adoption de stratégies en faveur des pauvres et la transparence. Un participant a déploré le fait que ce sont les pauvres qui portent le poids de la dégradation environnementale causée par la surconsommation des riches et a encouragé l'adoption d'une approche plurifonctionnelle dans le domaine de l'urbanisme.

Le débat a porté également sur: l'écart entre la parole et l'action, les problèmes de surconsommation, la nécessité d'une participation plus importante des pauvres et des jeunes; la manière dont les universités devraient intégrer des voies et moyens inédits de concevoir leurs programmes; la responsabilité des médias; et le rôle des secteurs financiers et privés. Les participants ont également entendu un exposé sur la construction de l'éco-ville insulaire de Dontang, en Chine, un modèle de conception qui place la durabilité au centre de l'urbanisme.

ENERGIE: Action locale, répercussions mondiales: Tenu jeudi, ce dialogue a visé à déterminer des options abordables

et réussies en matière d'énergie renouvelable pour les villes, a examiné le rôle de l'industrie et des partenariats entre les secteurs public et privé pour la réalisation de cet objectif et a mis en relief des approches nouvelles dans le domaine du transport urbain durable.



Des participants à la séance de dialogue sur l'énergie

Les conférenciers ont parlé la manière d'encourager l'adoption de modèles moins polluants dans le secteur du transport urbain, y compris à travers l'éducation, le soutien et les réformes fiscales. Un orateur a déclaré que les modèles fondés sur "le pétrole facile" sont en train de s'épuiser et a proposé de recourir, dans un proche avenir, aux technologies des combustibles fossiles propres, la mise au point des sources d'énergie renouvelables. Les orateurs ont également mis en relief: la réduction de l'utilisation de voitures privées, le penchant vers les véhicules dans les pratiques de planification; le fait que les pauvres ont des frais sanitaires plus importants dus à la pollution; et la manière de rendre les villes plus conviviales pour les piétons. Un orateur a déclaré qu'au lieu d'être placé sur le problème des embouteillages, la concentration devrait l'être sur la création de parcs et autres espaces publics.

Les délégués ont souligné l'importance de l'énergie nécessaire à la cuisson alimentaire, pour les pauvres, et ont parlé: de subventions structurelle en faveur des pauvres, de la réorientation des taxes vers les utilisateurs de l'infrastructure, de la mise en place de politiques fiscales appuyant la planification globale, et l'élaboration de mesures permettant d'éviter l'expansion urbaine tentaculaire. Un orateur a mis en exergue l'effort fourni par 300 maires des Etats-Unis pour la concrétisation des objectifs du Protocole de Kyoto, montrant ainsi que les gouvernements locaux peuvent prendre en charge des causes qui ne sont pas à l'ordre du jour des gouvernement nationaux.

SEANCES SPECIALES

Organisées du mardi à vendredi, les séances spéciales du FUM3 ont été consacrées à un Exposé inaugural d'ONU-Habitat portant sur le thème "Richesse des villes: Vers un développement reposant sur les biens pour les régions en voie d'urbanisation", à un dialogue portant sur le thème, «Eau, assainissement et établissements humains», au thème «Rôle des gouvernements locaux: Leadership en matière de durabilité», au thème «Villes du monde: Quel avenir ?» et au thème "De Vancouver à Nanjing."

EXPOSE D'ONU-HABITAT: Richesse des villes: Tenue mardi, cette séance spéciale a consisté en la présentation du Prix 2006 d'ONU-Habitat à John Friedmann, Professeur honoraire à l'Ecole de Planification Communautaire et Régionale de l'Université de la Colombie-Britannique, Canada, qui a ensuite présenté l'exposé inaugural d'ONU-Habitat.

Dans son exposé intitulé "Richesse des villes: Vers un développement reposant sur les biens pour les régions en voie d'urbanisation," Friedmann a fait valoir que la vraie richesse des villes réside plutôt dans le développement endogène progressif des actifs, tels que le patrimoine culturel, les ressources humaines et l'infrastructure, que dans la sollicitation de capitaux extérieurs. Il a déclaré que le rôle du gouvernement consiste à faciliter le développement motivé de l'intérieur, à travers des consultations avec les citoyens.

Les commentateurs ont accueilli favorablement le modèle de construction de villes durables avancé par Friedmann, ont posé la question de savoir si le modèle rendait compte de la réalité des



Tribune du Triologue sur l'eau, l'assainissement et les établissements humains

conflits et des rivalités entre les communautés et ont encouragé la considération de la manière de concilier les besoins à court terme des villes avec les objectifs à long terme du développement durable.

Le débat qui a suivi a couvert: le rôle des espaces publics; la taille optimum du gouvernement et des villes; les droits des femmes en matière de propriété; la valeur du capital financier en particulier pour les ménages à faibles revenus; et, la manière de prévenir l'exportation des valeurs des régions en développement, comme la "fuite des cerveaux."

TRIALOGUE SUR L'EAU, L'ASSAINISSEMENT ET LES ETABLISSEMENTS HUMAINS: Tenue mardi, cette séance spéciale a regroupé des délégués gouvernementaux issus des échelons national, étatique et local et des représentants des institutions et agences internationales pour débattre des voies et moyens permettant de relever le défi de la fourniture de l'eau et des services d'assainissement aux établissements humains.

Les commentateurs ont parlé du rôle du développement et de la gouvernance de l'infrastructure urbaine et de la coopération entre les agences gouvernementales et les municipalités dans la mise en place de mesures d'encouragement financières et autres pour la prévention de l'expansion tentaculaire des établissements humains illicites et pour assurer l'accès à l'eau et aux services d'assainissements. Plusieurs commentateurs ont mis l'accent sur l'implication du secteur privé, l'un d'eux faisant remarquer que les partenariats entre les secteurs public et privé offrent une expertise en matière de gestion et un niveau de rendement qui ne sont pas toujours disponibles dans le secteur public. Un autre a encouragé la mise en place de partenariats équitables. D'autres commentateurs ont souligné le rôle de l'implication des communautés locales, en particulier des coopératives communautaires.

L'importance de la fourniture de l'accès à l'eau salubre et l'assainissement basique dans la lutte contre la pauvreté a été soulignée, comme l'ont été les questions touchant à la nécessité: du traitement du problème de la mortalité infantile, de la promotion des femmes et de la promotion des investissements en faveur des pauvres dans les domaines de l'eau et de l'assainissement, dans les villes des pays en développement. Les commentateurs ont également mis l'accent sur: la santé financière des gouvernements locaux, les approches fondées sur le quadrillage des zones urbaines, le développement des capacités de stockage des eaux, la fourniture de l'eau et de l'assainissement basique aux personnes atteintes de VIH/Sida et le rôle des jeunes dans l'amélioration de la prise de conscience.

ROLE DES GOUVERNEMENT LOCAUX: Leadership en matière de durabilité: Cette séance spéciale s'est déroulée mercredi et s'est concentrée sur l'expérience et le leadership des gouvernements locaux dans la poursuite de la durabilité. Elle a entendu est exposés présentés par des maires venus des Pays-Bas, du Burkina Faso, du Brésil et du Canada, ainsi que par ONU-Habitat.

Les maires ont donné un aperçu des travaux accomplis dans leurs villes respectives, dont: une étude devant servir à la réaffectation des ressources et à la prise de décisions politiques à Calgary, Canada, l'établissement d'un réseau des villes de Mercosur, une ligue de villes du Paraguay, du Chili, de l'Argentine, du Brésil, du Pérou et de Bolivie, et un partenariat



Conférenciers et participants à la séance spéciale Conférence de l'UN-Habitat: La richesse des villes

de l'administration locale de Ouagadougou, Burkina Faso, avec l'Association internationale des maires francophones et l'organisation locale de la jeunesse pour la conduite d'un travail sur le VIH/Sida. Un maire a suggéré trois principaux thèmes pour les gouvernements locaux: la décentralisation qui garantit l'imputabilité, l'équité, la transparence et la primauté du droit; les services de base pour tous, une condition préalable de l'engagement des citoyens et l'autonomie financière, essentielle pour des prises de décisions rationnelles. Un autre commentateur a souligné le rôle des partenariats dans la fourniture du financement nécessaire à la décentralisation et l'importance de la consultation des citoyens.

Les orateurs ont également souligné que le partenariat va au-delà de la coopération et de la collaboration et ont mis en exergue le partenariat financier entre les gouvernements nationaux et locaux. ONU-Habitat a mis l'accent sur la mise en place de Villes et gouvernements locaux unis comme mécanisme permettant aux élus locaux de s'engager au niveau international.

VILLES DU MONDE: Quel avenir ?: Vendredi, ONU-Habitat a présenté l'édition 2006/7 de *l'Etat des villes du monde*. Le rapport montre que dans les pays en développement, les habitants des taudis sont dans une situation au moins aussi mauvaise que celle dans laquelle se trouvent leurs homologues des zones rurales, et fournit des données montrant qu'un milliard de personnes habitant des bidonvilles sont susceptibles de décéder plus tôt, de souffrir davantage de la faim et des maladies, de parvenir à des niveaux moindres en matière d'éducation et d'avoir moins de chances d'emploi que les citoyens qui n'habitent pas dans des taudis. L'étude documente en outre les évolutions enregistrées dans: la croissance des mégapoles; la dynamique démographique, y compris les nombres croissants des habitants des taudis, l'accès aux services de base, tels que l'eau et l'assainissement, la sécurité foncière et la dégradation environnementale.

Un groupe d'experts des questions urbaines a présenté des exposés sur les principales évolutions et les principaux défis auxquels les villes se trouvent confrontées en ce 21^e siècle. Un exposé a donné un aperçu d'un travail de recherche mené dans les "favelas" ou bidonvilles de Rio de Janeiro où les jeunes s'engagent en faveur de la démocratie et des idéaux participatifs, en dépit de l'augmentation du chômage, de la criminalité et de la violence. Un autre exposé a traité des problèmes environnementaux et sanitaires causés par la croissance rapide des populations urbaines en Chine, en se concentrant sur deux villes dans lesquelles les citoyens exercent sur les gouvernements des pressions pour la réduction de la pollution atmosphérique et des déchets solides à travers la prise de mesures comme la restriction de la circulation des véhicules et l'interdiction de l'usage des sachets plastiques dans le commerce.

Les orateurs ont également encouragé l'arrêt du cercle vicieux dans lequel le non investissement dans le transport public mène à l'augmentation des achats de voitures qui incite à l'investissement dans les réseaux routiers qui, à son tour, rend l'achat de voitures encore plus attrayant; proposé un suivi des relations urbaines, telles que celles entre les squatters et les autorités, et leur utilisation comme indicateurs de progrès; mis en relief le modèle de croissance fondé sur l'efficacité énergétique à travers un transport public subventionné et un urbanisme durable; attiré l'attention sur le problème des changements climatiques; et souligné que la croissance urbaine non planifiée marginalise les gens et peut mener à l'extrémisme.

DE VANCOUVER A NANJING: Vendredi matin, les participants ont pris part à une séance spéciale qui a donné un aperçu des enjeux émergeant du FUM3 qui pourraient être mis de l'avant au FUM4 qui se tiendra à Nanjing, Chine, en 2008. Les commentateurs étaient des représentants des gouvernements nationaux et locaux du Canada, de Chine et de Suède et d'ONU-Habitat.

Les conférenciers et les participants ont abordé: le besoin de donner une dimension locale aux OMD, la participation des groupes sous-représentés, la question de sécurité, la mobilisation



Des conférenciers à la séance spéciale "De Vancouver à Nanjing". G-D: Anna Tibajuka, UN-Habitat; Michael Harcourt, président du Comité consultatif externe sur les villes et les communautés; Wang Guangtao, ministre chinois de la construction; et Wu Zhiqiang, université de Tongji

des ressources, les gouvernements locaux en tant qu'acteurs internationaux, la création de partenariats et la centralité de la gouvernance urbaine et des approches participatives en matière de planification.

Les participants ont attiré l'attention sur la nécessité: de s'assurer de l'équilibre hommes femmes et de l'équilibre entre les générations au FUM4, d'accorder une attention au développement rural de manière à éviter la poursuite des migrations vers les villes et de relever le défi consistant à édifier des communautés durables.

Les délégués de Chine ont souligné: l'application, dans leur pays, d'une stratégie de développement qui accorde une haute priorité à l'énergie, aux ressources naturelles et à l'environnement; que la Chine partage avec le monde en développement et le monde industrialisé, des défis communs tels que le vieillissement de la population, un exode rural à grande échelle, la pollution et la destruction écologique; et qu'une approche fondée sur la durabilité est nécessaire pour faire face aux conflits causés par la croissance rapide. Les participants ont appris que Nanjing, la ville qui accueillera le FUM4, est en train de poursuivre une stratégie de développement urbain axée sur la durabilité tout en veillant à la protection de son patrimoine culturel et de son environnement et que le thème du FUM4 sera "Villes harmonieuses."

Les participants ont évoqué: le besoin d'un engagement accru du secteur privé, le besoin de soutenir la mobilisation du public, le besoin d'établir des liens de "villes jumelées", la nécessité de passer du stade de la démonstration et de l'étude de cas à celui de la reproductibilité des projets réussis; et la nécessité de mettre à contribution les sciences sociales.

SEANCES DE RESEAUTAGE

Plus de 160 séances de réseautage ont eu lieu durant la semaine, donnant aux participants l'occasion de procéder à des échanges d'idées, d'expériences et de bonnes pratiques dans divers aspects du développement urbain durable. En raison du grand nombre de séances en chevauchement, la couverture assurée par l'IIDD s'est concentrée sur sélection de séances de réseautage tenues mardi et jeudi.

PLANIFIER DES VILLES DURABLES ET PROSPERES: Utilisant Vancouver, Canada, comme étude de cas, cette séance de réseautage organisée par la Ville de Vancouver, mardi, a traité de la planification urbaine et de la durabilité. Les conférenciers ont mis en exergue les défis associés à la croissance rapide et les aspects uniques de Vancouver, notamment, une densité élevée des logements et l'absence d'autoroutes. Ils ont fait état des efforts qui y sont fournis pour diversifier l'économie avec les technologies d'information et les industries créatives, ainsi que les problèmes associés aux réussites, tels que l'exode de résidents à faibles revenus.

Les participants ont abordé une gamme de sujets, y compris, l'établissement d'un bon équilibre entre les espaces résidentiels et les espaces commerciaux et la réussite enregistrée par Vancouver dans la réduction de l'utilisation des automobiles. Les délégués ont encouragé une plus grande équité dans les décisions politiques et la fourniture des services sociaux, mettant en relief l'importance de l'implication des citoyens.



Les conférenciers à la séance de réseautage: Comment intégrer les aspects environnementaux dans la planification stratégique urbaine à long terme

COMMENT INTEGRER LES ASPECTS ENVIRONNEMENTAUX DANS LA PLANIFICATION STRATEGIQUE URBAINE A LONG TERME:

Organisée par l'Alliance des villes et le PNUÉ, cette séance de réseautage, tenue mardi, a vu de nombreux orateurs traiter des voies et moyens de renforcer les aspects environnementaux dans la planification urbaine. Un délégué a présenté les grandes lignes des résultats d'une étude menée sur les outils appropriés nécessaires à la planification stratégique urbaine, a mis en exergue le concept "éco-ville" et les approches participatives qui y sont associées. Un autre a partagé des expériences vécues par les plus grandes villes de l'Inde dans le traitement des lacunes dans le domaine de la fourniture des services urbains.

Des participants ont souligné la nécessité d'un nouveau paradigme urbain et ont suggéré que les villes soient conçues et gérées en utilisant les écosystèmes naturels comme modèles. Au cours du débat qui a suivi, les délégués se sont concentrés sur: la création d'un leadership politique, la mesure de la valeur des investissements environnementaux, l'investissement dans l'être humain, la planification à long terme et l'action immédiate, la valorisation des cycles de vie, la transformation des modes d'utilisation des sols, la réduction de la demande en matière de transport, l'amélioration de l'efficacité de l'énergie et la communication avec les organisations de base.

LES CONFLITS RELATIFS AUX SERVICES D'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET D'ASSAINISSEMENT POUR LES PAUVRES DES REGIONS URBAINES:

Tenue mardi et organisée par l'Agence canadienne du développement international (ACDI) et l'Agence suédoise du développement international (ASDI), cette séance de réseautage s'est concentrée sur les questions de l'eau et de l'assainissement, avec des études de cas présentées par l'Inde, l'Afrique du sud, le Zimbabwe et le Vietnam. Le débat qui a suivi a mis en relief: les défis particuliers entourant la fourniture des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement pour les pauvres des zones urbaines dans les pays en développement, l'importance de la planification intersectorielle, l'organisation des sans terre, les avantages et les bénéficiaires de l'augmentation de la valeur des terres découlant des nouveaux services et, les différents types de redevances et les mécanismes de coordination.

Les participants ont parlé de l'importance d'être neutre, averti et sensible dans le rétablissement de la confiance entre toutes les parties et ont indiqué qu'il arrive parfois que le conflit soit dû au manque d'information. Il a été également souligné que les pauvres ne peuvent pas toujours se permettre d'être impliqués dans des processus consultatifs.

FINANCES PUBLIQUES LOCALES ET

DECENTRALISATION: Tenue mardi et organisée par l'Association internationale des maires francophones, cette séance de réseautage s'est concentrée sur la mobilisation de revenus pour les administrations municipales dans les pays en développement. Les conférenciers ont présenté des études de cas menées au Cameroun, au Niger et au Sénégal.

La débat a été axé sur l'importance des mesures d'encouragement fiscales, la promotion des gouvernements locaux de manière à ce qu'ils puissent adopter des systèmes d'information géographique, et le potentiel des connections entre les grands organismes de financement et les réseaux de microfinancement. Un délégué a souligné l'importance d'établir des liens entre les maires et les organismes internationaux et a encouragé la Banque mondiale à financer de manière directe les administrations municipales. Un autre a mis en relief le transfert des technologies, les partenariats entre les secteurs public et privé et les possibilités de mettre en place des programmes d'échange internationaux pour les employés municipaux.

DONNER UNE DIMENSION LOCALE AUX ODM:

Organisée, mardi, par le Programme africain de gouvernance locale, cette séance de réseautage s'est penchée sur le besoin de développer les compétences au sein des gouvernements locaux en Afrique, pour que l'égalité des sexes devienne pratique courante et que l'autonomie des femmes soit accrue. Des conférenciers du Ghana et du Mali ont parlé de la nécessité de la promotion des femmes de manière à leur permettre de participer dans le gouvernement, soulignant qu'il n'existe pas d'obstacles législatifs et que parmi d'autres barrières il y a lieu de citer les restrictions causées par les croyances culturelles et les traditions, la pauvreté et les maladies.

Les participants se sont répartis en sous-groupes pour examiner: l'acquisition des données nécessaires au traitement des questions de spécificité des rôles des hommes et des femmes, la mobilisation d'un soutien en faveur de l'égalité des sexes, la mise en application de politiques tenant compte de la spécificité des sexes, la planification de l'affectation des ressources et la promotion de l'égalité des sexes au-delà du cercle des autorités gouvernementales locales. Les recommandations formulées ont englobé: le besoin d'éviter les hypothèses d'homogénéité dans les rangs des autorités gouvernementales locales, la nécessité d'inclure à la fois les femmes et les hommes, et la promotion de la prise en considération des questions de spécificité des sexes comme étant un programme national et non un ordre du jour politique. Les participants ont souligné que la promotion des femmes conduira à la réussite des efforts consistant à donner une dimension locale aux OMD.

LE CHANGEMENT CLIMATIQUE ET LES VILLES DU

SUD: Organisé par l'Institut international de l'environnement et de développement et l'Agence suédoise du développement international, cette séance de réseautage s'est penchée sur les questions de réduction des gaz à effet de serre et de réduction des risques urbains dans un monde qui se réchauffe. Soulignant que le changement climatique pose la menace la plus importante qui pèse sur les pauvres, le modérateur a introduit des études de cas menées au Sénégal, au Bangladesh et au Kenya.

Les commentateurs: ont souligné que des facteurs naturels et anthropiques exacerbent les risques causés par les crues, ont décrit les efforts fournis pour atténuer les risques causés par les problèmes sanitaires associés aux crues, ont examiné les risques associés à la contamination des ressources en eau douce par les eaux salées, ont attiré l'attention sur la nécessité de fournir aux gens des incitations pour quitter les zones à risques, ont suggéré que les normes des constructions soient changées de manière à devenir adaptées aux conditions climatiques futures, notamment l'augmentation des températures et de l'humidité, et ont encouragé le passage aux sources d'énergie renouvelables rudimentaires.

DEVELOPPER UN MODELE: Organisée, mardi, par Femmes et villes international, cette séance s'est focalisée sur l'égalité des sexes et sur la participation des femmes dans les processus décisionnels.

Des conférenciers issus de villes situées au Canada, au Vietnam, aux Philippines et au Mexique ont donné aux participants un aperçu des différentes initiatives lancées par les administrations locales. Ils se sont concentrés sur: les problèmes rencontrés par les femmes vivant dans les zones urbaines, en particulier dans les domaines du transport et de l'assainissement,



Des conférenciers à la séance de réseautage d'Habitat JAM

l'importance de la mise en place d'une législation en faveur de l'égalité des sexes et, le rôle des programmes de formation et d'éducation ciblant les filles pauvres et visant à leur fournir des aptitudes professionnelles et la capacité de se protéger contre les abus et la violence. Les délégués ont également souligné l'importance de la volonté politique, des plans d'action et de l'imputabilité.

INTEGRER LES PREOCCUPATIONS MONDIALES DANS LA GESTION URBAINE EN ASIE:

Au cours de cette séance de réseautage organisée, mardi, par l'Institute for Global Environmental Strategies, les conférenciers ont décrit le rôle des villes dans la relève du défi de la durabilité, faisant remarquer que bien que les villes aient contribué au problème posé à la durabilité, elles disposent également de potentialités leur permettant d'apporter des solutions. Il a été souligné que les villes nécessitent une assistance dans le domaine des bonnes pratiques en matière d'utilisation des sols, de transport, d'énergie, d'environnement et de planification économique, pour laisser derrière elles les erreurs passées de l'industrialisation.

Les études de cas présentées ont souligné la croissance démographique galopante et la croissance économique rapide qui ont donné lieu à une consommation massive et à un développement non viable à Bangkok, en Thaïlande, et la mise en place de plans efficaces d'économie d'électricité à Kawagoe, au Japon. Les délégués ont appelé à un passage à des constructions et une infrastructure plus écologiques, à une gestion intégrée des eaux et des déchets, à un recours aux sources d'énergie renouvelables, à l'amélioration de la densité urbaine et à l'amélioration de la prise de conscience des problèmes environnementaux.

HABITAT JAM: Habitat JAM est un programme de communication du FUM3 dans le cadre duquel 39000 participants de 158 pays se sont regroupés pour une session de réseautage de trois jours sur l'Internet, pour procéder à un échange d'idées sur la manière de résoudre quelques-unes des questions urbaines cruciales posées dans le monde.

Jeudi, ONU-Habitat et IBM ont organisé une séance de réseautage d'Habitat JAM, consacrée à l'échange des expériences vécues dans le cadre de cette approche innovante. Les délégués ont souligné la nature démocratique du JAM, ont appelé à en faire un événement annuel ou biennuel, avec des thèmes focalisés et des groupes cibles, et ont suggéré qu'il puisse progresser pour devenir un événement de conférence vidéo mondiale. Un représentant communautaire a déclaré que de nombreux habitants des taudis sont analphabètes en informatique, mais que le JAM a donné une voix aux pauvres des zones urbaines.

Les participants ont souligné en outre le soutien financier de la participation de la communauté du JAM et ont avancé de nombreuses suggestions visant à s'assurer de la durabilité de l'initiative, mettant en exergue le défi consistant à trouver le moyen de connecter les aspirations des pauvres des zones urbaines exprimées durant le JAM avec les actions de suivi des décideurs politiques. Les délégués ont appelé à une réédition de Habitat JAM au FUM4.

CULTURE DES VILLES INCLUSIVES: Tenue jeudi, cette séance de réseautage organisée par International Network of Resource Centres on Urban Agriculture and Food Security, a exploré le thème de l'agriculture urbaine à travers la présentation de quatre études de cas menées au Zimbabwe, au Pérou, au Sri Lanka et au Sénégal.

Les orateurs y ont décrit les réussites enregistrées dans l'introduction de l'agriculture urbaine dans leurs municipalités, y compris la sécurité alimentaire et la conversion des villes à l'approche écologique. Ils ont fait état des potentialités dont disposent les pauvres des zones urbaines pour assurer leur sécurité alimentaire grâce à l'agriculture, ont mis en garde contre la perception des mondes rural et urbain comme étant des entités séparées et ont encouragé l'adoption d'une approche participative dans les processus décisionnels. Un délégué a déclaré que certaines villes résistent à l'introduction de l'agriculture urbaine à cause des risques sanitaires qui y sont perçus et de la compétition pour les terres et pour les ressources. Un autre a décrit la manière dont une administration locale a apporté son soutien à l'agriculture urbaine, en en faisant une partie intégrale de l'économie urbaine, au lieu d'une activité marginale.

Le débat a mis en exergue les avantages de l'utilisation des eaux usées dans l'agriculture urbaine, notamment, l'amélioration de la nutrition, la résistance aux sécheresses et l'évitement des produits agro-chimiques. Les participants ont également discuté: des stratégies permettant de parvenir à la reconnaissance juridique de l'agriculture urbaine; des avantages associés à la baisse de l'utilisation des combustibles fossiles et des pesticides et à l'amélioration de la diversification de la diète; du maraîchage sur les terrasses; du biofiltrage des eaux usées avant leur utilisation dans l'agriculture; de la perte des terres arables au profit de l'expansion urbaine; et de la logistique de la production alimentaire de subsistance en milieu urbain.

RENFORCER LES DECISIONS POUR LES ENERGIES PROPRES DANS 213 PAYS A TRAVERS LE MONDE:

Au cours de cette séance de réseautage tenue jeudi et organisée par Natural Resources Canada, CANMET Energy Technology Centre et RETScreen International, Alexandre Monarque, Natural Resources, Canada, a présenté le logiciel RETScreen, un logiciel d'analyse des projets d'énergies propres, conçu pour aider les villes à mieux répondre aux demandes en matière d'énergie, dans le futur, et à mettre en œuvre des projets axés sur l'énergie renouvelable et sur l'efficacité énergétique. Le conférencier a souligné que plus de 80000 personnes dans 213 pays utilisent cet outil.

Il a souligné que RETScreen réduit les coûts des études de faisabilité préalables et fournit une plate-forme commune pour les discussions entre les décideurs politiques et les régulateurs, les urbanistes, les bailleurs de fonds, les promoteurs et les fournisseurs de produits. Monarque a décrit comment, du fait qu'il soit disponible en plus de 20 langues, RETScreen peut faciliter le dialogue entre les pays. Il a procédé à une démonstration du logiciel RETScreen et a montré comment il détermine et évalue la viabilité des projets potentiels. Il a fait état des nombreux facteurs qui affectent la viabilité des projets, soulignant l'importance de l'épargne pour les utilisateurs et précisant que RETScreen est mis à disposition sur l'Internet, à titre gracieux.

SMART URBAN FABRICS – UN CONCOURS INTERNATIONAL D'IDEES POUR DES VILLES NE DEPENDANT PAS DU PETROLE:

Au cours de cette séance de réseautage tenue jeudi, le ministre suédois du développement



Des commentateurs et des participants à la séance de réseautage sur le lancement d'un concours mondial d'idées pour des villes ne dépendant pas du pétrole, "Smart Urban Fabrics Beyond Oil"

durable (MDD), a annoncé le lancement de l'initiative suédoise "Smart Urban Fabrics Beyond Oil," portant sur un concours d'idées nouvelles permettant de dégager des solutions énergétiques compatibles avec la croissance économique durable. Le concours consiste en la production et la présentation d'une proposition de développement pour une ville ne dépendant pas du pétrole, en accordant une attention à la forme urbanistique, aux transports, à l'infrastructure et au mode de vie citoyen. Chaque proposition sera jugée sur sa réussite dans la manière de décrire la transition de la ville de sa situation actuelle à une situation future meilleure, à un horizon situé entre 2030 et 2050. Les gagnants seront annoncés au FUM4, à Nanjing, Chine, en 2008

Il a été souligné que partout dans le monde, les villes se trouvent face au défi consistant à trouver des solutions durables au problème énergétique pour les domaines du transport et autres activités consommatrices d'énergie ainsi que pour le mode de vie citoyen, d'une manière générale. Plusieurs participants ont fait part de leur appui à ce concours, en signalant que l'énergie et, en particulier, l'énergie destinée à l'usage domestique, figure en bonne place dans le programme d'ONU-Habitat.

LES POLITIQUES URBAINES ET LE DROIT A LA VILLE: Cette séance de réseautage tenue jeudi et organisée par l'UNESCO, s'est concentrée sur les questions de bonne gouvernance et de démocratie locale. Les délégués ont encouragé le passage de l'approche fondée sur les besoins, à une approche fondée sur les droits, dans le domaine de l'urbanisme, et ont décrit des initiatives internationales et nationales entreprises dans le domaine du développement du concept du «droit à la ville»: le droit de tous les habitants de la ville de jouir pleinement de la vie urbaine avec tous ses services et avantages.

Des conférenciers du Brésil et du Canada ont parlé de leurs expériences dans la mise en application du concept du "droit à la ville," mettant en relief l'implication du public dans l'élaboration des initiatives. Les délégués ont présenté leurs réflexions sur le rôle de la société civile, en particulier les groupes de femmes et les conseils interreligieux locaux. Au cours du débat qui a suivi, les participants ont mis l'accent sur: les droits et l'intégration des communautés autochtones urbaines; le comblement du fossé entre les droits déclarés et la réalité; et la nécessité d'une focalisation plus importante sur les politiques à mettre en place et les soutiens à mobiliser.

JOURNAL DE LA VIE DANS LES TAUDIS: Organisée par Television Trust for the Environment et le National film board of Canada (NFB), cette séance de réseautage a mis en présence des habitants des bidonvilles, des metteurs en scène, des bailleurs de fonds potentiels et des télédiffuseurs pour un débat sur le rôle des médias participatifs dans les changements sociaux. Les conférenciers: ont appelé les délégués à "se servir de l'art comme d'un marteau", ont souligné l'importance de la transformation de l'image que se font d'elles-mêmes les personnes qui vivent dans des établissements non conventionnels; ont indiqué que les points de vues des habitants des taudis, en particulier, des jeunes, ont besoin d'être mieux reflétés dans les grands médias; ont expliqué l'importance de réalisation de documentaires pour la création d'un sens auto-identitaire et de reconnaissance de soi chez les habitants des établissements non conventionnels; et ont souligné le rôle de plus en plus important des sites sur la toile.

Dans le débat qui a suivi, les délégués: ont parlé du soutien et de la documentation de l'historique à travers les films; ont souligné l'importance de montrer les effets de la réalité vue de près des projets multimédia aux bailleurs de fonds; ont appelé à la création d'opportunités de stages de formation; et se sont enquis de la manière dont les documentaires réalisés par les habitants des bidonvilles pourraient être mis à disposition dans des archives de dimension mondiale.

LOGEMENTS ET VIH/SIDA EN AFRIQUE SUB-SAHARIENNE ET DANS LES COLLECTIVITES AUTOCHTONES:

L'objectif de cette session de réseautage, tenue jeudi et organisée par Housing People of Zimbabwe, Lu'ma Native Housing Society et Rooftops Canada, consistait à parvenir à une meilleure compréhension de l'impact du VIH/Sida sur l'habitat. Les conférenciers ont souligné l'importance



Des petits groupes apprenant des méthodes de formation pour aider les groupes communautaires à réfléchir sur les implications du VIH/sida

de l'amélioration de la prise de conscience, de l'adoption d'une approche globale et de la création de réseaux pour aider les coopératives à faire face aux problèmes ardues tels que l'hérité et l'incapacité de fournir des soins de santé à domicile aux sans-abri atteints de VIH/Sida.

Les participants se sont répartis en groupes plus petits qui, au terme de leurs travaux, ont présenté des rapports sur les effets du VIH/Sida sur leurs organisations et sur les réponses potentielles. Au sujet du traitement des effets émotionnels et financiers, les participants ont recommandé: l'élaboration d'une stratégie pour la satisfaction des besoins de base à tous les niveaux administratifs; la garantie du soutien culturel et spirituel; l'établissement des droits de propriété; la fourniture d'un assortiment de logements; et la sensibilisation du public au sujet du VIH/Sida.

Au sujet du traitement des besoins physiques, les participants ont recommandé la fourniture: d'un habitat stable et sûr; de réseaux alimentaires et sociaux; et d'un dispositif de conseil pour les patients et les soignants. Les délégués ont également recommandé l'élaboration de politiques d'habitat intégrant le VIH/Sida et l'établissement de liens avec les organisations dotées d'une expertise appropriée. Ils ont encouragé ONU-habitat à fournir davantage d'efforts pour la reconnaissance du lien direct entre le VIH/Sida et le logement.

RESEAUX DE VILLES: Axée sur le thème des réseaux des villes en tant que «locomotives de la durabilité urbaine», cette séance de réseautage organisée, jeudi, par Latin American Federation of Cities, Municipalities and Associations of Local Governments et le Centre de recherche pour le développement international, a été animée par des conférenciers venus du Brésil, du Guatemala et de Colombie. Les délégués ont décrit la coopération établie avec les autorités locales dans le domaine du développement économique et social de leurs villes, la nécessité d'une gestion des risques à travers les réseaux de villes et l'importance de la coopération transfrontière.

Dans le débat qui a suivi, les participants ont demandé des précisions sur la mécanique de la formation des réseaux, en particulier, entre les jeunes et les communautés autochtones, et sur leur rôle éventuel dans la normalisation des politiques et réglementations municipales. Des délégués ont souhaité avoir des éclaircissements sur le rôle des réseaux et des accords commerciaux dans le développement durable. Il a été souligné que le réseautage doit être équitable et que réseaux et accords commerciaux ne réussiront que s'ils sont au service du développement commun.

GOUVERNANCE INCLUSIVE EN ZONES URBAINES DE CONFLITS:

Tenue jeudi et organisée par la London School of Economics and Political Science et Crisis States Research Centre, cette séance de réseautage a présenté les conclusions d'une étude menée sur la question de savoir pourquoi certains pays s'effondrent dans la période postérieure au conflit, tandis que d'autres parviennent à résister et à se reconstruire. Les



Les conférenciers à la séance de réseautage sur la réalisation des cibles 7/11 des OMD dans les pays asiatiques

participants ont fait part de leurs observations sur ce qui marche et ce qui ne marche pas dans le contexte de la coopération multisectorielle dans les villes, dans les périodes postérieures aux conflits. Rappelant les expériences tirées de Freetown, de Sierra Leone et de Kabul, Afghanistan, Daniel Esser, LSE, a souligné que la coopération locale sur les questions de sécurité réussit lorsqu'elle est élaborée sur la base des problèmes à traiter et concentrée sur l'aspect de la sécurité humaine et que les villes sont en train d'habiliter les environnements à franchir les frontières ethniques, et d'encourager une collaboration plus importante.

Un délégué a parlé de la manière dont la "la forme" architecturale affecte le renforcement des institutions et de la démocratie et a mis en exergue l'importance de l'art dans l'établissement de la coopération dans les villes sorties des conflits. ONU-Habitat a annoncé le lancement d'un nouveau programme en coopération avec la Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie-Pacifique, pour l'élaboration d'une approche de la sécurité urbaine applicable en Asie.

ATTEINDRE LES CIBLES 7/11 DES OMD DANS LES PAYS ASIATIQUES: Au cours de cette séance de réseautage tenue jeudi et organisée par ONU-Habitat, les participants se sont concentrés sur la cible 11 des OMD, appelant à une amélioration importante des conditions de vie de 100 millions d'habitants des taudis, d'ici 2020. Les conférenciers ont présenté des études de cas sur la réinstallation des habitants des taudis aux Philippines et sur le programme d'allègement de la pauvreté urbaine au Bangladesh. Le débat a mis également en lumière le rôle des institutions de microfinancement dans le soutien de la réduction de la pauvreté et le développement économique local, comme démontré en Indonésie.

Les participants ont entendu des détails sur les activités menées dans les domaines: de la création de capacités locales, des politiques de développement de l'habitat, du renforcement du soutien apporté par l'administration municipale aux projets d'amélioration des logements sociaux destinés aux pauvres; l'affectation de fonds de responsabilité sociale à des programmes de logements sociaux, par les entreprises privées et étatiques et l'encouragement des institutions de microfinancement à fournir des prêts logement et à faire de ce créneau une partie intégrante de leurs activités.

CLOTURE DU FORUM

La séance de clôture, tenue vendredi en fin de matinée et début d'après-midi, était modérée par Brock Carlton, Fédération des municipalités canadiennes, et a englobé une plénière et une cérémonie de clôture.

PLENIERE DE CLOTURE: Le coprésident du FUM3, John Pombe Magufuli, ministre tanzanien de l'habitat et de l'aménagement du territoire, a présenté le Rapport du FUM3. Il a

précisé que le Groupe consultatif du FUM3 a entériné le Rapport qui sera soumis à la directrice générale d'ONU-Habitat. Il a clos son intervention en offrant à Lois Jackson, président, Greater Vancouver Regional District, une sculpture de Makonde tanzanien symbolisant la solidarité.

Pierre Sané, directeur général adjoint, UNESCO, parlant au nom du directeur général de l'UNESCO, Koichiro Matsuura, a encouragé les délégués à traduire les engagements globaux pris au FUM3 en actions locales. Il a déclaré qu'en tant que forum, le FUM n'a pas de "clôture" réelle et qu'il continuera lorsque les délégués retourneront chez eux. Il a posé le défi de faire en sorte que les promesses de la Déclaration universelle de 1948 sur les Droits de l'Homme se concrétisent pour plus de la moitié de l'humanité.

Représentant le secteur privé, Kim Jawanda, Terra Housing, a appelé à la résolution des problèmes entravant la durabilité urbaine, au moyen de solutions fondées sur la loi du marché et sur des partenariats avec le secteur privé. Elle a mentionné l'importance des partenariats des secteurs privé et public et des communautés, comme moyen de fournir aux pauvres des logements et des services d'approvisionnement en énergie et en eau abordables.

Parlant au nom des jeunes, Mernosh Tajhizadeh, Quebec Youth, a présenté la Déclaration du Forum mondial de la jeunesse, tenu juste avant le FUM3, dans lequel des jeunes du monde entier ont partagé leurs idées et leurs vues sur les stratégies de développement urbain. Elle a souligné la nécessité de mobiliser et d'engager les jeunes en tant que ressource communautaire, souligné le rôle des autorités locales à cet égard et appelé à l'établissement d'un fonds fiduciaire de la jeunesse et d'un conseil des jeunes sur la durabilité.

John Kaputin, secrétaire général, African, Caribbean and Pacific (ACP) Group, a parlé des efforts fournis par le groupe ACP pour l'éradication de la pauvreté, la contribution au développement durable des villes et la mise en application des OMD concernant la santé, l'éducation et l'amélioration des taudis.

Les participants ont ensuite entendu des déclarations de clôture présentées par des partenaires d'ONU-Habitat. Représentant la société civile, Mariam Sow, ENDA Tiers Monde, a reconnu les nombreuses initiatives urbaines, mais a fait état de la continuation des problèmes d'exclusion économique et sociale. Elle a souligné qu'il est impossible d'avoir des villes vivables sans un développement rural durable et a exprimé son espoir de voir l'Afrique accueillir le FUM5.

Représentant les femmes, Ana Lucy Bengochea, Garifuna Emergency Committee of Honduras, a souligné que les organisations de base féminines ont participé au FUM3 non comme des bénéficiaires mais en tant que



Anna Tibaijuka, directrice exécutive, UN-Habitat

leaders, penseurs, innovateurs et enseignants engagés et mobilisés. Elle a affirmé qu'en faisant des femmes des partenaires égales dans le développement urbain, "nous concrétiserons les OMD et beaucoup plus que cela."

Wang Guangtao, ministre chinois de la construction, a présenté, au nom du gouvernement de la république populaire de Chine, une invitation au FUM4 qui se tiendra à Nanjing, Chine, en 2008.



James Moore, secrétaire parlementaire auprès du ministre des travaux publics, Canada

Dans sa déclaration de clôture, la directrice exécutive d'ONU-Habitat, Tibaijuka, a remercié le gouvernement du Canada pour l'accueil réservé au FUM3 et a salué la Ville de Vancouver en tant que modèle de durabilité et d'inclusion. Elle a fait part de sa satisfaction à l'égard de la coopération et du dialogue international de haute qualité qui ont présidé aux travaux du FUM3, signalant au passage que l'auditoire y était quarante pour cent plus nombreux que prévu, avec la participation des pays en développement et des pays industrialisés. Elle a mis en relief les changements de

paradigme survenus ces 30 dernières années dans les questions urbaines et a indiqué que la réussite future est tributaire de l'édification de partenariats entre les communautés, le secteur privé et les gouvernements locaux et nationaux. Elle a précisé que les idées dégagées du FUM3 seront présentées à la 21^e session du Conseil d'Administration d'ONU-Habitat qui se tiendra à Nairobi en 2007.

Lois Jackson a souligné que l'exode rural est causé à la fois par l'absence d'opportunités dans les zones rurales et par l'attrait exercé par les villes et a encouragé chacun des participants à choisir une action concrète à mettre en œuvre à son retour au pays.

James Moore, secrétaire parlementaire auprès du ministère des travaux publics, Canada, a mis en exergue la contribution des agences canadiennes dans le travail de développement et a appelé les participants à puiser dans la diversité culturelle en passant des idées à l'action. Il a clos officiellement le Forum à 13:20.

Rapport du FUM3: Le Rapport donne un aperçu général des travaux du FUM3. Il souligne une convergence sur nombre de suggestions avancées pour l'avenir, dont: la nécessité pour l'ensemble des acteurs urbains de travailler davantage, le besoin d'un leadership municipal caractérisé par la prise de risques et l'innovation, la nécessité de partenariats inclusifs, et l'impératif de la transparence et de l'imputabilité. Il met en exergue l'unité des points de vue entre les pays industrialisés et les pays en développement, que la durabilité est le principal défi posé aux villes.

Le rapport identifie plusieurs thèmes émergents dont, entre autres, la nécessité:

- d'une planification de la croissance démographique urbaine galopante;
- de la création de coalitions consacrées au traitement des besoins des pauvres des zones urbaines;
- de l'accroissement des ressources financières destinées au développement durable de l'infrastructure;
- d'un passage de la dépendance du financement international pour le développement aux marchés des capitaux locaux;
- du recours à la planification en tant qu'outil au service du développement urbain durable;
- du comblement du fossé entre les engagements pris par les gouvernements et leurs actions visant à réaliser les OMD dans les villes; et
- de l'adoption de stratégies reconnaissant les besoins particuliers des femmes, des jeunes et des handicapés.

Le rapport souligne enfin que la réussite du FUM3 réside non dans les déclarations officielles mais dans les enseignements tirés des échanges d'expériences, et que l'ONU-Habitat fera parvenir les conclusions du Forum à son Conseil d'administration et, à travers lui, à l'Assemblée générale de l'ONU, accompagnées d'un appel au renforcement de la durabilité urbaine.

REUNIONS A VENIR

DEUXIEME CONFERENCE INTERNATIONALE SUR L'ANALYSE QUANTITATIVE DE L'ECO-EFFICACITE DE LA DURABILITE: Cette conférence se tiendra du 28 au 30 juin 2006 à Egmond aan Zee, aux Pays-Bas. Elle se penchera sur des thèmes tels que: les applications et les contacts des usagers; la philosophie, les concepts et les outils de quantification; le cadre des méthodologies; la modélisation et les méthodes opérationnelles; les motivations et les forces motrices; et, le consensus et la normalisation. Pour plus de précisions, contacter: Eco-Efficiency Secretariat; tel: +31-71-527-7477; e-mail: ee-conf@eco-efficiency-conf.org; Internet: <http://www.eco-efficiency-conf.org>

EDITION 2006 DE LA CONFERENCE INTERNATIONALE SUR LES FOURS ET LA CUISSON ALIMENTAIRE A L'ENERGIE SOLAIRE: Organisée par Solar Cookers International et Terra Foundation, cette conférence prévue du 12 au 16 juillet 2006 à Grenade, en Espagne, procédera à des échanges d'expériences pour l'accélération de l'accès à la cuisson alimentaire, à la purification de l'eau et aux applications de transformation alimentaire en rapport, utilisant l'énergie solaire. La conférence examinera les exigences, les coûts et les avantages de diverses technologies de cuisson alimentaire à l'énergie solaire. Pour plus de précisions, contacter: e-mail: solar@terra.org; Internet: <http://www.solarconference.net>

SOMMET DU G8: Le Sommet annuel du Groupe des huit (G8) se tiendra à Saint Petersburg, en Fédération de Russie, du 15 au 17 juillet 2006 et l'un de ses principaux thèmes sera la sécurité énergétique mondiale. Pour plus de précisions, contacter: Sergei Yurievich Vyazalov, Organizing Committee Secretariat; fax: +7 495 206 4822; e-mail: vyazalov_sy@gov.ru; Internet: <http://en.g8russia.ru>

CONFERENCE BIANNUELLE DE L'INITIATIVE AIR PROPRE POUR LES VILLES D'AMERIQUE LATINE DANS LE DOMAINE DU TRANSPORT DURABLE: Coprésidée par l'administration de la ville de São Paulo et la Banque mondiale, cette conférence aura lieu à São Paulo, au Brésil, du 24 au 27 juillet 2006. La réunion contribuera à l'élaboration et à la mise en œuvre de la composante régionale du Projet pour un transport régional durable du Fonds pour l'environnement mondial (FEM), qui englobe un certain nombre d'activités transversales portant sur l'échange d'informations et le renforcement des capacités, ainsi que l'élaboration et la dissémination de méthodologies, d'outils et d'indicateurs pour le suivi et l'évaluation. Pour plus de précisions, contacter: Clean Air Initiative, World Bank; tel: +1-202-458-0859; fax: +1-202-676-0977/8 e-mail: Clean_Air@worldbank.org; Internet: http://www.cleanairnet.org/lac_en/1415/article-70393.html

SOMMET 2006 SUR LA GESTION DES DECHETS: Le sommet se réunira du 25 au 27 juillet 2006 à Johannesburg, en Afrique du sud. Pour plus de précisions, contacter: International Quality and Productivity Center; Internet: <http://www.iqpc.co.za/SA-228>

HUITIEME SESSION DU COMITE SPECIAL POUR UNE CONVENTION INTERNATIONALE EXHAUSTIVE ET INTEGRALE SUR LA PROTECTION ET LA PROMOTION DES DROITS ET DE LA DIGNITE DES HANDICAPES: La huitième session du Comité spécial se déroulera du 14 au 25 août 2006 au siège des Nations Unies à New York. Elle procédera à la discussion des propositions avancées en faveur d'une convention internationale exhaustive et intégrale, consacrée à la promotion et à la protection des droits et de la dignité des handicapés, sur la base d'une approche globale dans le travail accompli dans les domaines du développement social, des droits de l'Homme et de la non-discrimination, et de la prise en compte des recommandations de la Commission des Droits de l'Homme et de la Commission du développement social. Pour plus de précisions: UN Global Programme on Disability; tel: +1-212-963-0111; e-mail: enable@un.org; Internet: <http://www.un.org/esa/socdev/enable/rights/ahc8.htm>

IX CONGRES MONDIAL SUR L'ENERGIE

RENOUVELABLE: Ce congrès aura lieu à Florence, en Italie, du 19 au 25 août 2006 et sera consacré au traitement des questions de la conversion de la biomasse, des technologies des cellules fonctionnant au fuel et à l'hydrogène, de l'énergie, de la réduction de la pauvreté et de la spécificité des rôles des hommes et femmes. Pour plus de précisions, contacter: World Renewable Energy Congress; tel: +44-1273-625-643; fax: +44-1273-625-768; e-mail: asayigh@netcomuk.co.uk; Internet: <http://www.wrenuk.co.uk/wrecix.html>

TROISIEME ASSEMBLEE DU FEM: La troisième réunion de l'Assemblée du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) se tiendra à la Ville du Cap, Afrique du sud, les 29 et 30 août 2006. En tant que principal organe d'administration du FEM, l'Assemblée tracera l'ordre du jour et le programme de travail des années à venir. Pour plus de précisions, contacter: GEF Secretariat; tel: +1-202-473-0508; fax: +1-202-522-3240/3245; e-mail: assembly@thegef.org; Internet: http://www.gefweb.org/participants/Assembly/3rd_Assembly/3rd_assembly.html

SEMINAIRE 2006 POUR UNE MEILLEURE QUALITE DE L'AIR: Prévue du 13 au 15 septembre 2006 à Yogyakarta, en Indonésie, ce séminaire traitera des questions touchant à la gestion de la qualité de l'air, en particulier, en Asie. Pour plus de précisions: Ridwan Tamin, Ministry of Environment, Indonesia; tel: +62-21-8591-1207; e-mail: ridwan@menlh.go.id; Internet: <http://www.baq2006.org>

DIALOGUE DE HAUT-NIVEAU SUR LA MIGRATION INTERNATIONALE ET LE DEVELOPPEMENT: Cette réunion de haut niveau aura lieu les 14 et 15 septembre 2006 au siège de l'ONU, à New York, en marge de la 61^e session de l'Assemblée générale de l'ONU. L'objectif de ce dialogue consiste à examiner les aspects multidimensionnels de la migration internationale et du développement, en vue de déterminer les voies et moyens appropriés permettant d'optimiser les avantages de son développement et de réduire au minimum ses effets négatifs. L'événement se focaliserait également sur des thèmes d'ordre politique, notamment, les difficultés rencontrées dans la réalisation des objectifs convenus à l'échelle internationale, y compris les OMD. Pour plus de précisions, contacter: Hania Zlotnik, UN Population and Development Division; tel: +1-212-963-3179; fax: +1-212-963-2147; e-mail: zlotnik@un.org; Internet: <http://www.un.org/esa/population/hldmigration/index.html>

PREMIERE REUNION INTER-AMERICAINE DES MINISTRES ET AUTORITES DE HAUT NIVEAU CHARGES DU DEVELOPPEMENT DURABLE: Organisée par l'Organisation des Etats Américains (OEA), cette réunion aura lieu à Santa Cruz de la Sierra, en Bolivie, les 5 et 6 octobre 2006. Les participants procéderont à l'identification et à l'avancement de partenariats concrets aux niveaux régional et hémisphérique, aux fins d'intégrer les considérations environnementales dans les politiques de développement, de l'allègement de la pauvreté et les politiques économiques et sociales. La réunion prendra en ligne de compte les progrès accomplis dans la mise en application du développement durable et identifiera les opportunités de coopération spécifiques entre les Etats membres de l'OEA. Pour plus de précisions, contacter: Joaquin Tamayo, OAS; tel: +1-202-458-3506; fax: +1-202-458-3560; e-mail: JTamayo@oas.org; Internet: http://www.oas.org/dsd/MinisterialMeeting/ReunionInterAm_eng_v1.htm

QUINZIEME SESSION DE LA COMMISSION DU DEVELOPPEMENT DURABLE: La CDD-15 se déroulera au siège des Nations Unies à New York, du 30 avril au 11 mai 2007. La CDD-15 sera une "Année de Politique" pour décider des mesures à prendre pour accélérer et mobiliser l'action nécessaire au dépassement des obstacles et contraintes qui entravent l'application des mesures et la réalisation des objectifs dans les domaines de l'énergie pour le développement, de la lutte contre la pollution de l'air/atmosphère, des changements climatiques et du développement industriel. Pour plus de précisions, contacter: UN Division for Sustainable Development; tel: +1-212-963-8102; fax:

+1-212-963-4260; e-mail: dsd@un.org; Internet: <http://www.un.org/esa/sustdev>

VINGT-ET-UNIEME SESSION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION D'ONU-HABITAT: La vingt-et-unième session du Conseil d'administration d'ONU-Habitat est prévue à Nairobi, au Kenya, au printemps 2007. Les dates de cette réunion seront fixées par le Comité des Représentants Permanents d'ONU-Habitat, en consultation avec la directrice exécutive et le Président de la CD. Pour plus de précisions, contacter: Information Services Section, ONU-Habitat; tel: +254-20-623120; fax: +254-20-623477; e-mail: press.unhabitat@unhabitat.org; Internet: <http://www.unhabitat.org>

CONFERENCE ET EXPOSITION EUROPEENNE EWEC 2007 SUR L'ENERGIE EOLIENNE: Organisée par l'Association Européenne de l'Energie Eolienne (EWEA) cette conférence aura lieu à Milan, en Italie, du 7 au 10 mai 2007. Pour plus de précisions, contacter: EWEA; tel: +32-2546-1980; fax: +32-2546-1944; e-mail: info@ewea.org; Internet: http://www2.ewea.org/06b_events/events_EWEC2007.htm

ECO SOMMET 2007: Organisé par Elsevier et Ecological Society of China, l'Eco Sommet 2007 se déroulera au Centre des conférences internationales à Pékin, en Chine, du 22 au 27 mai 2007 sous le thème "La Complexité Ecologique et la Durabilité: les défis posés et les opportunités offertes à l'écologie au 21^e siècle." Pour plus de précisions, contacter Sophie Peters, tel: +44 1865 843958; fax +44 1865 843958; email: s.peters@elsevier.com; Internet: <http://www.ecosummit2007.elsevier.com>

EDITION 2008 DU CONGRES MONDIAL DES URBANISTES: L'Association mondiale des urbanistes tient son prochain congrès en conjonction avec le FUM4, les dates et lieux seront confirmés. Pour plus de précisions, contacter Dave Crossley at: tel: +1 604-696-5031; Fax: +1 604-696-5032; email: info@wpc2006.com; Internet <http://www.wpc2006.com>

4^e FORUM URBAIN MONDIAL: Le FUM4 se tiendra à Nanjing, en Chine, en 2008. Les dates et lieux de cette réunion seront confirmés ultérieurement. Pour plus de précisions, contacter Information Services Section, ONU-Habitat; tel: +254-20-623120; fax: +254-20-623477; e-mail: press.unhabitat@unhabitat.org; Internet: <http://www.unhabitat.org>



Les drapeaux du Canada et des Nations unies flottant devant le Palais des Congrès et des Expositions de Vancouver, site du déroulement du FUM3